

2m11.2727.10

Université de Montréal

Transitions à partir d'un pacte de paix
Guerre, paix et transition vers la démocratie au Salvador et au Guatemala

par

Fernando A. Chinchilla
Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître ès sciences (M.Sc.)

décembre, 1998

© Fernando Chinchilla, 1998



01.7.2.10

IA

39

U54

1999

v.016

Université de Montréal

Guaranteed by the University of Montreal for the duration of the contract and in the event of termination of the contract by the University of Montreal.

par

Fernando A. Chiribilla
Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maître en sciences (M.Sc.)

Montréal, 1998

Université de Montréal



Ce mémoire intitulé :

Transitions à partir d'un pacte de paix
Guerre, paix et transition vers la démocratie au Salvador et au Guatemala

présenté par :

Fernando A. Chinchilla

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Michel Fortmann président du jury

Graciela Ducatenzeiler directrice

Claude Morin membre du jury

Mémoire accepté le :

SOMMAIRE

Ce travail analysera les processus de transition vers la démocratie du Salvador et du Guatemala. Nous démontrerons que la logique du processus transitionnel de ces pays ne correspond pas à la théorie classique jusqu'à maintenant élaborée (la présence d'une guerre civile modifie les scénarios identifiés par les auteurs classiques).

Notre principale hypothèse est que les processus du Salvador et du Guatemala sont des transitions déclenchées à partir d'un pacte de paix. Dans ce type d'entente, la transition vers la démocratie n'est pas l'objectif final à atteindre, mais plutôt un moyen de pacification. La transition démocratique (variable intermédiaire) garantira l'atteinte du but fondamental des pactes de paix (variable indépendante), c'est-à-dire la paix à long terme (variable dépendante).

Pour expliquer le fait que des pays victimes de guerres civiles aient décidé d'amorcer une transition vers la démocratie, nous montrerons que les choix des acteurs en conflit ont été réduits à un point tel que la transition démocratique est devenue la seule voie pour se sortir d'une situation de « jeu à somme nulle ». Ce match nul est mesuré de la façon suivante :

Variable 1 : Coûts internes des guerres

Indicateurs : a) coûts économiques directs (investissement dans l'achat d'armes, etc.); b) Coûts économiques indirects (dommages causés par les guerres); c) coûts économiques d'opportunité (déviation de fonds pour combler des besoins militaires) et d) coûts humains des guerres (violations des droits de l'Homme).

Variable 2 : Changement des acteurs internationaux

Indicateurs : a) financement militaire externe dans le contexte de guerre froide; b) financement militaire externe après la guerre froide; c) intervention de l'ONU pour

arrêter les guerres civiles et d) discrédit de la réputation des régimes non démocratiques.

En conjugaison, ces variables ont provoqué la réduction des choix qui a obligé les acteurs en conflit à négocier la fin de la guerre. Ceux-ci se sont engagés à réaliser un virage stratégique (un pacte de paix), c'est-à-dire à arrêter la guerre et à institutionnaliser le conflit au niveau politique (transition démocratique).

Au Salvador, les deux étapes du virage ont été achevées. Le mouvement révolutionnaire a arrêté la guerre et s'est transformé en parti politique, avec des chances réelles d'emporter des élections (sous-hypothèse 1). Au Guatemala, nous avons assisté à un arrêt de la guerre, mais le mouvement révolutionnaire a des difficultés à se transformer en parti politique (sous-hypothèse 2). En conséquence, les probabilités de consolidation d'une polyarchie ou d'une démocratie délégative au Salvador sont plus fortes qu'au Guatemala.

Quatre avantages, par rapport à d'autres travaux, découlent de notre perspective : a) nous identifions une nouvelle forme de transition vers la démocratie à partir de pactes qui ne sont pas essentiellement démocratiques; b) nous mettons en évidence la relation entre transition de la guerre à la paix et transition de l'autoritarisme à la démocratie, en faisant simultanément une séparation théorique qui nous permettra de démêler et d'éclaircir les relations entre ces processus; c) nous saisissons pourquoi il est impossible de situer le début des transitions dans ces pays pendant les années 1980 et d) nous expliquerons pourquoi deux cas qui semblent, au niveau général, similaires, se retrouvent aujourd'hui avec des différences si palpables.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	xiii
Questions d'ordre épistémologique	xv
Questions d'ordre théorique	xvii
La question méthodologique	xix
Questions normatives	xx
Introduction	
Guerre, paix et transition vers la démocratie au Salvador et au Guatemala	1
Premier chapitre	
L'obstacle aux pactes démocratiques	
La radicalisation des acteurs politiques centraméricains	8
1. L'échec des mouvements réformistes centraméricains	13
2. Racines et caractéristiques des régimes oligarchico-militaires	20
2.1. La surreprésentation de l'institution militaire	21
2.2. La tendance à la violence des régimes oligarchico-militaires	25
Deuxième chapitre	
Vers la signature des pactes de paix	
Jeu à somme nulle et processus de modération des extrêmes	30
1. L'ancrage de la logique de guerre et la gestation d'un match nul latent	33
1.1. La facture humaine des guerres	33
1.2. La facture économique des guerres	36
2. L'augmentation de la dépendance du financement militaire international	44
3. Le rôle des acteurs internationaux et la matérialisation du jeu à somme nulle	47
3.1. Naissance et déclin de la « doctrine Reagan »	48
3.2. La chute du bloc de l'Est et la crise d'identité des mouvements révolutionnaires centraméricains	53

3.3. L'écroulement de la réputation des régimes autoritaires et l'ascendance du prestige démocratique	56
Troisième chapitre	
Les pactes de paix comme moyen de pacification	
La tentative pour surmonter l'héritage des régimes oligarchico-militaires	64
1. Le succès salvadorien : consolidation d'une démocratie délégative?	68
2. L'impasse guatémaltèque : le prélude d'un échec?	75
Conclusion	
Transitions à partir d'un pacte de paix	83
Bibliographie	88
Annexe I	
Différentes classifications des formes de Transition démocratique	
Annexe II	
Classifications des régimes non démocratiques (Samuel Huntington, Juan Linz et David Collier)	

LISTE DE TABLEAUX

Tableau I	
Différents pactes déclencheurs d'une transition vers la démocratie	31
Tableau II	
Performance économique de l'Amérique centrale : une comparaison avec l'Amérique latine	41

LISTE DE FIGURES

Graphique 1 Fonctions attribuées aux armées du Salvador et du Guatemala (1996)	24
Graphique 2 Nombre de soldats en service au Salvador et au Guatemala (1970-1992) - en milliers de soldats -	37
Graphique 3 Pourcentage des exportations des pays centraméricaines par rapport aux exportations totales de la région (1981-1990)	38
Graphique 4 Pauvreté en Amérique centrale (1980-1991) - % de la population totale des différents pays -	42
Graphique 5 Distribution de la pauvreté en Amérique centrale (1990)	43
Graphique 6 Dépenses militaires du Salvador et du Guatemala par rapport au PIB (1985-1995)	44
Graphique 7 Aide militaire officielle des États-Unis à l'Amérique centrale et aux Caraïbes et importation d'armes du Salvador et du Guatemala (1985-1995)	52
Graphique 8 Valeur du transfert d'armes soviétiques aux régions centraméricaine et les Caraïbes (1985-1995)	55
Graphique 9 Évolution de la taille de l'armée salvadorienne avant et après le pacte de paix (1989-1995) - en milliers de soldats en service -	70

Graphique 10 Réinstitutionnalisation du conflit au Costa Rica (1953-1966) - représentation des forces politiques à l'Assemblée législative -	74
Graphique 11 Institutionnalisation du conflit au Salvador (1991-1997) - représentation des forces politiques à l'Assemblée législative -	74
Graphique 12 Financement des ententes négociées dans le pacte de paix guatémaltèque	76

ABRÉVIATIONS

ACNUR :	Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Refugiados (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)
AN :	Alianza Nacional (Alliance nationale)
BID :	Banque interaméricaine de développement
BM :	Banque mondiale
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine
COMI :	Comisionados Militares (Commissaires militaires)
ERP :	Ejército Revolucionario del Pueblo (Armée révolutionnaire du peuple)
FDNG :	Frente Democrático Nueva Guatemala (Front démocratique Nouveau Guatemala)
FMLN :	Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (Front Farabundo Martí pour la libération nationale)
FMI :	Fonds monétaire international
FPL :	Fuerzas Populares de Liberación (Forces populaires de libération)
FRG :	Frente Republicano Guatemalteco (Front républicain guatémaltèque)
FSLN :	Frente Sandinista de Liberación Nacional (Front sandiniste de libération nationale)
IIDH :	Institut interaméricain de droits Humains
MINIGUA :	Misión de Naciones Unidas en Guatemala (Mission des Nations Unies au Guatemala)
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le développement
PAC :	Patrullas de Autodefensa Civil (Patrouilles d'autodéfense civile)
PAN :	Partido de Avanzada Nacional (Parti d'avancement national)
PCS :	Partido Comunista Salvadoreño (Parti communiste salvadorien)
PLN :	Partido Liberación Nacional (Parti de Libération nationale)
PRTC :	Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos (Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains)
PNC :	Policía Nacional Civil (Police nationale civile)
RPC :	République populaire de Chine
RND :	Régime non démocratique
TVD :	Transition vers la démocratie
UNESCO :	Organisation économique, sociale et culturelle (anglais)
ONU :	Organisation des Nations Unies
UNICEF :	Fond des Nations Unies pour l'enfance (anglais)

- ONUCA :** Observadores de Naciones Unidas en Centroamérica (Observateurs des Nations Unies en Amérique centrale).
- ONUSAL :** Misión de Naciones Unidas en El Salvador (Mission des Nations Unies au Salvador).
- ONUVEN :** Misión de Naciones Unidas en Verificación de Elecciones en Nicaragua (Mission des Nations Unies de surveillance des élections au Nicaragua).
- URNG :** Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque).

Terminer un mémoire est l'aboutissement d'un processus de formation intellectuelle. Dans mon cas, celui-ci a commencé en 1991, à l'Université du Costa Rica (UCR) et il s'achève au Canada, à l'Université de Montréal.

Je voudrais remercier ma directrice de recherche, Graciela Ducatenzeiler. Sa supervision ne s'est pas seulement limitée à éclaircir ma pensée, mais elle m'a aussi stimulé en tant qu'étudiant et politologue afin d'aller toujours « plus loin ». Elle m'a aussi transmis beaucoup d'arguments et de perspectives élaborés par Terry Lynn Karl (Stanford University) lors de colloques, de séminaires, de congrès et de diverses activités de discussion. Pour cette raison, je dois aussi remercier Terry Karl, source intellectuelle fondamentale de ce mémoire.

Je voudrais remercier également Erick Hess, professeur au département de sciences politiques à l'UCR. Son influence à sans doute déterminé beaucoup de choix concernant mes approches méthodologiques et mon style de travail. Je dois mon intérêt sur la région centraméricaine aux chercheurs Rodolfo Cerdas, Manuel Rojas et Edelberto Torres-Rivas.

Finalement, je veux mentionner le travail amical et sans intérêt que Julie Fortier et Marc-André Hamel ont effectué pour corriger l'orthographe, la syntaxe et le style des différentes versions des chapitres que j'ai présenté au cours de ma recherche. Leur aide a été inestimable.

AVANT-PROPOS

Actuellement, la *transitologie* (les études portant sur la transition vers la démocratie) constitue une branche importante de la science politique. Nous trouvons des études sur la transition pour les pays d'Europe de l'Est, d'Afrique, d'Amérique latine ainsi que plusieurs recherches comparatives entre ces régions.

Bien que l'objectif ultime des « transitologues » soit de rendre compte des transitions vers la démocratie dans tous les pays qui ont amorcé ce type de processus, nous croyons que la théorie transitionnelle jusqu'à maintenant construite reste relativement vague. Don Chull Shin (1994, 141) fait le point sur ce sujet en faisant ressortir six conclusions générales qui émanent des diverses études réalisées. Ces éléments sont :

1. Il n'existe pas de préconditions pour la démocratie.
2. Un seul facteur n'est pas suffisant pour expliquer l'émergence d'une démocratie.
3. L'émergence d'un régime démocratique est le résultat d'une combinaison de causes.
4. Les facteurs qui déclenchent une transition vers la démocratie diffèrent de ceux qui favorisent la consolidation d'un régime démocratique.
5. La combinaison des causes qui incitent l'amorçage d'une transition vers la démocratie varie d'un pays à l'autre.
6. La combinaison des causes qui rendent possible le début des transitions vers la démocratie, à partir de la décennie 1970, sont différentes des combinaisons qui les ont favorisées pendant d'autres périodes de l'histoire.

Nonobstant la grande diversité de variables qui peuvent se présenter dans chaque cas d'étude, ces « éléments communs » n'aident pas beaucoup, selon nous, à

concrétiser et à définir clairement le modèle général des transitions vers la démocratie. Par exemple, il est évident que la transition est le résultat d'un « concours de circonstances » qui varient d'un pays à l'autre.

Un autre aspect de cette imprécision est lié à la question de la pertinence (ou non) des démarches qui tentent d'identifier des variables constantes parmi les processus transitionnels. Le problème se présente ainsi parce que les transitologues n'ont pas adopté la position méthodologique selon laquelle chaque pays aurait ses caractéristiques spécifiques et sa propre évolution historique qui ne devraient (et ne pourraient) pas être comparées avec les autres. La controverse apparaît quand des auteurs comme Javier Santiso (1994, 50-56) affirment que la transitologie a échoué dans ses tentatives de généralisation parce que, dans les études comparées, ce sont toujours les différences qui l'ont emporté.

Face à ces critiques, des chercheurs comme Adam Pzeworski (1994) ont élaboré, au niveau théorique, des modèles qui prévoyaient des situations hypothétiques se basant sur le pouvoir que les divers acteurs pourraient avoir au moment des chutes des régimes non démocratiques. L'objectif de ce type de démarches était justement de tenir compte, dans un modèle général de transition, des différences possibles qui pourraient se présenter au moment des études de cas. Ce type de modèle pouvait, par contre, devenir tellement complexe que son application serait pratiquement impossible dans chacun des cas¹.

1. La difficulté de trouver des modèles et des concepts suffisamment précis est liée à un problème général de définition en science politique. Par exemple, si nous tentons de construire un concept très précis (et donc facilement mesurable), nous risquons d'exclure des dimensions fondamentales pour la compréhension du phénomène qu'on essaie de mesurer. Au contraire, si nous construisons des concepts très larges, ils deviennent imprécis. La notion de « démocratie » illustre cette situation. Si nous la définissons tout simplement comme « la réalisation de processus électoraux », nous risquons de tomber dans « l'électoralisme » (nous reviendrons sur ce sujet plus loin). Si nous la définissons très largement, la notion de démocratie pourrait inclure des aspects sociaux, économiques, etc. (en plus des éléments politiques), ce qui certainement n'aiderait pas à concrétiser le sujet. Pour cette raison, nous partageons le point de vue d'Oppenheim, selon lequel pour rendre les concepts politiques utiles à la recherche scientifique, il faut les reconstruire pour les rendre « explicatifs » (Oppenheim 1987).

Cet enjeu nous amène à une discussion d'ordre épistémologique, théorique, méthodologique et normative, que nous développerons maintenant. Spécifier les caractéristiques de notre démarche théorique à ces quatre niveaux est indispensable pour mieux comprendre les transitions déclenchées à partir d'un pacte de paix.

Questions d'ordre épistémologique

Au niveau épistémologique, cette recherche se base sur deux postulats. D'une part, nous estimons que la construction des concepts concrets et univoques, faisant référence à un phénomène précis, est essentielle. D'autre part, nous sommes persuadé que ces concepts doivent être capables de rendre compte de tous les cas où ce phénomène se présente².

En ce qui a trait au premier principe, notre effort consistera à assimiler certains termes qui renvoient à des situations identiques. Par exemple, en ce qui concerne les différents modèles de transition, au lieu de faire référence aux « Réformes », « Impositions » et « Transformations » (termes employés par Linz, Karl et Schmitter, et Huntington, respectivement), nous parlerons de « transitions imposées ». Également, la notion de « transitions négociées » remplacera celles de « Réforme » (Karl et Schmitter) et de « Transplacement » (Huntington). Finalement, les « transitions obligées » incluent les « Révolutions », les « Ruptures » et les « Remplacements ». Cette typologie, constituée par trois catégories, inclut toutes les formes de transition identifiées par les divers auteurs.

De plus, nous identifierons un nouveau concept: le *pacte de paix*. Celui-ci fait référence précisément aux transitions vers la démocratie issues après la fin d'une

2. Les racines de ces postulats se trouvent dans le courant du *positivisme logique*. Pour une discussion plus approfondie, voir Passmore (1981). Rappelons que les chercheurs des sciences « dures » privilégient les théories les plus simples. Si nous concevons les sciences sociales et humaines comme

guerre civile. Nous ne suggérons pas un nouveau modèle de transition vers la démocratie, mais plutôt une nouvelle forme de transition inscrite dans le modèle des *transitions négociées*. Nous considérons que celles-ci peuvent se dérouler selon deux logiques différentes: à partir d'un *pacte démocratique* (déjà défini par O'Donnell et Schmitter) et à partir des *pactes de paix*.

Par rapport au deuxième postulat épistémologique, qui implique que les concepts doivent être applicables à plusieurs cas, il faut clarifier que l'objectif de notre recherche n'est pas de tester le concept de « pacte de paix » dans tous les pays où une transition vers la démocratie a été amorcée après la fin d'une guerre civile. En ce sens, nous adopterons une nouvelle approche et nous justifierons une démarche théorique en nous fondant sur la réalité spécifique de deux pays qui traversent actuellement des processus de transition vers la démocratie et qui ont vécu des guerres civiles. De ce point de vue, notre logique est inductive.

Toutefois, cet élément ne donnera pas nécessairement une validité scientifique à notre étude. Comme Karl Popper l'a déjà démontré, la logique inductive ne peut pas garantir *l'universalité des postulats*. Ainsi, la « validité » de notre étude sera mise à l'épreuve selon la méthode de la *vérification déductive des théories*. En ce sens, nous sommes à la troisième phase de la construction scientifique. Après avoir élaboré une hypothèse fondée sur la confrontation entre la théorie et la « réalité », nous avons développé une analyse « scientifique » pour aboutir à une explication des résultats. L'étape qui suit est la tentative de *falsification*, à travers l'application de notre concept à d'autres réalités. Si la notion de « pacte de paix », telle que nous la définirons, résiste aux épreuves, la théorie de la transition vers la démocratie sera enrichie d'un nouvel instrument qui permettra de saisir plus précisément les processus transitionnels des pays victimes de guerres civiles. Si le concept ne s'applique pas,

des « sciences », les chercheurs devraient aussi éviter toute complication ou élaboration excessive des modèles et des concepts.

notre démarche sera reformulée ou, dans le pire des cas, elle montrera combien la logique inductive peut parfois amener à des *énoncés singuliers* et non universels³.

Questions d'ordre théorique

Nous concevons les transitions vers la démocratie comme des processus de *développement politique*, mais nous ne partageons pas une vision déterministe. Cela implique un éloignement de la pensée de Parsons, qui concevait le passage d'une *société traditionnelle* vers une *société moderne* d'une façon linéaire et sans retour⁴. Or, les processus de développement politique, et spécifiquement les transitions vers la démocratie en Amérique latine, ont démontré qu'il est erroné de saisir la réalité politique de cette façon.

Pour cette raison, nous acceptons le point de vue de Rustow (1970), selon qui les transitions ne doivent pas être conçues comme des processus uniformes qui incluent toujours les mêmes classes sociales et des résultats politiques semblables. Au contraire, une grande variété de conditions et de situations spécifiques peuvent apparaître à chaque étude de cas⁵ (Rustow 1970, 345). Deux conséquences théoriques se dégagent de cette vision.

Premièrement, nous prendrons nos distances par rapport à l'approche des *préconditions de la démocratie*. Celle-ci prétendait démontrer qu'il existe certaines conditions structurelles et historiques qui favorisent le déclenchement d'une transition

3. Voir Karl Popper, 1972 et 1979.

4. L'École de la modernisation, qui s'inspire de la pensée de Parsons, concevait les transitions politiques comme des processus qui partaient d'une société ascriptive, particularisée, diffuse, avec des structures multifonctionnelles, pour se rendre à une société universaliste, spécifique, avec des modèles d'action neutres. Les activités économiques primaires deviendraient ainsi moins importantes pour laisser place aux activités secondaires. La structure de pouvoir traditionnel, élitiste et hiérarchisée se transformerait donc en des structures d'autorité politique différenciées et légales (Valenzuela et Valenzuela 1986, 493-494).

5. Par exemple, les « interruptions » ou les « régressions » démocratiques sont considérées dans cette perspective. Pour approfondir, voir Huntington (1991).

vers la démocratie. En ce sens, quatre types de préconditions ont été envisagés: le développement économique, la culture politique, l'apprentissage historique et l'influence externe⁶.

Terry Lynn Karl a proposé de concevoir ces variables comme des *résultats* des transitions et non comme des « préconditions » (Karl 1990, 5). Néanmoins, une transition vers la démocratie n'implique pas nécessairement un *développement économique* plus accéléré ou le changement de la *culture politique autoritaire*⁷. En ce sens, Karl a rectifié son analyse en affirmant que les démocraties ne sont pas nécessairement plus efficaces que les régimes non démocratiques dans certains domaines, tels que la gestion de l'économie ou l'administration publique (Karl et Schmitter 1991, 85-87)⁸.

Pour cette raison, nous considérons ces facteurs comme des variables qui peuvent (ou non) être liées aux processus de transition, mais qui ne doivent pas être perçues comme des « préconditions » ou comme des « résultats ». Nous suivons la perspective d'O'Donnell, qui défend l'idée que nous ne devons pas associer des considérations d'équité économique, par exemple, à la démocratie politique (O'Donnell 1998, 2).

6. Le développement économique entraînerait une augmentation des revenus et du niveau éducatif qui permettrait de créer les conditions qui conduiraient à la démocratisation du régime non-démocratique. L'article « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy » est une des études classiques qui défend cette perspective (Lipset 1959). Certains auteurs affirmaient que c'est la culture démocratique qui permettait la naissance, la survivance ou le retour de la démocratie. Voir Larry Diamond et Juan Linz (1989). Ces auteurs défendaient aussi l'idée que les conditions historiques favoriseraient ou feraient obstacle aux processus de démocratisation (Diamond et Linz, 1989). Finalement, un autre courant de pensée affirme que les acteurs internationaux seraient un facteur fondamental pour expliquer la naissance de la démocratie. Samuel Huntington (1991) développe cet argument.

7. Le concept de « culture politique » a toujours été difficile à définir. Celui-ci renvoie à une série d'orientations psychologiques incluant des valeurs et des croyances sur la structure de l'autorité politique dans un pays. Spécifiquement, la culture politique fait référence à des attitudes, sentiments et évaluations que les personnes possèdent du système politique (Diamond et Linz 1989, 10).

8. Pour une perspective similaire, voir Beetham (1990).

La perspective de Rustow nous amène à une deuxième considération d'ordre théorique. Nous concevons les transitions vers la démocratie en termes d'acteurs et de jeux stratégiques. Selon Adam Przeworski (1994, 106), chaque situation stratégique est caractérisée par la présence de forces politiques spécifiques qui ont leurs propres intérêts, qui peuvent concorder ou se faire obstacle. Ces acteurs n'agissent pas dans le vide. Comme nous le verrons tout au long de ce travail, les contingences ou *contraintes historiques et structurelles* (selon la terminologie de Karl) peuvent devenir des facteurs décisifs dans les transitions vers la démocratie. Spécifiquement, ces contraintes font référence au conditionnement des décisions prises par les différents acteurs, qui sont influencés par des structures sociales, économiques et institutionnelles existant dans leur environnement. Les contingences peuvent être décisives pour déterminer la quantité d'options (marge de manœuvre) que les acteurs possèdent pour amorcer et diriger le processus transitionnel (Karl 1990, 6).

Ainsi, l'approche permet de rendre compte des « différents niveaux de transition », des consolidations, des éventuelles régressions ou « déconsolidations », entre autres (Karl et Schmitter 1991, 270-271). Cette perspective est très utile pour expliquer des cas comme ceux du Pérou et du Chili⁹.

La question méthodologique

Compte tenu de notre analyse précédente, nous privilégions la méthode comparative comme moyen pour produire des connaissances scientifiques. Selon Sartori, cette méthode sert à établir le contrôle sur la validité des théories en

9. Au Pérou, certains chercheurs se demandent si l'instauration du régime d'Alberto Fujimori indique une régression démocratique (Basombrio, 1998). Au Chili, Przeworski a identifié cinq contraintes qui empêchent la consolidation démocratique, à savoir: a) le maintien en place des mêmes chefs militaires qui dirigeaient l'armée pendant le régime de Pinochet; b) la protection du prestige des membres de l'armée et de la police qui avaient commis des violations des droits de l'Homme pendant le régime non démocratique; c) la protection de la structure du Conseil national, formé par quatre civils et quatre militaires; d) le maintien d'une amnistie pour les personnes qui avaient commis des crimes politiques

comparant les différents concepts avec plusieurs réalités et avec la théorie même (Sartori 1994, 31-32).

Notre méthode s'inscrit spécifiquement dans le modèle de comparaison de John Stuart Mill, en vertu duquel nous nous concentrons sur des cas « comparables » (avec une certaine quantité de variables similaires mais avec quelques variables différentes). De cette façon, nous privilégions les différences pour rendre compte d'une réalité qui, au niveau général, paraît semblable (Liphart 1971, 687-688).

À cette vision, nous ajoutons une considération d'Esping-Andersen: les variables à comparer agissent dans un contexte ou environnement spécifique. En termes pratiques, il ne faut pas seulement identifier les relations qui s'établissent entre les variables, mais il faut aussi expliquer pourquoi elles se comportent de cette façon (Esping-Andersen 1985, xvi). En ce sens, la notion de « contingence » est primordiale dans ce travail.

Questions normatives

Finalement, nous voulons ajouter quelques considérations d'ordre normatif.

En principe, comme discipline scientifique, la science politique devrait produire des connaissances « objectives ». Nous ne voulons pas entrer dans un débat sur la « subjectivité » ou « l'objectivité » des sciences sociales. Il existe une grande quantité d'œuvres qui abordent le sujet.

Nous voulons seulement faire ressortir qu'actuellement, l'idée que l'objectivité absolue, telle qu'elle était conçue par les positivistes du début du XX^e

entre 1973 et 1978; e) les autorités civiles ne peuvent pas intervenir dans la prise de décision au sein de l'armée (Pzeworski 1994, 118).

siècle n'est plus acceptée. Popper (1972; 1979) a élaboré l'idée de *l'intersubjectivité*. En ce sens, « l'objectivité » des science humaines est déterminée par la « communauté scientifique » qui applique ailleurs les modèles théoriques élaborés. Ce qui est « objectif », en réalité est « intersubjectif ». Néanmoins, il ne faut pas confondre les études « subjectives » et les études « engagées ». En effet, nous croyons qu'il est possible de développer des analyses scientifiques « objectives » qui sont à la fois « engagées ».

En ce sens, le travail que nous présentons est une recherche engagée, premièrement avec la méthode scientifique et la production de résultats valables capables de saisir les réalités avec des instruments (concepts) concrets et précis. Deuxièmement, l'engagement fait référence aux sociétés centraméricaines que nous étudions. Nous ne croyons pas en une communauté scientifique « éloignée » de la réalité. En tant qu'intellectuels, les politologues ont le devoir de mettre au service de leur société le meilleur de leurs connaissances pour tenter d'améliorer les conditions de vie de leurs communautés. Sinon, à quoi serviraient-ils?

Finalement, comme O'Donnell, Schmitter, Whitehead et d'autres, nous considérons que le régime démocratique représente aujourd'hui la meilleure forme d'organisation politique et sociale. En ce sens, nous souhaitons que les résultats que nous présentons puissent servir, d'une façon ou d'une autre, à améliorer, à moyen et à long terme, la qualité de vie des peuples centraméricains et de leurs régimes politiques, en particulier ceux du Salvador et du Guatemala.

INTRODUCTION

Guerre, paix et transition vers la démocratie au Salvador et au Guatemala

En 1989, tandis que le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) développait une vaste offensive militaire visant à prendre le contrôle de la capitale du Salvador, le président guatémaltèque annonçait que, dans son pays, la protection des droits de l'Homme s'était beaucoup améliorée. Selon lui, pendant cette année il y avait eu « seulement » 1706 disparitions (environ 3 par jour) (Torres-Rivas 1990, 22).

Ces faits, qui pourraient être considérés comme de simples exemples des conséquences politiques et sociales des guerres civiles du Salvador et du Guatemala, indiquent en réalité une situation de violence généralisée dont ces sociétés ont été victimes pendant plusieurs décennies¹⁰. Au niveau académique, cet environnement a donné lieu à une préoccupation synthétisée dans la question suivante: comment expliquer des processus de « transitions vers la démocratie » dans un contexte de violence où la peur, selon les mots d'Edelberto Torres-Rivas (1990), est devenue le seul moyen de contrôle social?

Dans ce travail, nous développerons une analyse comparée nous permettant de caractériser, définir et comprendre d'une façon claire et précise les processus de transition vers la démocratie entrepris par le Salvador et le Guatemala¹¹. Notre démarche

10. Une guerre civile est un conflit armé qui se déroule entre plusieurs groupes d'un pays. Ceux-ci sont divisés par des questions géographiques, politiques ou idéologiques. Les guerres civiles peuvent faire référence à des conflits entre un gouvernement établi et des forces militaires antigouvernementales ou à des acteurs qui essaient de prendre le contrôle du pouvoir politique pendant une période de transition politique (Plano 1988, 206).

11. Nous définissons la « démocratie » comme un régime politique où il existe: a) une contestation politique et une concurrence pour le pouvoir; b) une participation des citoyens à travers les partis politiques, associations et autres formes d'actions collectives; c) une responsabilité des dirigeants et la mise en place d'un État de droit et d) le contrôle civil sur le pouvoir militaire (Karl 1990, 2). Les points a) et b) synthétisent les sept caractéristiques des *polyarchies* de Robert Dahl (élection des dirigeants, élections libres et « propres », liberté d'expression, droit à plusieurs sources d'information, liberté

apporte quelques propositions méthodologiques et théoriques nouvelles qui aideront à comprendre des réalités toujours difficiles à saisir.

Notre point de départ, et principale innovation théorique, est le concept de « pacte de paix¹² ». Cette notion implique, premièrement, un éloignement des approches qui situaient le début des transitions démocratiques du Salvador et du Guatemala pendant les années 1980. Nonobstant la mise en place de nouvelles Constitutions (et l'élection de deux présidents civils dans chacun de ces pays en 1982 et 1985, respectivement), nous considérons que cette ouverture des régimes non démocratiques ne s'est jamais traduite, pendant cette décennie, par une véritable libéralisation (au sens que O'Donnell et Schmitter lui donnent). Cela est dû à l'existence des conflits armés qui, loin de favoriser la garantie à l'opposition de droits politiques (élément essentiel dans la phase de libéralisation), sont à l'origine de la plus vaste incertitude et instabilité, non seulement au niveau des droits politiques (par exemple, le droit de participation politique), mais aussi au niveau des droits individuels, incluant les droits humains (le droit à la vie et autres).

Pour cette raison, nous situons le début des transitions vers la démocratie en 1992 (au Salvador) et en 1996 (au Guatemala). Pendant ces années, pour la première fois dans l'histoire de ces pays, la garantie de la protection des droits politiques a atteint un niveau suffisant pour permettre à l'opposition de participer au nouveau régime en transition.

d'association, vote effectif et le droit de participation) (O'Donnell 1996, 35). Le point c) fait référence à la *responsabilité verticale* (imputabilité du gouvernement face à ces électeurs) et *horizontale* (responsabilité des dirigeants face aux autres structures du système politique, telle que le pouvoir législatif, les institutions de contrôle politique et de défense des citoyens, etc.) (O'Donnell 1994, 59-60). Finalement, par rapport au point d), les autorités élues ne devraient pas être exclues de certains domaines de la politique par d'autres groupes non élus (O'Donnell 1996, 35).

12. Nous utiliserons la définition minimaliste de « paix », c'est-à-dire, l'absence de guerre. La paix se différencie de l'armistice parce qu'elle n'est pas limitée par le temps; tandis que l'armistice n'est qu'un arrêt de la guerre pour encourager des négociations pour la paix ou pour ouvrir les portes à une troisième partie pour tenter de résoudre le conflit (Plano 1988, 184).

Deuxièmement, sans tenter de rendre compte des processus transitionnels dans un contexte de guerre civile (objectif assez ambitieux, comme plusieurs travaux le démontrent¹³), le concept de « pacte de paix » mettra en évidence l'étroite liaison existante entre la transition de l'autoritarisme vers la démocratie et la transition de la guerre à la paix, processus qui se déroulent actuellement au Salvador et au Guatemala¹⁴. La différence est que notre perspective introduit une séparation théorique entre les deux, évitant ainsi toute possibilité de confusion. Comme nous le verrons dans ce travail, la signature des pactes de paix est un point de rupture qui représente, à la fois la fin des processus de négociation pour la paix et la matérialisation des garanties politiques qui permettront d'amorcer la transition vers la démocratie.

Spécifiquement, un pacte de paix n'est qu'une entente entre deux acteurs (ou plus) en conflit militaire qui conviennent de mettre fin à l'utilisation de la stratégie militaire pour adopter une stratégie politique. Les acteurs s'engagent à effectuer un *virage stratégique*, c'est-à-dire à institutionnaliser le conflit selon les règles et procédures démocratiques. Ce virage suppose l'arrêt de la guerre (à travers un processus de négociation) et l'adoption d'une stratégie politique (dans le nouveau régime en transition).

13. À titre indicatif, voir Karl (1984 et 1988), Rojas (1995), Torres-Rivas (1990), Cerdas (1992a et 1996) et Wood (1998).

14. Dans ce travail, nous ne traitons que des *transitions politiques*. Les aspects sociaux et économiques ne seront étudiés que comme des facteurs « contingents », qui contribuent à expliquer les processus transitionnels. En ce sens, nous prenons nos distances des approches qui identifient, en même temps, une multiplicité de transitions. Il est certain que la transition vers la démocratie en Amérique centrale est très complexe parce qu'elle se déroule simultanément avec d'autres transitions. Cerdas identifie six processus : a) une transition du régime autoritaire vers un régime démocratique; b) une transition de la guerre vers la paix; c) de la violence au dialogue; d) du modèle protectionniste vers celui du libre marché; e) de l'État surdimensionné à la réforme de l'État; f) de l'État entrepreneur vers les processus de privatisation et g) de la guerre froide au monde multipolaire (Cerdas 1996, 8). Cette perspective nous donne un panorama assez complet des processus politiques centraméricains, mais elle n'aide pas à clarifier et à préciser les interrelations entre tous ces processus. En ce qui a trait à notre démarche, la transition de la « guerre à la paix » inclut les transitions de la « militarisation vers la démilitarisation » (Córdoba, 1996) et de la « violence vers le dialogue » (Cerdas, 1996).

Remarquons que l'objectif principal de ce virage stratégique, et des pactes de paix en général, n'est pas la mise en place d'un « ordre démocratique » mais « l'obtention de la paix à long terme¹⁵ ». Comment expliquer le déclenchement d'une transition vers la démocratie?

Les pactes de paix ont entraîné ces processus parce que leur objectif, la paix à long terme, ne pouvait être atteint qu'en construisant un régime démocratique. Autrement dit, le pacte de paix (variable indépendante) cherchait à produire la paix à long terme (variable dépendante) à travers une transition vers la démocratie (variable intermédiaire).

Une situation de *jeu à somme nulle*, conçue comme une réduction des choix, permettra aux acteurs en conflit de s'engager dans des négociations pour la paix. Dans les cas du Salvador et du Guatemala, les protagonistes sont devenus incapables de vaincre militairement leur adversaire, cela sans pouvoir continuer à se faire la guerre. Le jeu à somme nulle est à la base de notre hypothèse et permettra de démontrer que, dans ces pays, la transition vers la démocratie est devenue la seule voie pour atteindre la paix. En effet, la démocratie constitue le seul régime politique qui permet la coexistence pacifique de deux acteurs idéologiquement différents.

De plus, tant au Guatemala qu'au Salvador, le jeu à somme nulle est précédé par ce que nous appelons un « match nul latent ». Celui-ci fait référence à une première réduction des choix des acteurs, qui n'empêche pas la poursuite des guerres mais qui l'a rend beaucoup plus difficile. Au niveau général, le jeu à somme nulle est le résultat d'une combinaison de *contraintes historiques et structurelles* (Karl 1990, 6), à savoir:

15. Voir les Accords de Paix du Salvador (1992) et du Guatemala (1996).

- *Les coûts internes des guerres*

La facture des guerres est composée par les *coûts humains* et les *coûts économiques*. Dans le premier cas, nous faisons référence aux violations aux droits de l'Homme (par exemple les tortures, les assassinats et les disparitions). Cette contingence est importante parce que, d'une part, elle explique pourquoi nous ne pouvons pas situer le début des transitions vers la démocratie pendant les années 1980. D'autre part, les coûts humains ont justifié l'intervention, à partir de 1989, des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux. Nous verrons plus tard que cet élément est essentiel dans notre étude de cas.

En ce qui a trait aux *coûts économiques*, ceux-ci renvoient à des coûts directs (budgets militaires, etc.), à des coûts indirects (destruction d'infrastructure, etc.) et à des coûts d'opportunité (l'investissement militaire de l'argent qui aurait pu être utile ailleurs). En termes relatifs, les coûts économiques des guerres ont augmenté quand les économies centraméricaines ont commencé à appliquer les plans de réforme économique issus du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM); les possibilités de financement interne ont été gravement limitées.

La conjugaison des contingences économiques et humaines a produit un match nul latent. Celui-ci s'est matérialisé en une situation de jeu à somme nulle lorsque les acteurs internationaux présents dans ces pays ont modifié leurs rôles.

- *Le changement des acteurs internationaux*

L'élément important ici est la fin de la guerre froide. Cet événement a eu trois conséquences qui touchent directement notre étude de cas. Premièrement, à partir de 1987, l'aide militaire internationale apportée aux armées (principalement par les États-Unis et de l'Union soviétique) a littéralement chuté. Deuxièmement, la fin de la guerre froide a permis à certaines organisations internationales, comme

les Nations Unies, de jouer un rôle plus actif. Cet élément aide à expliquer le rapprochement idéologique de deux acteurs qui, au début des processus de négociation de paix, étaient des extrêmes radicalisés. Troisièmement, le « triomphe » des démocraties occidentales face au bloc de l'Est entraînera un renforcement du discrédit des régimes non démocratiques. Dans le cas du Guatemala, cette contrainte sera spécialement importante.

La chute de l'aide militaire américaine et soviétique implique une nouvelle réduction dans les choix des acteurs. Cette fois-ci, ils ne pourront plus substituer le financement par une autre source. Nous assistons à la « matérialisation du jeu à somme nulle ». Les acteurs seront incapables de continuer à se battre, mais leur extrémisme idéologique empêchera la signature immédiate d'un pacte de paix. Il faudra donc un processus de « modération » des extrêmes (négociations pour la paix), qui sera dirigé par des acteurs externes.

Dans le premier chapitre, nous développerons une analyse qui nous permettra de comprendre la cause des guerres dans ces pays, ce qui nous expliquera pourquoi la théorie classique sur la transition vers la démocratie est inadéquate pour saisir les processus transitionnels du Salvador et du Guatemala.

Au deuxième chapitre, nous approfondirons l'élaboration du pacte de paix. Nous expliquerons comment et pourquoi les armées et les guérillas se sont retrouvées dans une situation de jeu à somme nulle et de quelle façon les deux variables ont agi pour faire converger les acteurs vers le pacte de paix.

Finalement, nous analyserons deux sous-hypothèses qui guident notre étude et qui nous permettront d'expliquer les différences entre les résultats des pactes de paix au Salvador et au Guatemala. Ces sous-hypothèses sont : a) au Salvador, le virage stratégique, que suppose le pacte de paix, est complet; le FMLN a institutionnalisé le

conflit militaire et il participe au système politique en transition; b) au Guatemala, il y a eu arrêt de la guerre (première étape du virage stratégique), mais le mouvement révolutionnaire n'a pas encore institutionnalisé le conflit au niveau politique. Nous assistons donc, en ce cas, à l'élaboration d'un pacte de paix qui n'a été que partiellement appliqué. En conséquence, la probabilité de réussite de la transition guatémaltèque serait plus faible qu'au Salvador.

PREMIER CHAPITRE

L'OBSTACLE AUX PACTES DÉMOCRATIQUES

La radicalisation des acteurs politiques centraméricains

À partir des années 1970, plusieurs processus de transition vers la démocratie (TVD) s'amorcèrent dans diverses parties du monde. Ces processus, appelés par Samuel Huntington la *Troisième vague de démocratisation*, se sont manifestés rapidement en Amérique latine¹⁶.

Une TVD est un processus de développement politique qui s'étend de la chute d'un régime non démocratique (RND) jusqu'à l'instauration d'une forme de démocratie, le retour à un type de RND où l'apparition d'un mouvement révolutionnaire (O'Donnell et Schmitter 1986, 6-7). Idéalement, les transitions sont divisées en trois étapes: a) une libéralisation du régime non démocratique; b) un processus de démocratisation et c) la consolidation démocratique¹⁷. En pratique, la plupart des auteurs

16. Une *vague de démocratisation* est une série de transitions vers la démocratie qui a lieu à un moment spécifique de l'histoire. Huntington identifie trois vagues: la première (1828-1926) est le résultat des révolutions française et américaine. La deuxième (1943-1962) marque l'instauration de la démocratie dans les pays qui ont perdu la Deuxième Guerre mondiale. La troisième va de 1974 à nos jours. Elle commence en Europe du Sud pour continuer en Amérique latine et passer, en 1989, en Europe de l'Est (Huntington 1991, 15-26).

17. La libéralisation démocratique est une diminution de la répression qui favorise le respect des libertés civiles *dans* un régime non démocratique (Mainwaring 1992, 298). La démocratisation est définie comme le processus qui permet l'application du principe de *citoyenneté* aux institutions politiques régis auparavant par d'autres principes. Autrement dit, ce processus inclut une extension des droits et devoirs civiques à des personnes qui ne jouissaient pas ces droits (O'Donnell et Schmitter 1986, 9). En ce qui a trait à la consolidation, une démocratie est consolidée si: a) il y a une constitution ratifiée qui garantit des droits égaux pour tous les citoyens; b) il y a des élections compétitives régulières dont le résultat est respecté par tous ceux qui ont une autorité publique; c) il y a des élections libres, avec un résultat non déterminé à l'avance; d) il n'y a pas de forces non démocratiques importantes qui refusent ces conditions; e) les élus ne sont pas contrôlés ou influencés par d'autres groupes non élus qui pourraient apposer leur veto; f) il y a une rotation dans le pouvoir (ce ne sont pas toujours les mêmes qui contrôlent le pouvoir. De plus, il y a un renouvellement des dirigeants des partis); g) la possibilité de former des alliances existe; h) les accords sont appliqués à tout le territoire; i) les conditions de compétition politique sont les mêmes pour tous les citoyens et groupes, et j) cette équité de procédure produit une

acceptent que la démocratisation ne suive pas nécessairement la libéralisation. De plus, diverses formes de transitions vers la démocratie ont été identifiées.

Par exemple, Huntington distingue les *transformations*, les *remplacements* et les « *transplacements* »¹⁸. Cette classification est semblable à celle de Linz, composée par la « *reforma* » et la « *ruptura* »¹⁹. Finalement, Karl et Schmitter envisagent les transitions par *pacte*, les *impositions*, les *réformes*, les *révolutions* et les « *transitions ambivalentes* »²⁰ (voir annexe 1).

La force des différents acteurs internes, au moment de la chute du régime non démocratique, déterminera la forme de transition. Les acteurs peuvent être, selon leurs positions idéologiques, des « *hard liners* » et des « *soft liners* », au niveau gouvernemental, et des *modérés* et des *radicaux*, dans l'opposition. Les *hard liners* étaient des conservateurs qui ne toléraient aucune ouverture du régime non démocratique (ce groupe était représenté en Amérique latine par les militaires défenseurs des RND). Les réformateurs, ou *soft liners*, étaient prêts à favoriser un certain degré d'ouverture, mais en maintenant le régime non démocratique (par exemple, les technocrates, les civils et les militaires qui favorisaient certains changements). Pour sa part, l'opposition *modérée* défendait un changement graduel du régime (c'est le cas des

équité administrative pour les citoyens et les groupes (ces éléments constituent une synthèse des principes de consolidation inclus dans des textes inédits de Philippe Schmitter).

18. Les *transformations* ont lieu quand l'élite au pouvoir dirige le processus de transition. Les *remplacements* se produisent quand les régimes non démocratiques chutent et sont remplacés par un nouveau régime dirigé par l'opposition. Finalement, les « *transplacements* » sont une forme de transition intermédiaire, où il y a une négociation entre le groupe au pouvoir et l'opposition (Huntington 1991, 114-151).

19. La « *reforma* » est une transition vers la démocratie dirigée par le RND. Dans une situation de « *ruptura* », l'opposition mène le processus. De plus, Linz identifie une forme de transition contrôlée par des acteurs internationaux. Celle-ci peut se dérouler de trois façons : a) une restauration interne après une occupation externe; b) une réformulation démocratique interne après une occupation externe et c) une installation interne avec une surveillance externe (Linz 1990, 148-150).

20. Les transitions par « *pacte* » font référence à un compromis entre les élites au pouvoir. Les « *impositions* » se caractérisent par l'emploi de la force (de la part des élites) pour diriger le processus selon leurs intérêts). Les « *réformes* » sont des transitions négociées par l'élite au pouvoir et le groupe (ou les groupes) au pouvoir. Les « *révolutions* » impliquent une chute violente du RND. Les *transitions ambivalentes* présentent des caractéristiques de plusieurs modèles à la fois (Karl et Schmitter, 1992).

dirigeants latino-américains qui ont structuré des partis politiques d'opposition après la chute de RND), visant à aboutir à un ordre démocratique. Finalement, les *radicaux* voulaient un changement immédiat et total du régime (en Amérique latine, le cas typique étaient les *guérillas*) (O'Donnell et Schmitter 1986, 15-17).

En théorie, si les *soft liners* réussissent à gagner le contrôle du processus transitionnel, nous sommes devant une *transition imposée* (« from above »), où le gouvernement dirige la transition. Au contraire, si les modérés sont les plus forts, le résultat sera une *transition obligée* (« from below »), où l'opposition réformiste dirigera le processus. Finalement si les *soft liners* et les modérés l'emportent sur les *hard liners* et les radicaux, sans toutefois détenir le pouvoir nécessaire pour contrôler seuls le processus, le résultat sera une *transition négociée*²¹ (voir annexe 1). Le moyen pour déclencher la transition est un *pacte démocratique*, défini comme une entente explicite (mais pas nécessairement justifiée) entre un nombre réduit d'acteurs politiques qui cherchent certaines garanties pour protéger leurs « intérêts vitaux » (O'Donnell et Schmitter 1986, 37-38)²².

Remarquons qu'aucun des trois modèles n'envisage la possibilité du déclenchement d'une transition vers la démocratie dans un contexte où les *hard liners* et les radicaux seraient les acteurs les plus importants. Cela est dû au fait que leur radicalisme empêche l'achèvement d'un *pacte démocratique* ce qui explique, à son tour,

21. Cette typologie constitue une synthèse de tous les modèles définis auparavant. Les *transitions imposées* font référence aux « impositions » et aux « pactes » (Karl et Schmitter), aux réformes (Linz) et aux « transformations » (Huntington). Les *transitions obligées* incluent les « révolutions » (Karl et Schmitter), les « ruptures » (Linz) et les « remplacements » (Huntington). Finalement, les « réformes » (Karl et Schmitter) et les « transplacements » sont inclus dans les *transitions négociées*. Nous estimons que les acteurs externes (Linz) peuvent jouer un rôle plus ou moins important dans chacun des trois modèles. En ce qui a trait aux « transitions ambivalentes », par définition ce sont des transitions qui chevauchent les diverses classifications.

22. Plusieurs auteurs affirment que ces transitions, issues des négociations entre les *soft liners* et les modérés, ont plus de possibilités de succès. Selon Huntington, cela s'explique parce que les négociations réduisent l'incertitude pendant la période de transition, en donnant aux acteurs des garanties (Huntington 1991, 161). Pour Przeworski, toutes les transitions sont négociées. Même si un pacte n'est

pourquoi dans l'élaboration de ce type d'entente, les extrêmes sont exclus de la négociation, tandis que le centre idéologique participe et renforce sa position (O'Donnell et Schmitter 1986, 37-38).

Nonobstant la logique transitionnelle de ces modèles, au Salvador et au Guatemala, ce sont les extrêmes qui ont négocié des ententes permettant le déclenchement des transitions vers la démocratie. En 1992, le gouvernement salvadorien et le FMLN ont signé un accord qui a mis fin à 13 ans de guerre civile. Le gouvernement du Guatemala et la « Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca » (URNG) ont suivi la même voie en 1996, en mettant fin à un conflit qui se déroulait depuis plus de trois décennies.

Les accords de paix du Salvador et du Guatemala n'ont pas les caractéristiques des pactes démocratiques. Premièrement, ils ne sont pas le résultat d'une entente entre divers secteurs des élites. Rappelons que le FMLN et la URNG représentaient des intérêts opposés à ceux des classes dirigeantes. Deuxièmement, l'objectif fondamental des accords n'était pas une démocratisation du régime (comme pour les pactes démocratiques), mais l'obtention de la paix à long terme. En ce sens, la TVD apparaît comme un *moyen* pour assurer la paix à long terme et non comme un but en soi.

Dans ces pays, nous sommes devant une transition négociée qui ne correspond pas aux processus déclenchés à partir des pactes démocratiques. Il s'agit de transitions accomplies à partir des pactes de paix.

Comme nous l'avons déjà mentionné, un pacte de paix représente un virage stratégique entre les acteurs en conflit. Ce virage inclut deux éléments clés : a) l'arrêt

pas nécessaire pour expulser le RND du pouvoir, les négociations sont toujours fondamentales pour la construction des institutions démocratiques (Przeworski 1992, 122-123).

de la guerre et b) l'adoption d'une stratégie pacifique (institutionnalisation politique du conflit) dans le nouveau régime en transition.

Pour réussir à arrêter les guerres, les acteurs ont bénéficié, à un certain moment, d'un degré raisonnable de certitudes leur garantissant le respect des intérêts dans le nouveau régime en transition. Remarquons que ni les armées ni les guérillas n'ont gagné les guerres, mais ils ne les ont pas perdues non plus. Cet élément est fondamental, car un pacte de paix suppose aussi une tentative de résoudre des problèmes qui ont causé les guerres civiles. D'ailleurs, le but du virage stratégique est justement de faire valoir les objectifs de chaque acteur, mais en utilisant d'autres moyens que les militaires²³.

En fait, la logique du virage stratégique est très simple : pour atteindre la paix à long terme, il fallait résoudre les situations qui ont provoqué la naissance des mouvements révolutionnaires dans ces pays. Sinon, cette paix pourrait se dissiper face à de nouvelles manifestations de violence. Pour cette raison, nous ne pouvons pas comprendre l'importance et les implications des processus de transition vers la démocratie au Salvador et au Guatemala et le contenu même des pactes de paix, si nous n'analysons pas, entre autres, les origines et le déroulement de ces guerres.

En ce sens, le type de régime non démocratique qui s'est instauré dans ces pays explique le recours à la violence. Comme nous le verrons, ces régimes ne sont pas seulement la cause d'une radicalisation sociale qui a dégénéré en guerres civiles. Ils ont aussi laissé un lourd héritage de surreprésentation de l'armée et de faiblesse institutionnelle de l'État de droit.

23. Dans le document constitutif du Parti FMLN, l'article 1 définit cette organisation politique comme un « ...parti politique permanent, démocratique, pluraliste et révolutionnaire » (Artículo 1, Estatutos del FMLN). Dans l'introduction, le FMLN confirme son « ...engagement historique de lutter en faveur des intérêts du peuple... » (Charte de principes et d'objectifs). Également, les dirigeants de l'URNG affirmaient, au moment de la signature de l'accord de paix, que la guérilla « ...s'engageait avec les citoyens à continuer la lutte, mais dans un statut légal... » (*La Prensa*, 27 décembre 1996).

1. L'échec des mouvements réformistes centraméricains

Nous distinguons, dans l'histoire de l'Amérique centrale, deux grands types de régimes politiques. Une polyarchie au Costa Rica et des régimes non démocratiques au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua et au Honduras. La consolidation de ces régimes est étroitement liée à l'échec ou au succès des mouvements réformistes centraméricains du début du XX^e siècle.

Une lecture plus attentive nous permet de distinguer deux sous-catégories de régimes non démocratiques (Cerdas 1992a, 13)²⁴. Au Nicaragua (1936-1979) et au Honduras (1932-1975), nous trouvons des dictatures personnelles classiques; au Guatemala (1954-1986) et au Salvador (1948-1979), des régimes *autoritaires et militaires* (« military-authoritarian regimes »)²⁵ (Mahoney 1998, 1) (Annexe 2).

Cette classification bien que correcte est cependant imprécise. Un régime non démocratique peut prendre la forme d'un régime *militaire*, d'un régime *bureaucratico-autoritaire*, d'un *système à parti unique* ou d'un régime *oligarchique*²⁶. De plus,

24. Pour une analyse plus complète, voir Cerdas, 1992b.

25. Les dictatures se basent sur la loyauté (traditionnelle, idéologique ou charismatique) que les personnes ont envers le dirigeant (Linz 1990, 144-147). Le dictateur est la source de l'autorité. De lui dépend l'accès au pouvoir et la légitimité du régime. Les « régimes militaires » sont des RND résultants, généralement, des coups d'État. Ils ont souvent remplacé des démocraties ou, au moins, des régimes dirigés par des autorités civiles (Huntington 1991, 110-11). Par ailleurs, les régimes « bureaucratiko-autoritaires » étaient des RND dirigés par des technocrates de haut niveau appuyés par le capital étranger (Collier 1979, 23-24). Ils sont apparus dans des pays avec un développement économique plus élevé (comme l'Argentine ou le Brésil) et avec une longue tradition démocratique (le Chili). Les militaires, comme institution, ont pris le pouvoir en voulant bureaucratiser (militariser) la sphère politique pour soumettre l'action de l'État aux impératifs techniques neutres du développement économique (Lechner 1977, 28).

26. Les « systèmes à parti unique » ont été instaurés au Mexique et à Taiwan, comme résultat de leur évolution historique spécifique. Mis à part ces deux exceptions, les pays qui ont adopté ce genre de système se trouvent en Europe de l'Est et faisaient partie du Bloc soviétique. En effet, les systèmes à parti unique sont un des résultats de la révolution bolchevique de 1917 (Huntington 1991, 110). Les « régimes oligarchiques » sont contrôlés par l'élite du secteur exportateur des produits agricoles. Les politiques d'État sont guidées pour combler les besoins de cette élite. Ces régimes ne peuvent pas être qualifiés « d'exclusifs » ou « d'inclusifs » parce que les mouvements sociaux ne sont pas actifs (Collier 1979, 144-147).

dans la réalité, les régimes instaurés dans les divers pays peuvent chevaucher ces idéaux types. Par exemple au Chili, même si l'institution militaire a pris le contrôle du pouvoir, le général Augusto Pinochet a dirigé le régime en lui donnant les caractéristiques d'une dictature personnelle. Les buts du régime correspondaient aux objectifs des régimes bureaucratique-autoritaires. Néanmoins, le général Pinochet est devenu un « caudillo » issu de la hiérarchie militaire qui a remplacé le gouvernement de Salvador Allende en 1973. Son pouvoir a été tellement fort qu'en 1993, après quatre ans de transition démocratique, il continuait à conserver la loyauté de l'institution militaire²⁷.

En ce qui a trait à notre recherche, nous classifions les régimes non démocratiques du Salvador et du Guatemala comme des régimes *oligarchico-militaires*. Ceux-ci ont vu le jour au cours des premières années d'indépendance de ces pays.

Pendant le XIX^e siècle, l'ensemble de la région centraméricaine est passé par une série de réformes libérales qui visaient l'adaptation économique des jeunes États à leur nouvelle situation d'indépendance face à l'Espagne (Mahoney, 1998). Ces réformes ont donné lieu à deux modèles de modernisation libérale : *la réforme radicale* et *la réforme modérée*. Dans la réforme radicale, les élites utilisaient l'État pour créer de grandes plantations qui devenaient des unités d'exportation agricole. Cette stratégie encourageait la répression, car il fallait exproprier les terres qui, auparavant, appartenaient aux Indiens et s'assurer l'obéissance de la force de travail dans les plantations. La *réforme modérée*, par contre, cherchait à conserver la structure agricole existante dans un pays, tout en la modernisant pour augmenter sa productivité. Le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua ont suivi le modèle radical, tandis que l'Honduras et le Costa Rica ont suivi la réforme modérée (Mahoney 1998, 1-5).

27. Claudio Fuentes analyse trois crises civico-militaires au Chili (El Ejercicio de Enlace, El Boinazo et El Caso Letelier) à partir du gouvernement de Patricio Aylwin (1990). Dans toute la période étudiée, aucune divergence n'apparaît au sein de l'armée. Elle est restée unie et fidèle au général Pinochet. Celui-ci a contrôlé directement toutes les actions de cette institution (Fuentes 1998, 13-19).

Selon Mahoney, le premier modèle fut un succès au Salvador et au Guatemala grâce à la mise en place d'un type de régime non démocratique très coercitif qui a permis le soutien au programme radical. Le gouvernement de J. Rufino Barrios, au Guatemala, a favorisé une politique de concentration des terres entre 1871 et 1883. Parallèlement, il a instauré un système de répression qui a assuré le contrôle des travailleurs dans les plantations. Au Salvador, Rafael Zaldívar a suivi la même voie, en privatisant environ 25% du territoire du pays (Mahoney 1998, 8).

Cette époque correspond à la formation et à la consolidation des « régimes oligarchiques » dans le sens classique du terme (Collier 1979, 85). Ces régimes ont instauré une réforme radicale avantageuse pour l'élite agricole en développant des institutions répressives pour garantir le soutien du programme de modernisation dans un contexte de polarisation sociale.

Dès le début, les gouvernements du Salvador et du Guatemala ont concentré leurs efforts dans la construction d'une armée nationale. Zaldívar, par exemple, a décrété en 1876 la création d'une force permanente de 1437 hommes qui devaient être dispersés sur tout le territoire salvadorien. Ces circonstances marquent le début de la *militarisation* de ces sociétés, processus qui a pris les caractéristiques d'un cercle vicieux²⁸. D'une part, le degré de polarisation sociale n'aurait pas été possible sans l'expansion de l'institution militaire; d'autre part, la militarisation de l'État est une conséquence de la polarisation sociale (Mahoney 1998, 10-11). Tel que nous l'analyserons plus loin, ce phénomène constitue une des causes des guerres civiles salvadorienne et guatémaltèque.

28. La militarisation renvoie à un ensemble d'habitudes, d'actions et de pensées associées aux armes mais qui dépassent les objectifs strictement militaires. Ainsi, le militarisme peut se manifester au niveau de l'art, de la société, de l'industrie, entre autres (Bobbio et Meteucci 1988, 1000). Nous reviendrons sur ce sujet plus loin.

Au Costa Rica, la réforme modérée s'est développée grâce aux absences d'une bourgeoisie agricole et de la force de travail nécessaire pour l'entretien des grandes plantations (Mahoney 1998, 15). L'existence de petites unités de production agricole a évité une polarisation sociale semblable à celle du Salvador et du Guatemala, en favorisant ainsi l'instauration, à partir de 1889, d'un régime ouvert de tendance démocratique²⁹.

Le programme radical au Nicaragua et la réforme modérée au Honduras ont échoué. Au Nicaragua, par exemple, l'élite était divisée sur la question du programme de réforme à suivre; José Santos Zelaya a profité de cette situation pour centraliser le pouvoir et devenir un dictateur. À partir de ce moment, et jusqu'à la chute d'Anastasio Somoza en 1979, le Nicaragua fut gouverné par des dictateurs.

Remarquons que les pays qui ont suivi une réforme radicale (achevée ou non) ont été frappés par des mouvements révolutionnaires pendant la deuxième moitié du XX^e siècle. C'est le cas du FMLN au Salvador, de l'URNG au Guatemala et du « Frente Sandinista para la Liberación Nacional » (FSLN) au Nicaragua. Les pays qui ont suivi la voie modérée, réussie ou non (le Costa Rica et le Honduras respectivement), n'ont pas vécu ce problème. Or les éléments politiques, qui ont secoué l'Amérique latine dans les années 1930 et 1940 marquent une rupture fondamentale dans l'histoire des pays centraméricains. Divers facteurs internationaux, comme la crise économique des années 1930, la critique keynésienne du modèle libéral classique et la consolidation du bloc soviétique, entre autres, ont renforcé les mouvements sociaux latino-américains³⁰. En Amérique centrale, cet environnement a influencé la

29. Nous ne pouvons pas classer le régime costaricain de 1889 à 1953 comme une polyarchie. À l'exception de la dictature des frères Tinoco (1913-1917), tous les chefs du gouvernement ont été élus. Cependant, les élections étaient limitées à l'élite et il existait souvent des fraudes (Mahoney 1998, 15). Il serait intéressant d'explorer l'hypothèse selon laquelle pendant cette période, le régime costaricain aurait été une « démocratie de basse intensité » (voir la définition de ce concept plus loin dans ce texte).

30. La théorie libérale classique s'appuyait sur deux postulats : a) le commerce international est le meilleur moyen pour favoriser l'enrichissement des pays et b) il faut une spécialisation de la production

lutte d'Augusto César Sandino au Nicaragua (1927-1932), d'Agustin Farabundo Martí au Salvador et du parti communiste au Costa Rica (1934) (Torres-Rivas 1996, 16).

En Amérique du Sud, durant cette période, les régimes populistes se sont mis en place. Ceux-ci étaient des régimes appuyés par une coalition de classes qui défendait les intérêts urbains des élites industrielles et des ouvriers. Ils ont favorisé le nationalisme économique³¹ afin de promouvoir une première phase d'industrialisation³² (Collier 1979, 24). Bien que leur degré de démocratisation ait été discutable et ait pu varier selon les cas, ces régimes ont indéniablement entraîné une ouverture par rapport aux RND qui existaient auparavant. Les demandes de certains secteurs populaires (ouvriers industriels) ont été canalisées vers le système politique, ce qui a permis une gestion de la tension sociale³³.

en fonction de la dotation des facteurs de production (capital, main-d'œuvre et matières premières) (Gilpin 1987, 267-268). La crise économique des années 1930 a remis en question ces principes. Les principales critiques formulées sont : a) ce paradigme conçoit une séparation artificielle entre l'économie et la politique; b) il voit la justice et l'équité comme les résultats des activités économiques; c) il suppose que tous les acteurs économiques ont une information parfaite et d) son schéma n'admet pas la variation de certains éléments (par exemple du changement technologique) (Gilpin 1987, 45-46). Parmi les approches alternatives, la perspective keynésienne a réussi à s'imposer. Pour Keynes, le capitalisme sans contrôle ni restrictions produit un chômage trop élevé et une répartition très inégale de la richesse. Ces facteurs pourraient briser la « paix sociale », en favorisant ainsi la montée des mouvements non démocratiques comme le fascisme ou le communisme (Beaud et Dostaler 1993, 65).

31. Le nationalisme est un programme politique et économique qui défend la subordination des activités économiques aux intérêts militaires et de sécurité de l'État. Son objectif ultime est l'industrialisation. Celle-ci est considérée comme le moyen pour atteindre l'autonomie politique (élimination de la dépendance économique) à travers une industrialisation accélérée (Gilpin 1987, 31-33).

32. La stratégie d'industrialisation par substitution des importations est divisée en deux phases. Premièrement, la substitution classique des importations favorisait le développement des industries de consommation essentielle et de l'industrie d'infrastructure. Deuxièmement, la substitution ouverte des importations impliquait une réorientation de certaines branches industrielles vers l'exportation. En ce sens, le processus d'industrialisation est impulsé, à travers le développement d'industries de biens intermédiaires et d'équipement et des industries de biens de consommation durables (Jacquemot et Raffinot, 1985).

33. Selon le schéma systémique de David Easton, le système politique est une boîte noire qui reçoit des demandes (« inputs ») et produit des politiques (« outputs »). Ces dernières tentent de résoudre les demandes, ce qui baisserait la tension sociale (conceptualisée comme une situation où le système ne fonctionne pas normalement) (Easton, 1979). Cette vision est utile parce qu'elle nous permet de concevoir l'action des régimes populistes en termes d'une diminution de la tension sociale.

Au Costa Rica, le gouvernement progressiste de Rafael Angel Calderón (1940-1944) a déclenché, en 1943, une grande réforme sociale dont les résultats furent déterminants dans l'évolution historique de ce pays. Il est évident que le gouvernement de Calderón n'était pas populiste (il s'est allié aux communistes), mais plutôt progressiste³⁴.

Au Guatemala, le gouvernement de Juan José Arévalo (1945-1951), instauré après la chute de la dictature d'Ubico, a implanté une réforme similaire à celle de Calderón. Elle incluait, entre autres, la promulgation d'un code de travail, la création d'un système de sécurité sociale et la garantie de l'autonomie universitaire (Torres-Rivas 1996, 18).

Le Costa Rica et le Guatemala représentent les deux cas centraméricains où des mouvements réformistes ont réussi à acquérir le contrôle du pouvoir exécutif. Au Salvador, le dictateur Maximiliano Hernández a été renversé en 1944, mais son gouvernement fut remplacé par un régime militaire qui, loin de chercher une modernisation sociale, va s'approcher, avec le temps, du régime oligarchico-militaire qui s'instaurera au Guatemala à partir de 1954. Entre-temps, la dictature d'Anastasio Somoza au Nicaragua se consolidait, à la suite de l'échec du mouvement d'Augusto Sandino.

Expliquer la différence entre la trajectoire démocratique du Costa Rica et le chemin oligarchico-militaire du Guatemala est complexe et s'éloigne de notre objectif de recherche. Pour cette raison, nous ne ferons référence qu'à un seul élément. Au

34. Il faut remarquer qu'ici l'alliance de classe ne s'est pas présentée comme en Amérique du Sud. Les secteurs alliés au Costa Rica ont été le gouvernement, l'Église catholique et le parti communiste (à ce moment une force puissante). Pour une discussion à ce sujet, voir les livres de Jorge Mario Salazar (1980) et de Manuel Rojas (1979).

Guatemala, le gouvernement d'Arbenz (1951-1954) a cherché à approfondir la réforme sociale qu'avait commencée Arévalo en radicalisant son programme. La stratégie consistait à chercher l'appui des classes populaires pour lutter contre le pouvoir de l'élite. Un des objectifs visait la réforme agraire à travers une expropriation massive des grandes propriétés. Cette mesure affectait directement les intérêts de l'oligarchie agricole, qui eut peur de se retrouver, d'un seul coup, sans ses propriétés. Ainsi, le programme d'Arbenz était perçu comme une menace communiste et les militaires ont abrégé la réforme³⁵.

Au Costa Rica, le changement fut constitutionnel. À la suite de la révolution de 1948, le gouvernement de José Figueres a cherché à approfondir la réforme de Calderón. Il s'est éloigné du parti communiste, a démontré une attitude anti-communiste, pro-américaine et a miné la force du secteur populaire. Cette attitude lui valu une marge de manœuvre suffisante pour diriger la consolidation démocratique (Torres-Rivas 1996, 22-24)³⁶. Le climat d'instabilité politique et les menaces contre le réformisme ont été maîtrisés avec une décision tout à fait particulière, c'est-à-dire l'abolition de l'armée en 1949³⁷.

Bref, ce pays apparaît comme le seul cas centraméricain où le mouvement réformiste a réussi à appliquer son programme politique. Dans le reste de la région, l'échec a signifié la mise en place des régimes oligarchico-militaires (au Salvador et

35. Le mouvement d'opposition au réformisme d'Arbenz (la contre-révolution) a réussi à s'imposer politiquement à travers une alliance avec les militaires. Une fois au pouvoir, ils durent faire face à un problème : c'est-à-dire l'impossibilité de « revenir en arrière » et de reconstituer la structure de pouvoir personnel et « caudillista » de l'époque d'Ubico. Son projet économique et politique n'a pas fait le consensus, ce qui se traduit en une « crise non résolue ». Cela a encouragé l'instauration d'un « État d'exception » permanent qui a toujours eu beaucoup de difficultés à maintenir l'ordre par des moyens légaux (Torres-Rivas 1984, 115).

36. Voir l'analyse de Torres Rivas (1993) sur Figueres et Arbenz.

37. Selon l'historienne Mercedes Muñoz, l'abolition de l'armée aurait permis à Figueres : a) d'affaiblir les conservateurs, qui dominaient l'institution militaire costaricaine; b) de s'éloigner des compromis acquis dans les ententes militaires avec d'autres groupes révolutionnaires centraméricains et c) de se rapprocher des États-Unis (*La Nación*, le 29 novembre 1998).

au Guatemala) ou la consolidation des dictatures personnelles (au Nicaragua et au Honduras).

2. Racines et caractéristiques des régimes oligarchico-militaires

Au Guatemala, après l'échec des mouvements réformistes, l'État est devenu encore plus violent et fermé aux demandes des acteurs sociaux. Afin de maintenir le contrôle, dans un contexte où les mouvements sociaux étaient déjà actifs, le développement de l'institution militaire a été accéléré (Cerdas 1992a, 15).

C'est aussi le cas du Salvador, où les militaires ont pris le pouvoir quelques années plus tôt, à la suite de la chute du dictateur Hernández et de l'échec du mouvement dirigé par Farabundo Martí. Cependant, il faut remarquer que, dans ce pays, l'armée a toujours eu beaucoup plus d'autonomie, car l'élite traditionnelle n'a jamais été intéressée à garder le pouvoir politique. Ainsi, dès le XIX^e siècle, elle a cédé ce pouvoir aux militaires pour se concentrer sur ses intérêts économiques (Cerdas 1992a, 17).

L'échec des mouvements réformistes n'a pas seulement accentué la militarisation des régimes oligarchiques, mais il a aussi entraîné une expansion de ce phénomène à tous les niveaux de la société. Tel que nous l'analyserons plus loin, le caractère agressif et fermé des régimes a fait de la violence la seule voie possible pour tenter de changer le *statu quo* (renforcement du « cercle vicieux » auquel nous faisons auparavant référence). Les régimes oligarchico-militaires sont donc des régimes oligarchiques qui se sont adaptés (militarisés) au nouveau contexte de mobilisation sociale³⁸.

38. Le coup d'État du 31 mars 1963 marque un point important dans l'histoire guatémaltèque. Pour la première fois, l'armée, en tant qu'institution, accapare le pouvoir exécutif. Elle annule la constitution de 1956 et élabore une nouvelle stratégie pour contrôler le pouvoir. Dorénavant, elle sera l'axe du pouvoir au Guatemala en utilisant la violence comme première (et seule) forme de « solution » des

Ce type de régime n'a jamais cherché à introduire des technocrates dans la gestion publique, comme ce fut le cas des régimes bureaucratco-autoritaires de l'Amérique du Sud. Il ne s'est pas inspiré d'un programme d'industrialisation. Les régimes oligarchico-militaires ne voulaient pas non plus protéger le pouvoir dictatorial d'un « caudillo » ou dirigeant, comme cela s'est passé au Honduras et surtout au Nicaragua. Contrairement aux régimes bureaucratco-autoritaires qui cherchaient une « modernisation » par la voie autoritaire (Roitmann 1996, 50), le premier objectif des régimes oligarchico-militaires était d'assurer la « paix sociale » et de garantir le développement économique sur une base agricole³⁹.

La protection du *statu quo* par la voie militaire n'a pas seulement empêché la modernisation sociale et la création de nouvelles élites. Elle a aussi accentué deux phénomènes qui, au niveau général, se sont présentés dans tous les régimes non démocratiques latino-américains des années 1960 et 1970, à savoir :

- une surreprésentation de l'armée dans la société et
- une tendance à la violence.

2.1 La surreprésentation de l'institution militaire

Au Salvador et au Guatemala, l'État est institutionnellement faible. Cette caractéristique est étroitement liée à la surreprésentation de l'institution militaire (Cerdas 1992a, 15)⁴⁰.

problèmes sociaux. Ainsi, à partir de cette date, la terreur est appliquée systématiquement dans tout le pays (Torres-Rivas 1984, 122).

39. Nonobstant un certain processus d'industrialisation, les régimes ont eu comme principale mission de garantir le *statu quo* en faveur de l'élite agricole (Cerdas 1992a, 14-15).

Étant donné que les régimes oligarchico-militaires basaient leur pouvoir sur l'institution militaire, celle-ci est devenue le seul instrument de contrôle social. Cette situation a produit un double effet. Premièrement, l'armée a connu un fort développement (surreprésentation). Deuxièmement, une fois qu'elle a été développée (en multipliant ses fonctions et ses objectifs), elle est devenue un obstacle au renforcement des autres institutions étatiques. Ainsi, l'armée a exercé un rôle beaucoup plus étendu que son objectif initial (la défense du territoire et des frontières). Elle a développé des programmes qui normalement incombaient aux institutions civiles de l'État, tels l'éducation, la santé et la formation du citoyen (Cerdas 1992a, 14-15). L'armée s'est transformée en un acteur autonome, différent de l'État et qui possédait aussi un pouvoir économique et des intérêts spécifiques⁴¹.

Au Guatemala, par exemple, l'armée contrôlait la population à travers des « villages de développement », elle a élaboré un modèle de recrutement qui incluait les « Patrullas de Autodefensa Civil » (PAC) et les « Commissaires Militaires », COMI (Comisionados Militares). Comme résultat, en 1995, en plus des soldats en service, il existait 537 000 membres des PAC et 9000 du COMI (Caballero 1996, 124).

Pour cette raison, la récupération de la sphère politique par la société civile constitue un des points centraux des pactes de paix (et subséquemment des transitions vers la démocratie au Salvador et au Guatemala). Cet enjeu est similaire aux obstacles qui se présentèrent dans d'autres pays latino-américains. Par exemple, au Chili, le président ne peut pas remplacer le chef de l'armée; il ne peut pas ni promouvoir ni

40. Remarquons qu'il ne s'agit pas d'une question « d'institutions démocratiques » ou « d'institutions autoritaires ». Le problème fait référence à une faiblesse générale des institutions politiques. C'est une des conséquences du cercle vicieux de militarisation que nous mentionnions auparavant.

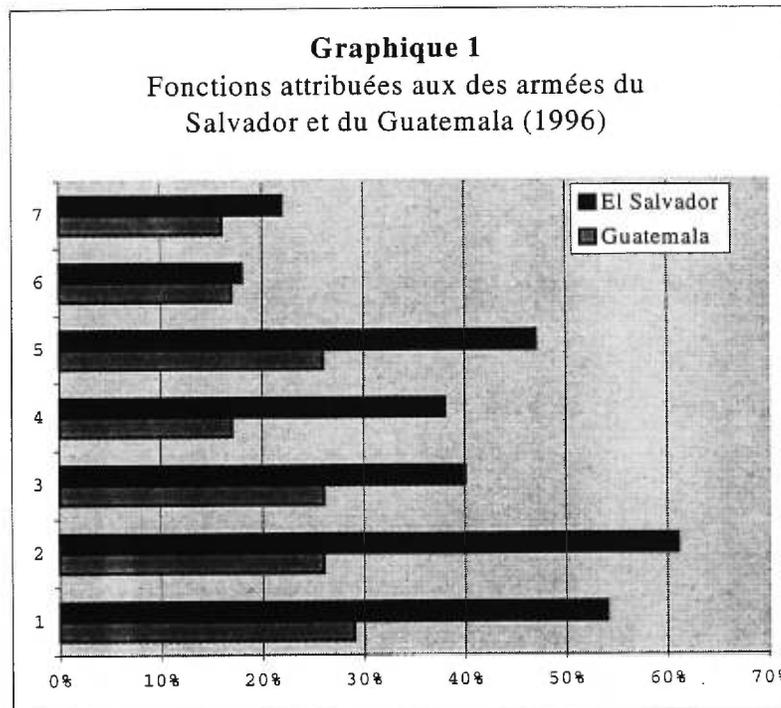
41. L'alliance entre l'oligarchie et les militaires (qui a fait chuter le gouvernement d'Arbaenz) subsistait encore en 1982. Néanmoins, au cours des années, la relation de force entre les alliés a changé. L'armée a acquis de plus en plus de pouvoir, en développant un degré d'autonomie qui l'a transformé, à partir du début de la décennie 1970, dans l'institution la plus forte du Guatemala (Gleijeses 1984, 128).

sanctionner des membres de l'armée; il ne contrôle pas le budget de l'armée, car celui-ci est fixé par la constitution et la justice militaire est autonome par rapport aux tribunaux civils (Fuentes 1998, 9). Le cas du Chili nous démontre l'importance du contrôle de l'institution militaire par le pouvoir civil.

En Amérique centrale, dans un sondage effectué par l'Institut interaméricain des droits de l'Homme (IIDH) en 1996, où les répondants devaient choisir dans une liste les tâches que l'armée, selon eux, devait accomplir, 29% des Guatémaltèques ont affirmé que l'objectif de l'armée était de défendre le pays et 36% de protéger les frontières. La défense du territoire correspond à la fonction des armées. Cependant, 26% lui ont assigné la fonction de « défendre la démocratie » et 26% de « combattre les criminels »; 21 % croyaient que l'armée devait garantir la sécurité des citoyens, 17% lui confiaient la lutte contre la guérilla, 16% lui accordaient la mission de créer des emplois, tandis que 29% jugeaient qu'elle devait accomplir toutes ces fonctions. Finalement, 10% lui ont conféré les objectifs de lutter contre l'analphabétisme (5%) et « d'aider le peuple » (5%) (Cerdas 1996, 29). Ces données reflètent une des conséquences du phénomène de la surreprésentation de l'armée, soit une distorsion de la conception sociale des fonctions de l'institution militaire.

Au Salvador, 61% des personnes interrogées attribuaient aux militaires la mission de surveiller les frontières et 54% de défendre le pays. Néanmoins, 47% lui ont accordé la mission de « combattre les criminels »; 40% de « défendre la démocratie », 38% de voir à la sécurité des citoyens; 22% de créer des emplois; 18% de combattre la guérilla; 12% de veiller à la paix et 9% l'élaboration d'œuvres sociales (Cerdas, 1996: 45-46).

Le graphique 1 nous donne une idée plus claire de ces opinions⁴².



- | | |
|---------------------------------------|-------------------------------|
| 1. Défendre le pays. | 5. Combattre les criminels. |
| 2. Protéger les frontières. | 6. Lutter contre la guérilla. |
| 3. Défendre la démocratie. | 7. Création d'emplois |
| 4. Garantir la sécurité des citoyens. | |

Source : Rodolfo Cerdas. 1996. *El Precio de una Herencia : Democracia, Seguridad y Derechos Humanos en Centroamérica* (Le prix d'un héritage : démocratie, sécurité et droits de l'Homme en Amérique centrale). Instituto Interamericano de Derechos Humanos. p. 29, 45 et 46.

En tant qu'acteurs autonomes, les armées ont agi selon leurs propres buts et objectifs (différents de ceux de l'élite). Leur idéologie se fondait sur une version de l'anticommunisme promulgué par les États-Unis. Néanmoins, dans le contexte centraméricain, elle a pris des valeurs religieuses, familiales, de la propriété privée, des traditions et de l'autorité. Comme conséquence, l'anticommunisme dans cette région ne luttait pas seulement contre l'idéologie communiste ou contre les parties prolétaires. Il luttait aussi, entre autres, contre la participation politique, le pluralisme idéologique et l'activation de la société civile. Ce type d'anticommunisme, étroitement lié à

42. Les données font partie d'une étude d'opinion appliquée dans tous les pays de la région en 1996.

la « doctrine de sécurité nationale », explique pourquoi toutes les tentatives de changement furent considérées comme dangereuses, tendant vers le désordre et faisant partie d'une « conspiration internationale »⁴³ (Torres-Rivas 1996, 26-27).

Pour les armées, le pacte de paix a impliqué un éloignement de cette idéologie radicalisée et un rapprochement au « centre ». Elles accepteront le principe de participation politique et laisseront le domaine politique à des dirigeants civils et à la société civile⁴⁴. Bref, elles s'engagent, au niveau formel, à favoriser un processus de démilitarisation qui éliminerait leur caractère d'acteurs autonomes pour se soumettre, comme une autre institution étatique, à l'autorité civile. Bien entendu, elles n'ont pas fait cela volontairement. Nous l'analyserons au cours du deuxième chapitre.

2.2 *La tendance à la violence des régimes oligarchico-militaires*

À cause du rejet systématique de toutes les demandes des acteurs sociaux, les régimes oligarchico-militaires ont provoqué de violentes réactions. La voie armée est devenue le seul recours pour tenter de provoquer un changement du régime. Ce refus constant a aggravé les tensions sociales qui existaient déjà et qui, de toute manière, devaient s'exprimer d'une façon ou d'une autre. Comme les demandes n'ont pas été canalisées vers le système politique, elles se sont manifestées en dehors de celui-ci, sous la forme de mouvements révolutionnaires.

43. L'anticommunisme fait référence, au niveau international, aux tentatives de blocage de l'influence des États socialistes. Au niveau interne des pays, il encourageait l'obstruction au développement des partis politiques d'inspiration communiste (Bobbio et Meteucci 1988, 65). Pour sa part, la « doctrine de sécurité nationale » visait à défendre la « frontière idéologique » entre l'Est et l'Ouest. Cependant, au niveau interne, ce but devient l'objectif national. L'institution militaire influence ainsi les forces politiques légales pour les transformer en mouvements contre-révolutionnaires. De cette façon, l'armée tente d'empêcher la victoire (militaire ou politique) de l'opposition au régime. En Amérique latine, cette doctrine a justifié la répression des mouvements sociaux qui cherchaient un changement des structures sociales (Barry, Vergara et Castro 1988, 84).

44. Nous définissons « société civile » comme un système d'acteurs (groupes intermédiaires) qui : a) sont indépendantes des autorités publiques et du secteur privé; b) sont capables de discuter et de prendre d'actions collectives; c) qui ne tentent pas de substituer les acteurs étatiques et d) qui acceptent d'agir dans le *statu quo* établi (des mouvements sociaux légaux) (Schmitter 1993, 2-3).

Au Guatemala, après la chute du mouvement réformiste, le mouvement révolutionnaire fait son apparition sur la scène politique. Son prédécesseur, le « MR 13 de novembre » (« Mouvement Révolutionnaire du 13 novembre »), était un groupe de soldats de haut niveau entraînés aux États-Unis. Son changement idéologique n'est pas facile à décrire. Dans un premier temps, ils sont passés du libéralisme américain à une sorte de « gauchisme paysan ». Ensuite, ils sont tombés dans le trotskisme pour aboutir, finalement, à une version du castrisme⁴⁵. À la suite de l'échec de cette première vague de violence révolutionnaire (1964-1969) et à une décennie de divisions internes, l'URNG apparaît, en 1982, comme le résultat de la coordination entre les programmes des différents acteurs qui voulaient le changement. Dans ce cas, la mise en place d'une *société socialiste* n'était pas incluse dans ses objectifs (Torres-Rivas 1996, 51-52).

Au Salvador, les différents secteurs opposés au régime oligarchico-militaire (les prêtres catholiques, les syndicats, les dirigeants politiques et les étudiants universitaires de classe moyenne) réussirent à centraliser toutes les actions dans un mouvement militaire qui demeura, néanmoins, fractionné. En janvier 1979, la « Coordinadora Revolucionaria de Masas » (Coordonnatrice Révolutionnaire des masses) voit le jour; en avril, elle se transforme en « Frente Democrático Revolucionario » (Front Démocratique Révolutionnaire) pour devenir, en décembre de cette

45. Nous ne développerons pas une explication complète du trotskisme et du castrisme puisque ces sujets ne constituent pas le point central de notre recherche. *Grosso modo*, la principale contribution du trotskisme au marxisme est la « théorie de la révolution permanente ». Celle-ci permet de concevoir des combinaisons de phases démocratiques et socialistes. Le trotskisme soutient qu'il est faux d'affirmer que les pays ne peuvent pas « sauter » des étapes pour aboutir au socialisme. Cet argument se base sur la « loi du développement inégal des pays », qui obligerait les pays moins développés à sauter des étapes de leur évolution historique (Bobbio et Meteucci 1988, 1641-1652). En ce qui a trait au castrisme, nous trouvons trois définitions : a) le castrisme comme forme révolutionnaire; b) le castrisme comme forme de construction du socialisme et c) le castrisme comme régime non démocratique basée sur le charisme. En ce qui nous concerne, nous ne ferons référence qu'au premier élément. Le principe distinctif de la logique révolutionnaire de Fidel Castro est l'absence d'une base idéologique, théorique ou programmatique des mouvements révolutionnaires. Ainsi, les guérillas deviennent le seul acteur de la lutte militaire. La révolution n'est donc pas le résultat de l'évolution historique (comme le marxisme classique) ni de l'organisation d'un parti politique (comme le marxisme-léninisme). Selon Castro, la

même année, le FMLN. En 1980, toutes les organisations membres du mouvement adhéraient au communisme⁴⁶.

Dans un premier temps, le principal objectif des mouvements révolutionnaires du Salvador et du Guatemala était l'ouverture du régime aux demandes sociales à travers la mise en place d'un régime démocratique. Deuxièmement, ils voulaient entreprendre une réforme agraire pour favoriser une répartition plus équitable de la richesse. Troisièmement, ils cherchaient une plus grande autonomie des pays vis-à-vis des États-Unis (anti-impérialisme). Cependant, avec le temps, l'objectif démocratique a été repoussé. Un sentiment de frustration par rapport aux procédures démocratiques est apparu parmi les mouvements révolutionnaires, résultat des manipulations électorales des régimes oligarchico-militaires⁴⁷. De plus, la violente défense de la propriété privée (basée sur les postulats anticommunistes) provoqua une nouvelle radicalisation idéologique des mouvements révolutionnaires. Désormais, ils cessèrent de critiquer la structure agricole pour attaquer le système capitaliste comme tel.

révolution est liée à « la faim » du peuple et à la « haine » contre la répression des régimes non démocratiques (Bobbio et Meteucci 1988, 224).

46. Les membres qui ont fondé le FMLN étaient : a) Le « Ejército Revolucionario del Pueblo », ERP (Armée révolutionnaire du peuple); b) Les « Fuerzas Populares de Liberación », FPL (Forces populaires de libération); c) Le « Partido Comunista Salvadoreño, PCS (Parti communiste salvadorien), d) La « Resistencia Nacional », RN (Résistance nationale) et d) Le « Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos », PRTC (Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains) (Torres-Rivas 1996, 50).

47. Les régimes oligarchico-militaires ont organisé un grand nombre d'élections au moment où ils contrôlaient le pouvoir. Cependant, ces processus n'entraînaient pas nécessairement une véritable participation politique. (Karl 1994, 4). Les militaires soutenaient le contrôle direct des procédures électorales, en s'assurant d'obtenir la majorité législative. Il s'agissait d'une « *participation symbolique sans représentation politique* » (Torres-Rivas 1996, 33). Le phénomène a été nommé « *democracias de fachada* » (« démocraties de façade ») et faisait partie d'une situation plus vaste d'instabilité politique des régimes oligarchico-militaires. Ainsi, par exemple, entre 1944 et 1985, il y a eu au Guatemala huit élections présidentielles, six coups d'État, l'approbation de quatre nouvelles constitutions, la désignation de cinq chefs d'État ou présidents provisoires, de quatre juntes gouvernementales et cinq consultations pour de nouvelles constitutions ou des plébiscites. Au Salvador, quatre nouvelles constitutions ont été approuvées; cinq coups d'État ont réussi et cinq autres ont échoué. De plus, quatre présidents provisoires ont été désignés et dix présidents furent élus par suffrage (Cerdas 1996, 15-16).

L'objectif socialiste de type soviétique, chinois ou cubain n'a jamais été très clair. Le seul but à atteindre était une « société plus juste ». Les régimes qui devaient naître après la « victoire révolutionnaire » n'ont jamais été décrits avec précision (Torres-Rivas, 1996: 34-39)⁴⁸.

Pour les guérillas, signer les pactes de paix a signifié un éloignement du radicalisme. Elles accepteront l'ordre existant, c'est-à-dire l'ordre capitaliste, mais en maintenant l'objectif qui a justifié leur naissance; soit la poursuite d'une répartition « plus juste » de la richesse dans des sociétés qui, dès le départ, étaient déjà plus pauvres que l'ensemble de l'Amérique latine⁴⁹.

Le virage stratégique qui suppose le pacte est un retour au point de départ. En effet, la mise en place d'un ordre démocratique redevient le moyen d'ouvrir les régimes aux demandes sociales. L'objectif sera atteint, selon la nouvelle stratégie, dans le nouveau régime en transition. Ce virage apparaît comme un nouveau souffle du réformisme centraméricain qui a échoué pendant la première moitié du siècle et qui tente, à nouveau, de prendre la voie modérée à la suite de l'épuisement de la stratégie révolutionnaire.

Pendant les années 1980, la radicalisation des acteurs politiques centraméricains et la poursuite de la logique militaire ont empêché le début de la transition vers

48. Remarquons que le cas du Nicaragua est différent. Avant la chute d'Anastasio Somoza, le FSLN avait déjà déclaré son adhésion au marxisme-léninisme. Le gouvernement sandiniste (1979-1990) s'est ainsi engagé explicitement dans la construction de l'ordre socialiste dans ce pays (Torres-Rivas 1996, 48).

49. Nous définissons la « pauvreté » comme la situation où un individu, un groupe ou un pays vit une marginalisation par rapport au niveau moyen qui existe dans une société ou dans une région à un certain moment de l'histoire. Cette marginalisation est due à une faible formation des capacités intellectuelles et physiques nécessaires pour rendre possible l'accumulation de la richesse, ce qui rend l'individu ou groupe affecté incapable de modifier sa situation (Menjívar et Trejos 1992, 15-16). À titre indicatif, entre 1970 et 1980, 63,7% des habitants de l'Amérique centrale étaient pauvres; le pourcentage pour l'Amérique latine était de 35%; soit une différence de 28,7 points. Également, le chômage (comme pourcentage de la population économiquement active) arrivait à 11,8% dans la région centraméricaine, tandis qu'en Amérique latine, il était de 7% (Karl 1994, 20).

la démocratie. Néanmoins, celle-ci deviendra possible pendant les années 1990. En fait, en 1992, le gouvernement salvadorien et le FMLN signent l'Accord de paix. Quatre ans plus tard, l'État guatémaltèque et l'URNG font de même. Ces pactes de paix sont le résultat d'un processus de modération des extrêmes (nommé souvent « négociations pour la paix ») et marquent la matérialisation de la libéralisation du régime non démocratique, première phase de la transition vers la démocratie.

DEUXIÈME CHAPITRE

VERS LA SIGNATURE DES PACTES DE PAIX

Jeu à somme nulle et processus de modération des extrêmes

L'affaiblissement de la société civile constitue une des principales conséquences des guerres civiles. Pour cette raison, la logique des pactes démocratiques, où les acteurs idéologiquement au centre (les *soft liners* et les modérés) arrivent à une entente (O'Donnell et Schmitter 1986, 37-38) est inapplicable⁵⁰. Ni au Salvador ni au Guatemala on n'a assisté à un affaiblissement des *hard liners* et des *radicaux* qui aurait permis une négociation entre les acteurs politiques modérés. De plus, le conflit fondamental à résoudre, la guerre civile, se déroulait justement entre des acteurs situés aux extrêmes.

Comme ces derniers furent incapables de formuler des ententes, l'intervention des acteurs internationaux est devenue fondamentale pour rendre possible un processus de rapprochement idéologique. Il ne s'agit donc pas de la formation ou renforcement du centre, mais d'un *déplacement des extrêmes vers le centre*. Remarquons que les pactes de paix, comme les pactes démocratiques, sont des ententes qui déclenchent des transitions vers la démocratie. Cependant, dans les pactes de paix, cette transition est conçue comme un *moyen* (et non comme un but) pour atteindre l'objectif principal: c'est-à-dire, *la paix à long terme*. Dans le cas du Salvador (comme au Guatemala),

The objective of the negotiations was to achieve a series of political agreements aimed at resolving the prolonged armed conflict in El Salvador by political means as speedily as possible, promoting democratization in the country, guaranteeing unrestricted respect for human rights and reunifying Salvadorian society (Site Internet d'ONUSAL).

50. La polarisation politique a limité l'espace pour favoriser un renforcement des mouvements sociaux. En fait, eux-mêmes furent aussi des victimes de la violence généralisée (PNUD, 1995).

Le tableau I résume les différences entre les pactes de paix et les pactes démocratiques.

Tableau I Différents pactes déclencheurs d'une Transition vers la démocratie		
	Transition vers la démocratie à partir d'un pacte (démocratique) <i>En suivant la théorie de la transition vers la démocratie</i>	Transition vers la démocratie à partir d'un pacte de paix <i>Notre proposition d'une nouvelle forme de transition, inscrite dans les transition négociées</i>
1. Les principaux acteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Les <i>soft liners</i> et les <i>modérés</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les <i>hard liners</i> et les <i>radicaux</i> (les armées et les guérillas).
2. Le rapport de forces	<ul style="list-style-type: none"> • Les « extrêmes » perdent leur force politique. Cette situation ouvre les portes pour aboutir au pacte. Les extrêmes sont exclus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le contexte de guerre civile empêche la formation du centre. Les acteurs internationaux interviennent pour provoquer un rapprochement des extrêmes vers le centre.
3. Forme de transition	<ul style="list-style-type: none"> • « From above ». Le pacte démocratique est une entente entre les élites. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le pacte est signé par des acteurs qui représentent des secteurs différents de la société
4. L'objectif à atteindre	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place d'un régime démocratique, à la suite de la chute d'un régime autoritaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • La paix à long terme, à la suite d'une guerre civile et d'un processus de négociation pour la paix.
5. Le résultat du pacte	<ul style="list-style-type: none"> • Il déclenche un processus de transition vers la démocratie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il déclenche un processus de transition vers la démocratie, conçue comme un moyen pour assurer le maintien de la paix à long terme.

Comment expliquer le fait qu'à un certain moment, les armées et les guérillas ont décidé de négocier la paix et comment rendre intelligible l'élaboration d'un pacte entre deux acteurs qui, au début du processus, étaient extrémistes?

Premièrement, il faut dire que ces acteurs n'ont pas « décidé » d'amorcer une négociation. Ils y ont été poussés, obligés par les contingences que nous avons identifiées dans l'introduction de ce travail. Les *coûts humains et économiques* des guerres et le *changement du rôle des acteurs internationaux* dans la région ont limité les choix des acteurs en conflit. Cette réduction a produit, à son tour, une situation de *jeu à somme nulle* qui a rendu impossible la poursuite de la guerre. Étroitement liée à cela, l'action de certains acteurs internationaux a favorisé le *déplacement idéologique* des armées et des guérillas vers le « centre ». Ce processus a permis la signature des pactes de paix et explique en même temps pourquoi, dans ces pays, le rôle des acteurs internationaux fut fondamental.

Remarquons qu'il ne faut pas confondre une situation de « jeu à somme nulle » avec un cadre « d'équilibre de la force militaire ». Au Salvador, un équilibre militaire entre le FMLN et l'armée a effectivement existé. Autrement dit, la puissance militaire *objective* des deux acteurs en conflit était identique (Stein 1988, 194). Au Guatemala, cet équilibre n'a pas existé. L'URNG a toujours été beaucoup plus faible que l'armée, mais son influence politique augmentait de jour en jour⁵¹. Cette influence a équilibré l'absence de ressources militaires et a rendu possible le soutien du mouvement comme un acteur important sur la scène politique guatémaltèque. Remarquons que *la situation de jeu à somme nulle n'est pas directement liée à l'équilibre du pouvoir militaire, mais à la réduction des choix des acteurs*⁵².

51. Voir Torres-Rivas (1996, 83) ou Taracena (1990, 14).

52. Supposons deux acteurs radicaux en conflit militaire, soit x et y . Si x est en équilibre militaire avec y , mais qu'il a le choix de continuer la guerre, la probabilité que x et y continuent la guerre est forte (l'équilibre militaire n'exerce pas d'influence sur la décision de continuer ou non la guerre). Cependant, si x est militairement plus fort que y (ou l'inverse), mais qu'il n'a pas le choix pour acheter, pour financer, pour améliorer ou pour maintenir l'équipement militaire nécessaire qui lui permettrait de vaincre y (ou tout simplement de continuer la guerre), il est en situation de *jeu à somme nulle*. Bref, l'équilibre militaire ne constitue pas une contingence qui favoriserait l'arrêt de la guerre, tandis que la réduction des choix des acteurs entraîne le jeu à somme nulle qui, à son tour, rend impossible la poursuite de la logique militaire.

1. L'ancrage de la logique de guerre et la gestation d'un match nul latent

1.1 La facture humaine des guerres

Plusieurs organismes internationaux et chercheurs ont produit des documents sur les coûts humains des guerres au Salvador et au Guatemala. Dans ce dernier cas, on parle de 100 000 assassinats politiques, 38 000 disparitions et 100 000 réfugiés (reconnus) seulement au Mexique (principalement dans la région du Chiapas). Il faut ajouter à ces chiffres entre 75 000 et 150 000 réfugiés qui n'ont jamais été enregistrés et les personnes qui ont émigré vers d'autres pays⁵³. Pendant les années de violence, 99% des habitations rurales furent brûlées; beaucoup de Guatémaltèques ont fui vers les montagnes. Les institutions civiles de l'État n'existaient plus; l'infrastructure des services de base a été détruite ou abandonnée. La population était contrôlée par l'armée à travers le programme « Fusiles y Frijoles » (« Fusils et Fèves ») qui a mis en place les « Villages de développement » sous le gouvernement du général Efraín Ríos Montt (PNUD, 1995).

Au Salvador, 1% de la population totale a été tué entre 1978 et 1983. Certains auteurs calculent que le nombre d'assassinats se situe entre 75 000 et 100 000 personnes (Mahoney 1998, 1). La « Comisión de la Verdad » (« Commission de la Vérité ») a documenté 24 227 violations aux droits de l'Homme entre 1980 et 1991. Ces faits

53. Un « réfugié » est une personne qui a dû quitter son pays à cause d'une peur légitime de perdre la vie en raison de ses opinions politiques, son ethnicité, ses croyances religieuses, sa nationalité ou son appartenance à un certain groupe social. Cette peur l'empêche de retourner dans son pays. En Amérique centrale, trois types de réfugiés ont été identifiés: a) ceux qui étaient reconnus (par le « Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Refugiados, ACNUR »); b) ceux qui n'étaient pas reconnus (qui étaient des illégaux dans d'autres pays » et c) les « rapatriés » (ceux qui ont accepté de retourner dans leur pays d'origine sous la surveillance de l'ACNUR). Il existe une autre catégorie de victimes de guerres. Celle de « desplazado ». Il n'existe pas de définition précise du concept. Il fait référence à des personnes qui ont quitté leur domicile ou leurs activités économiques parce qu'elles ne pouvaient plus continuer à exécuter leurs tâches normales. Il existait deux types de « desplazados »: a) les internes (les gens qui, comme résultat d'une guerre, devaient quitter leur région pour aller dans un autre secteur du pays) et b) les externes (le citoyen qui sortait de son pays en raison de la guerre mais qui ne recevait pas le statut de réfugié (Anuario Interamericano de Derechos Humanos, 1993).

incluaient des assassinats, des disparitions, des enlèvements, des tortures, des viols et des blessures. Par rapport au total, l'armée apparaît comme la principale responsable des violations aux droits de l'Homme (11 997 cas, soit 49,4%); les « Forces de Sécurité » en auraient commis 5276 (21,8%), les groupes paramilitaires 4273 (17,7%), les « Escadrons de la mort » 1844 (7,6%) et le FMLN 858 (3,5%) (Comisión de la Verdad, 1993).

Ces chiffres sont le reflet d'une extrême radicalisation entre *hard liners* et révolutionnaires qui empêchait la formation d'un « centre » idéologique capable d'acquérir de l'influence politique. Vers la fin des années 1980, en raison de la persistance du conflit armé, entre 11% et 13% de la population centraméricaine était réfugié. Le Guatemala, le Salvador et le Nicaragua sont devenus des « exportateurs » de population, tandis que le Honduras et le Costa Rica ont été les « récepteurs » (Vilas 1994, 168).

Cet élément nous empêche de situer le début de la transition vers la démocratie pendant la décennie de 1980. La violation permanente des droits collectifs et individuels des citoyens a bloqué la création des conditions nécessaires pour le commencement de la première phase de la transition, c'est-à-dire la *libéralisation du régime non démocratique*.

Rappelons que celle-ci est définie comme le processus qui cherche à rendre effective la protection de « certains » droits individuels et sociaux contre l'action arbitraire ou illégale commise par l'État ou d'autres acteurs. Cette « garantie des droits » fait référence à *tous* les acteurs politiques, spécialement ceux de l'opposition, car ce sont eux qui peuvent avoir des doutes sur le processus d'ouverture du régime non démocratique (O'Donnell et Schmitter 1986, 7).

Cependant, au Guatemala et au Salvador, l'incertitude ne s'est pas atténuée pendant les années 1980. Le principal conflit des sociétés, qui se déroulait entre deux groupes armés, est resté sans solution. En ce sens, les acteurs politiques d'opposition les plus importants, le FMLN et la URNG, n'ont jamais reçu durant cette période aucune garantie politique.

Cette constatation nous amène à énoncer un postulat fondamental : *il est impossible de déclencher une transition vers la démocratie dans un contexte de guerre civile*⁵⁴. Au Salvador et au Guatemala, il a fallu attendre quelques années pour réduire l'incertitude politique et signer un pacte de paix. Entre-temps, des « démocraties de basse intensité » ont remplacé les « démocraties de façade »⁵⁵.

Ni l'élection des gouvernements civils ni les dénonciations des violations des droits de l'Homme par les diverses organisations internationales humanitaires n'ont provoqué un changement dans les stratégies militaires des acteurs en conflit, qui cherchaient toujours la victoire sur leur adversaire. Les coûts humains des guerres ont, cependant, fourni les éléments nécessaires pour justifier l'intervention des Nations Unies et d'autres acteurs externes vers la fin des années 1980. Nous reviendrons sur ce sujet plus loin.

54. Torres-Rivas avait déjà fait le point sur ce sujet, en affirmant que, par définition, les « élections » et les « guerres civiles » sont incompatibles. La démocratie électorale se base sur le triomphe de la majorité (qui travaille pour renforcer le consensus social), tandis que la guerre est le triomphe de la force (Torres-Rivas 1989, 206).

55. La réalisation de processus électoraux compétitifs (entre les acteurs « légaux » et « propres » (pour la partie de la population qui a *réussi* ou qui a *voulu* voter), élément associé, entre autres, aux démocraties de « basse intensité », n'est pas un indicateur de transition vers la démocratie. Les élections municipales et législatives salvadoriennes de 1989 ont enregistré, sur 2,62 millions d'électeurs potentiels, seulement 1,15 million de votes, soit 44% de la population capable de voter. (Seligson, Conroy, Córdoba et Stein 1995, 156). Pendant les élections de 1984, entre 23839 et 30348 électeurs n'ont pas pu aller voter en raison du boycottage du FMLN (Baloyra-Herp 1995, 56). Au Guatemala, les élections présidentielles de 1990 ont attiré la participation de 1,81 million de personnes, soit 41% des 4,43 millions aptes à voter (Seligson, *et al.* 1995, 156). Ces données ne sont pas si différentes par rapport aux taux de participation pendant les « démocraties de façade » (par exemple 48% aux élections de 1966, 19% en 1966 et 26% en 1970) (Torres-Rivas 1984, 120).

1.2 La facture économique des guerres

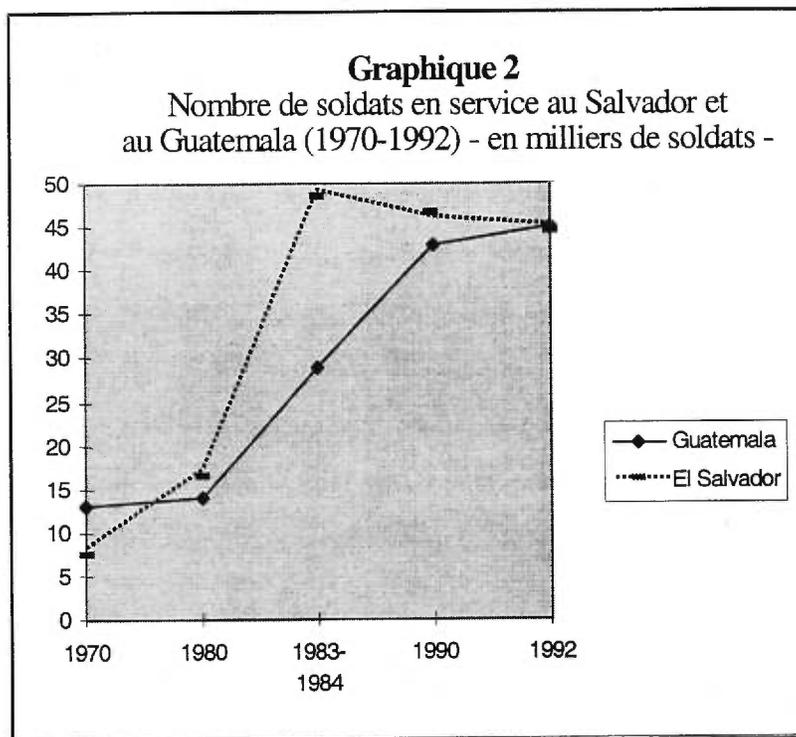
Au niveau économique, les guerres n'ont fait que bousiller une situation qui, de toute façon, était déjà précaire. Par rapport aux *coûts directs*, le Guatemala a dépensé 1876 millions de dollars américains en rubriques militaires et le Salvador 1996 millions entre 1981 et 1990 (Sojo 1994, 167).

En termes de taille, les armées du Guatemala et du Salvador ont crû rapidement. Au Salvador, le nombre de soldats, qui était de 7000 en 1970, a atteint 48 000 en 1984. Au Guatemala, il y avait 13 000 soldats en 1970; en 1980, les rapports donnaient 14 000 et, trois ans plus tard, on parlait de 28 810 (sans tenir compte des gens recrutés à travers des PAC) (Karl 1994, 27). Si nous acceptons qu'au Salvador il y avait, en 1980, environ 16 000 soldats⁵⁶, la croissance de l'armée aurait été de 9000 soldats pendant la décennie 1970 et de 32 000 soldats entre 1980 et 1984. Au Guatemala, on parlerait d'une croissance de 1000 soldats entre 1970 et 1980 et de 14 810 entre 1980 et 1984. Le graphique 2 de la page suivante illustre cette croissance. L'augmentation du nombre de soldats est en relation directe avec l'intensification des guerres⁵⁷.

Évidemment, les budgets militaires ont aussi augmenté rapidement. Selon des chiffres officiels, le budget militaire guatémaltèque serait passé de 8,6% à 14,6% par rapport au total des dépenses de l'État. En ce qui a trait au Salvador, la variation serait de 9,2% à 15,3% (Aguilera 1986, 29).

56. Il est difficile de donner un chiffre exact par rapport à la taille des armées. Par exemple, Terry Karl, s'appuyant sur des données du International Institute for Strategic Studies affirme qu'en 1980, il existait au Salvador 16000 soldats (Karl 1994, 27). Par contre, Gabriel Aguilera assure que le nombre était de 7000. Les données qu'il utilise proviennent du même institut.

57 Au Guatemala, le mouvement révolutionnaire a fait des progrès importants au niveau stratégique entre 1979 et 1981. L'arrivée au pouvoir du général Ríos Montt aura comme conséquence une forte augmentation de la violence (Aguilera, 1986: 28).

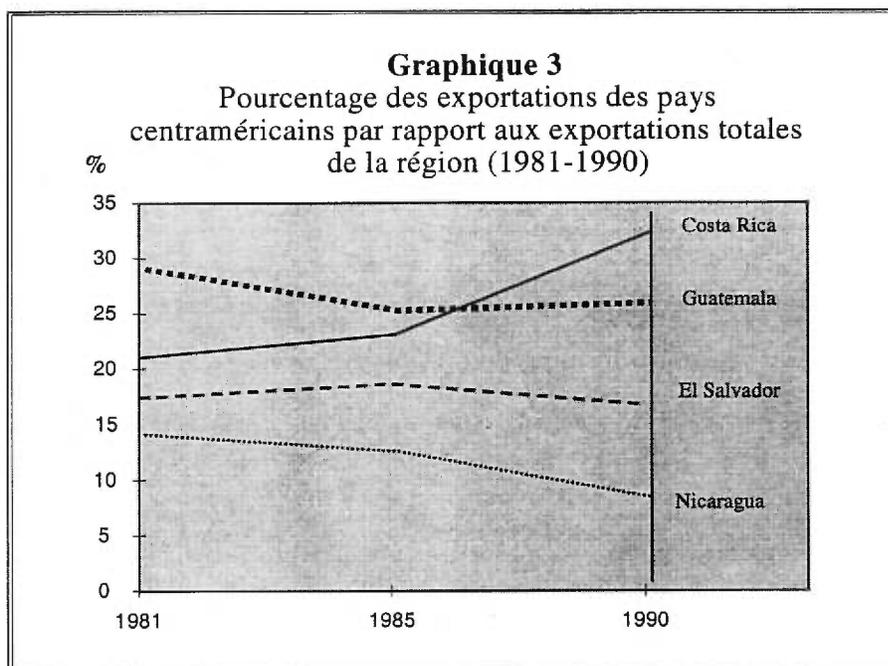


Sources: Terry Karl : « Central America in the Twenty-First century : The prospects for a Democratic Region ». Communication, Helen Kellogg Institute for International Studies of the University of Notre Dame, Indiana, 30 avril au 1^{er} mai 1994 (texte photocopie). p. 27.

Par rapport aux *coûts économiques indirects* des guerres, il faut dire qu'ils ont toujours été difficiles à mesurer. Il s'agit, par exemple, des investissements étrangers qui « ne sont jamais arrivés » (à cause de l'instabilité politique), des ressources économiques perdues comme résultat de la baisse des exportations (perte de production agricole) et des dommages à l'infrastructure productive. Au niveau général, les pertes économiques directes causées par la guerre s'élevaient à 600 millions de dollars américains en 1983 au Salvador, et les pertes indirectes : à 400 millions (White, 1984). Le montant total se situait aux alentours de 6 milliards⁵⁸.

58. Le pays le plus frappé a été le Nicaragua. Selon des estimations, la guerre contre-révolutionnaire (1979-1990) aurait coûté à ce pays 226 millions de dollars américains en dommages physiques et 1194 millions en pertes de production. Au total, la facture s'élève à 18 milliards de dollars américains (Vilas 1994: 156), trois fois plus que la guerre salvadorienne (Karl, 1994).

La part de ces pays dans la production agricole de la région centraméricaine peut nous indiquer, tel que le graphique 3 le démontre, la mesure des dommages infligés aux économies.



Source: Carlos Vilas. 1994. *Mercado, Estados y Revoluciones : Centroamérica 1950-1990*. Mexico: Universidad Nacional Autónoma de Mexico. p. 156.

Comme nous pouvons le constater, la part nicaraguayenne des exportations globales de la région centraméricaine a baissé d'environ 5 points; elle passe de 14,7% en 1981 à 8,90% en 1990. Au Salvador et au Guatemala, il y eut une légère baisse (de 1 à 3 points, selon les cas), tandis que le Costa Rica augmenta son poids dans la région. Cet indicateur est fonctionnel comme point de repère, mais il n'est pas concluant, car le poids des exportations nationales n'est pas seulement le produit de l'absence ou la présence des guerres.

D'une façon générale, en plus des dommages causés par la guerre, la pauvre performance des économies centraméricaines, pendant la décennie 1980, est liée à

l'environnement de crise économique internationale qui a frappé fortement l'ensemble de la région latino-américaine. Le problème se présente parce que les études ne sont pas suffisamment approfondies pour isoler chacune des variables et mesurer de cette manière leur influence⁵⁹.

Selon Stein, entre 1979 et 1985, le PIB salvadorien a diminué d'environ 21%. Le produit per capita a baissé de 50%. Le chômage officiellement reconnu dépassait le 30%. La crise économique externe s'est traduite en une diminution des prix internationaux du sucre, du coton et du café, ce qui a frappé directement l'économie salvadorienne. Ainsi, les ressources provenant de l'exportation du café sont passées de 1 milliard 688 millions de colones en 1979 à 1 milliard 65 millions en 1982. Les exportations de coton ont généré 113 millions en 1982, pratiquement la moitié des 211 millions de 1979. Le gain des ressources à travers les exportations de sucre a suivi une diminution similaire. Ils sont passés de 67,1 millions en 1979 à 39,7 millions en 1982. Cette situation a aggravé la situation économique, qui était déjà compliquée à cause de la guerre (Stein 1986, 196)⁶⁰.

Au niveau régional, nous trouvons un indicateur plus solide qui mesure l'investissement privé (national et étranger) dans les cinq pays centraméricains. Une tendance vers la diminution constante des montants investis pendant la période de guerre apparaît. Tandis qu'en 1950 l'investissement privé représentait entre 70% et 80% de tous les investissements en Amérique centrale, en 1980 ils tombent en dessous de 50%. De plus, les investissements étrangers (30% du total) ont chuté à 8% entre les décennies 1960 et 1970 (Gorostiaga 1986, 126).

59. La crise du début des années 1980, connue comme la « crise de la dette » (augmentation de l'inflation, du chômage, incapacité pour faire face au paiements de la dette externe, diminution du PIB, etc.) a frappé fortement la région centraméricaine. Par exemple, la situation économique du Salvador a reculé de 20 ans et celle du Guatemala d'environ 22 ans (Menjívar et Trejos 1992,42).

60. Des données fiables pour le cas du Guatemala sont très difficiles à obtenir.

Finalement, les *coûts d'opportunité* des guerres civiles font référence aux ressources qui, employées à des fins militaires, auraient servi aux besoins sociaux. Remarquons qu'entre 1980 et 1989, l'Amérique centrale a reçu 1939 millions de dollars américains en « aide (bilatérale et multilatérale) officielle pour le développement ». Les États-Unis ont contribué avec 1061 millions (341,8 entre 1980 et 1984 et 719 entre 1985 et 1989); l'Europe (la Communauté économique européenne; puis l'Union européenne) avec 387 millions (122,2 entre 1980 et 1984 et 265 entre 1985 et 1989); le Japon avec 58,8 millions (14,4 entre 1980 et 1984 et 44,4 entre 1985 et 1989) et le Canada avec 42 millions (17,4 entre 1980 et 1984 et 24,5 entre 1985 et 1989). En ce qui a trait à l'aide multilatérale, l'Amérique centrale a reçu 210 millions de la Banque interaméricaine de développement (BID), 18 millions de la Banque mondiale (BM), 25 millions du Programme de Nations Unies pour le développement (PNUD) et 135 millions en « autre aide multilatérale » (Stahler-Sholk 1998, 34)⁶¹.

Cependant, seules les dépenses militaires du Guatemala et du Salvador entre 1981 et 1990 (3872 millions de dollars américains) ont dépassé en 1933 millions le total « d'aide pour le développement » dirigé vers toute la région centraméricaine entre 1980 et 1989 (1939 millions).

La combinaison des coûts directs, indirects et d'opportunité des guerres civiles ont donné comme résultat un appauvrissement général de toute la région. Ainsi, les différences sociales et économiques entre l'Amérique centrale et l'Amérique latine ont augmenté entre 1970 et 1990. Pendant la période 1970-1980, la pauvreté dans notre région d'étude touchait 63,7% de la population; ce même indicateur était de 35% pour l'Amérique latine, une différence de 28,7 points. Une décennie plus tard, cette différence avait augmenté à 35,6 points; tandis que, pour l'Amérique latine 39,0% de la population vivait en pauvreté, en Amérique centrale c'était 74,6%.

61. L'auteur tire ces chiffres du *Geographical Distribution of Financial Flows to Aid Recipients* (Paris: Organization for Economic Cooperation and Development/Development Assistance Committee, plusieurs années).

L'écart entre les régions a augmenté de 6,9 points. Le tableau II réunit quelques indicateurs économiques qui nous offrent un panorama plus clair de la performance économique et de l'évolution de la pauvreté dans cette région pendant la guerre.

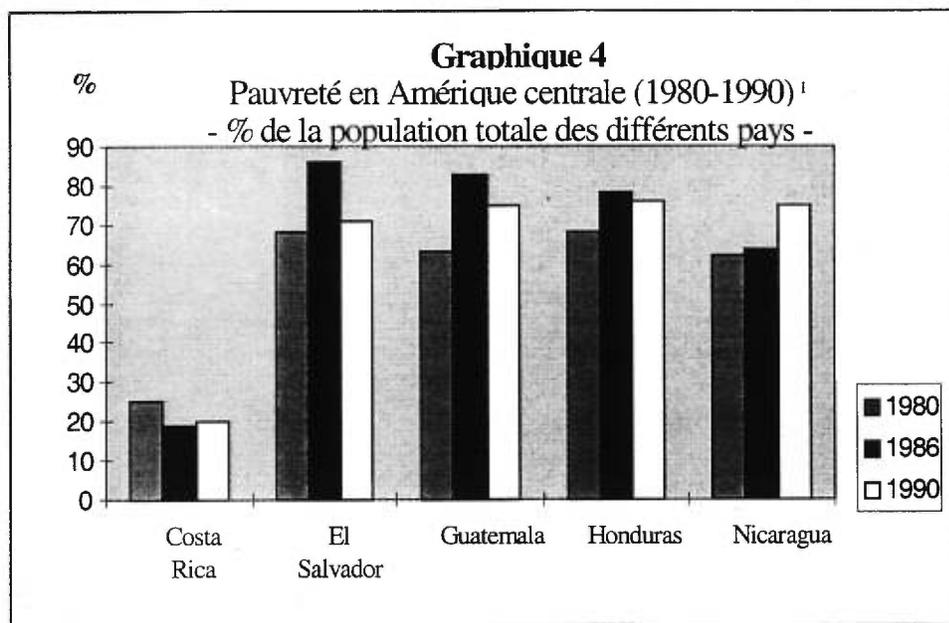
	1970-1980		1980-1990	
	Amérique centrale	Amérique latine	Amérique centrale	Amérique latine
Croissance du PIB (pourcentage annuel moyen)	4,8	5,8	1,0	1,6
Croissance du PIB Per capita (pourcentage annuel moyen)	1,9	3,2	-1,6	-0,5
Croissance dans la production de nourriture Per capita (pourcentage annuel moyen)	0,7	0,9	-0,8 (a)	-0,2 (b)
Pauvreté (pourcentage par rapport à tous les foyers)	63,7	35,0	74,6 (c)	39,0
Chômage (pourcentage de la Population économiquement active)	11,8 (d)	7,0 (e)	14,9 (f)	5,6 (g)

Notes: (a) et (b): 1980-1992; (c): 1985; (d): taux de chômage officiel en 1982; (e): chômage urbain en 1982; (f): taux de chômage officiel en 1989; (g): chômage urbain en 1989.

Source: Terry Karl: « Central America in the Twenty-First century : The prospects for a Democratic Region ». Communication, Helen Kellogg Institute for International Studies of the University of Notre Dame, Indiana, 30 avril au 1^{er} mai (texte photocopié). p. 20⁶².

Le graphique 4 de la page suivante nous montre des chiffres similaires, mais appliqués spécifiquement aux cinq pays centraméricains. La pauvreté est passée de 68% à 71% au Salvador, de 68% à 75% au Guatemala, de 68% à 76% au Honduras et de 62% à 75% au Nicaragua entre 1980 et 1990. Le Costa Rica est le seul cas où la pauvreté a diminué pendant cette période.

62. Sources: UNCTAD, *Handbook of International Trade and Development Statistics 1992* (New York: United Nations 1993), ECLAC, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 1990 Vol. I* (Santiago: United Nations, 1992), IICA/FLACSO, *Centroamérica en cifras* (San José: IICA/FLACSO, 1991).



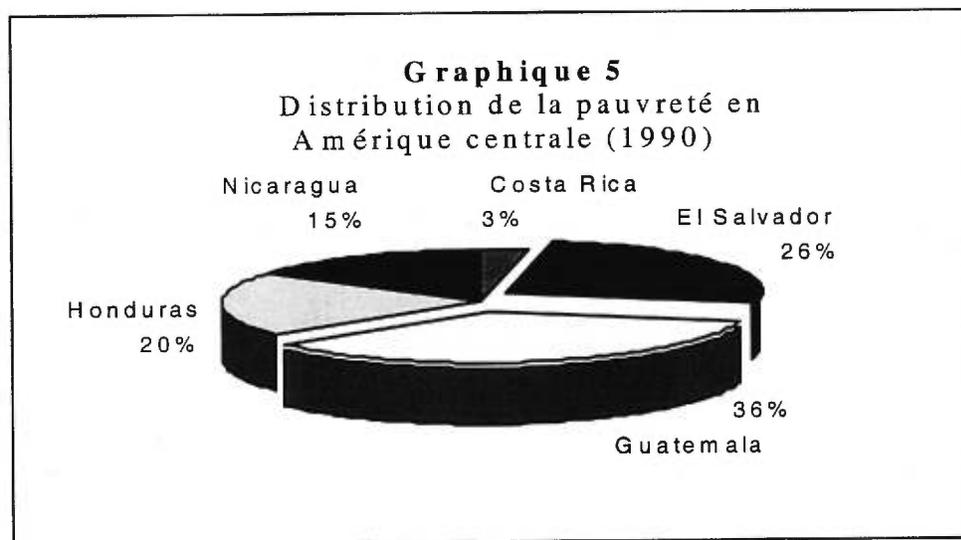
(1): Les chiffres de 1980 et 1990 proviennent de Vilas (1994), qui a basé son étude sur des chiffres de la CEPAL. Les données de 1986 résultent de l'analyse de Menjívar et Trejos (1992), tirés de Trejos y Ramírez (1990), García (1990), Ruíz (1990) Ramos (1990), Perdomo (1990) Villarreal (1990), CEPAL (1990) et l'OIT/PNUD (1988).

Il est vrai que les pays où la pauvreté s'est accentuée le plus, tout au long de la décennie, sont le Nicaragua et le Honduras. Selon les chiffres du graphique 4, dans le premier cas, la croissance a été de 13 points, tandis que dans le deuxième elle fut de 8 points. Néanmoins, il est intéressant de faire ressortir qu'en 1986, un an avant le début (formel) des négociations de paix⁶³, les pays qui avaient les indices de pauvreté les plus hauts en Amérique centrale étaient le Guatemala et le Salvador. Selon Menjí-

63. Le plan de paix « Esquipulas II » (1987) réussit à déclencher les négociations pour la paix. Néanmoins, ce n'est pas la première tentative de pacification de la région centraméricaine. En 1984, les ministres des Affaires étrangères du Mexique, la Colombie, le Venezuela et le Panama ont formé le groupe « Contadora ». Celui-ci concevait la problématique de l'Amérique centrale comme une question d'injustice sociale et de faiblesse des pays et non comme un élément de la guerre froide. Ses postulats étaient: a) le problème centraméricain doit être résolu par des Latino-Américains; b) Contadora est intéressé par les problèmes entre les États et non par les conflits internes de chaque pays; c) Contadora ne peut pas se donner le droit de condamner ou de censurer les attitudes des États centraméricains et d) Contadora cherche seulement une entente de principes généraux, applicables à tous les pays. Le point a) nie l'importance que les États-Unis et l'URSS pouvaient avoir dans la région et le point b) néglige le problème fondamental, soit les guerres civiles internes (Aguilar, 1988: 108). Pour ces raisons, cette tentative a échoué.

var et Trejos, cette année-là elle était de 83% au Guatemala et de 86% au Salvador (Menjívar et Trejos 1992, 66).

Ces données coïncident avec les chiffres sur la distribution de la pauvreté en Amérique centrale en 1990. Tel que nous pouvons le constater dans le graphique 5, les pays où il y avait le plus de pauvres au début de la décennie des années 1990 étaient le Salvador (26%) et le Guatemala (36%) (Vilas 1994, 181).

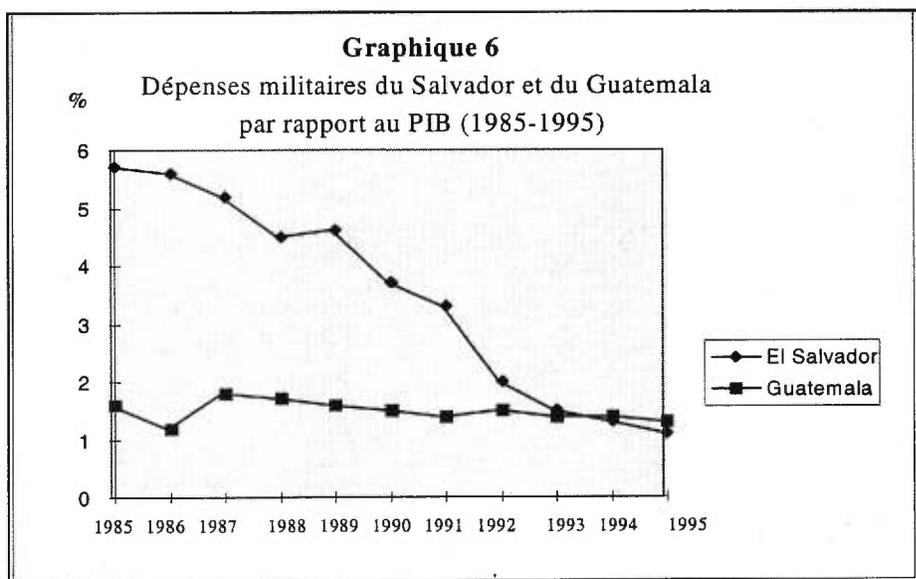


Source: Carlos Vilas. 1994. *Mercado, Estados y Revoluciones : Centroamérica 1950-1990*. Mexico: Universidad Nacional Autónoma de Mexico, p. 181.

Les coûts humains et économiques des conflits n'ont pas suffi à arrêter les guerres au Salvador et Guatemala. Malgré les besoins économiques et l'augmentation des problèmes de distribution de la pauvreté, les ressources destinées à l'achat d'armes et la taille des armées ont continué à grimper pendant la première moitié des années 1980. Néanmoins, à partir de 1985, cette tendance se renverse. Comme nous le verrons, à partir de cette année, nous assistons à une première réduction des choix des acteurs en conflit. Celle-ci n'a pas empêché la poursuite de la guerre, mais elle l'a compliquée.

2. L'augmentation de la dépendance du financement militaire international

Le budget de l'armée guatémaltèque, qui avait augmenté de 34% entre 1979 et 1985, a diminué de 27% pendant la deuxième moitié des années 1980. De la même façon, le budget salvadorien, qui avait grimpé de 100% entre 1979 et 1985, a diminué de 54% entre 1985 et 1992 (Karl 1994, 26). Le tendance se maintient également lorsque l'on tient compte des dépenses militaires des deux pays par rapport au PIB à partir de 1985 (graphique 6). Au Guatemala, nous assistons à un « arrêt de la croissance » des dépenses militaires et au Salvador, à une véritable diminution.



Source: « *Military Expenditures, Armed Forces, GNP, Central Government Expenditures and Population 1985-1995* ». World Military Expenditures and Arms Transfer, US Government Printing Office, 1996.

Cette nouvelle tendance pourrait-elle s'interpréter comme un indicateur du changement de la stratégie des acteurs? Non, dans la mesure où l'aide internationale pour le financement des guerres s'est maintenue, la poursuite des objectifs militaires est restée possible.

Il faut cependant être prudent sur cette question, car il existe une différence fondamentale entre le Salvador et le Guatemala. Dès le début de la guerre salvadorienne, l'armée a reçu un fort financement provenant des États-Unis. Au total, on estime que 69% de toute l'aide militaire américaine accordée à l'Amérique centrale a été dirigée vers le Salvador. Or le Guatemala n'a pas reçu ce type de ressources, en raison des condamnations internationales que ce pays a subies durant le mandat du président américain Jimmy Carter (1976-1980), comme résultat des violations des droits de l'Homme (Vilas 1994, 163).

En ce sens, la situation guatémaltèque était plus précaire, car la guerre civile était financée avec des ressources internes. Fait intéressant à noter, malgré cette différence, le nouveau contexte de crise économique internationale agit de la même façon dans les deux cas.

Vers la moitié des années 1980, la plupart des pays latino-américains avaient déjà commencé l'application des programmes d'ajustement économique. À la suite de la « crise de la dette », les principaux organismes financiers internationaux, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont élaboré des stratégies économiques pour relancer le processus de croissance économique dans les pays moins développés. Le FMI a élaboré des *Programmes de Stabilisation* à court terme, tandis que la BM a établi des *Programmes d'Ajustement Économique* (PAE)⁶⁴.

Ce contexte a produit une réduction de choix pour tous les acteurs latino-américains. Évidemment, les acteurs en conflit au Salvador et au Guatemala, spécifiquement les armées, ont aussi été témoins d'une réduction des choix de financement

64. Les programmes de stabilisation cherchaient à résoudre des problèmes reliés aux balances de paiements et aux taux d'inflation des pays. Les programmes d'Ajustements structurels impliquent un changement de la stratégie de développement. La modification consiste à ouvrir l'économie à la concurrence internationale. De cette façon, il passe d'une stratégie « introvertie » (substitutions des importations) à une extrovertie (promotion des exportations). Pour une discussion plus approfondie, voir Nelson (1990, 4).

militaire. Le besoin d'augmenter les dépenses destinées aux guerres (pour contrôler de cette façon la progression des mouvements révolutionnaires) n'était pas compatible avec la discipline fiscale, la définition de priorités budgétaires et la réforme des taxes. Le cadre révolutionnaire, l'instabilité, l'incertitude politique et le manque de respect de la propriété privée n'attiraient pas les investisseurs étrangers, élément essentiel au « Consensus de Washington »⁶⁵.

Au Salvador, la réduction du financement interne des guerres s'est traduite, dès le début de la crise en 1980, par une augmentation de la dépendance militaire externe. Tandis que le budget militaire interne doublait entre 1979 et 1985, comme nous l'avons déjà remarqué, l'aide militaire internationale a augmenté de 364% seulement entre 1980 et 1983; elle est passé de 63,7 millions de dollars américains en 1980 232 millions en 1983 (Aguilera 1986, 32). Nous assistons donc à un changement dans la structure des sources de financement des dépenses militaires.

Au Guatemala, le même phénomène s'est produit. Dans un premier temps, le financement interne devenait de plus en plus limité en raison des politiques d'ajustement économique. La situation pour l'armée était encore plus critique qu'au Salvador, car elle ne pouvait faire appel à l'aide militaire américaine. Néanmoins, dans un deuxième temps, un élément a fait varier le cours des événements et a évité l'aboutissement d'une situation de jeu à somme nulle. Nous faisons référence à l'ascension au pouvoir, en 1985, d'un président civil, « démocratiquement élu ». Cette élection a entraîné la suspension de l'embargo militaire international imposé au régime oligarchico-militaire guatémaltèque. Désormais, ce pays, en qualité de « nouvelle démocratie », a eu accès à l'aide militaire des États-Unis (Vilas 1994, 163). Il se produit donc un phénomène similaire qu'au Salvador, celui de substitution du financement interne par des ressources externes.

65. Pour une discussion à propos du « Consensus de Washington et des politiques d'ouverture commerciale, voir Gamarra (1994).

Le nouveau contexte économique international d'ajustement structurel n'a pas empêché la poursuite de la guerre. Néanmoins, en relation avec les coûts économiques des conflits (qui rendaient impossible le financement interne), il a créé un environnement où les choix des acteurs sont devenus tellement restreints, qu'une nouvelle réduction de ces choix entraînerait une situation stratégique de jeu à somme nulle. Cette situation, nous l'appelons un *match nul latent*.

Dans la prochaine section, nous verrons comment le changement du rôle des acteurs internationaux a abouti dans un cadre où aucun d'entre eux ne pouvaient continuer à financer la guerre, cela sans avoir vaincu son adversaire.

3. Le rôle des acteurs internationaux et la matérialisation du jeu à somme nulle

Vers la fin des années 1980, une nouvelle réduction des choix se présente. Celle-ci, conséquence directe de la fin de la guerre froide, va matérialiser le match nul latent au Salvador et au Guatemala. Remarquons qu'en Amérique centrale, le rôle des acteurs externes, surtout des États-Unis, a toujours été beaucoup plus important qu'ailleurs. La proximité géographique, combinée au sous-développement de la région centraméricaine, a produit une vulnérabilité historique par rapport aux acteurs externes (Karl 1994, 16).

Comme nous le verrons, la stratégie des acteurs internationaux n'explique pas seulement la poursuite de la logique de la guerre pendant une période déterminée. Elle fournit aussi les éléments nécessaires pour comprendre pourquoi la logique militaire est devenue insoutenable.

3.1 Naissance et déclin de la « doctrine Reagan »

L'influence des États-Unis dans la région centraméricaine est le premier élément qui nous aidera à comprendre l'évolution stratégique des acteurs en conflit. Il faut remarquer, cependant, que cette influence ne s'est pas limitée aux années de guerre civile.

Dès le début du XX^e siècle, le Nicaragua est devenu l'axe du pouvoir américain dans la région. L'intervention étatsunienne de 1930, visant le blocage du mouvement révolutionnaire d'Augusto César Sandino, a rendu possible l'instauration d'un régime entièrement pro-américain. La dictature d'Anastasio Somoza s'est transformée, ainsi, en un véritable bras protecteur des besoins économiques, politiques et stratégiques américains dans la région centraméricaine⁶⁶. Ce n'est pas par hasard si Somoza a été impliqué dans les troubles du gouvernement costaricien de Teodoro Picado (1944-1948) pendant la guerre civile de 1948, dans les invasions militaires contre le Costa Rica en 1949 et en 1955, dans la chute d'Arbaenz et l'instauration du gouvernement de Castillo Armas (1954-1957) au Guatemala et même dans la préparation pour l'invasion de « Bahía de cochinos » (« Baie des Cochons ») en 1961 (Cerdas 1986, 175).

Le 19 juillet 1979, comme résultat de la victoire du FSLN, les États-Unis perdent cet axe de pouvoir⁶⁷. La chute de la dictature de Somoza n'a fait qu'augmenter les questionnements sur la politique américaine suivie sous le gouvernement de Jim-

66. L'intervention des marins américains fut le premier pas vers l'élaboration de la « Guardia Nacional » (« Garde Nationale ») qui n'a pas seulement causé l'affaiblissement du mouvement de Sandino, mais qui a permis la consolidation du régime de Somoza (Cerdas 1984, 180).

67 Cette affaire s'inscrit dans une tendance d'affaiblissement général de l'hégémonie américaine pendant la décennie 1970. Au niveau économique, les Américains ont assisté à une croissance de la concurrence commerciale en provenance des autres parties du monde (comme l'Europe de l'Ouest, le Japon et l'Union soviétique). Les États-Unis font aussi face à l'apparition de deux « Nouveaux pays industriels » (NPI) en Amérique latine: le Brésil et le Mexique. De plus, au niveau militaire, les États-Unis vivaient le « syndrome du Viêt-nam » en raison de la faillite de l'intervention militaire américaine dans ce pays. Pour une discussion plus en profondeur, voir Hamilton et Pastor, Jr. 1988, 3).

my Carter. La critique principale, résumée dans l'expression « We lost Nicaragua », explique en bonne partie la redéfinition de la politique stratégique des États-Unis à partir de l'ascension au pouvoir de Ronald Reagan, en 1980. La nouvelle vision néo-conservatrice, connue comme la « doctrine Reagan », aura pour objectif d'assurer le rôle de superpuissance des États-Unis dans la logique de confrontation entre l'Est et l'Ouest (guerre froide), à travers quatre objectifs spécifiques (Barry *et al.* 1988, 79):

- Promouvoir et appuyer, de façon implicite ou explicite, toute armée qui s'oppose aux mouvements révolutionnaires dans les pays moins développés.
- Intervenir dans toute situation qui est potentiellement révolutionnaire et préserver les caractéristiques des gouvernements qui étaient en place.
- Développer une campagne antiterroriste.
- Maintenir une menace constante d'intervention militaire massive américaine dans des situations révolutionnaires qualifiées comme « vulnérables ».

En Amérique centrale, la « doctrine Reagan » a déployé deux stratégies. Premièrement, elle a promu une guerre qui consistait à appuyer le mouvement révolutionnaire nicaraguayen opposé au nouveau gouvernement gauchiste et à soutenir les régimes du Salvador et du Guatemala contre l'avance du FMLN et de l'URNG (guerre de « basse intensité »)⁶⁸. Deuxièmement, elle a favorisé la réalisation de processus électoraux comme moyen de légitimation des régimes nationaux (les démocraties de « basse intensité » auxquelles nous faisons référence auparavant).

68. Le concept de « guerre de basse intensité » s'inscrit dans le contexte de guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. Selon cette logique, le conflit peut varier selon plusieurs degrés « d'intensité ». Ceux-ci s'étendent du maximum (la guerre nucléaire entre les deux superpuissances) jusqu'au minimum (conflits locaux entre les armées et les mouvements révolutionnaires). Les « guerres de basse intensité » font référence à des conflits conventionnels à « petite échelle » en termes de quantité et de capacité destructive des armements utilisés et de troupes déployées. L'aide militaire des États-Unis cherchait à épuiser les forces révolutionnaires ou les gouvernements « ennemis » (selon les cas) par le biais de pressions militaires, politiques et diplomatiques (Barry *et al.* 1988, 79-82).

Ainsi, le gouvernement sandiniste au Nicaragua (1979-1990) et les mouvements révolutionnaires du Salvador et du Guatemala furent définis comme des menaces pour la sécurité interne des États-Unis. Les Américains ont planifié une série d'actions visant à accroître la dépendance militaire, économique et politique envers eux dans les pays de la région centraméricaine (Barry *et al.* 1988, 88). Cela explique l'augmentation de la dépendance à l'égard du financement militaire que nous analysons dans la section précédente.

Au Salvador, le succès de la stratégie révolutionnaire, qui donnait au FMLN le contrôle du tiers du territoire salvadorien en 1983, a justifié l'intervention des États-Unis, non seulement au niveau du financement militaire, mais aussi en changeant les structures de l'armée. Ainsi, elle a été adaptée aux objectifs américains, en doublant les brigades, en formant des unités de « localisation et destruction », en renforçant les unités d'hélicoptère et autres (Barry *et al.* 1988, 87).

En ce qui a trait au Guatemala, le gouvernement Reagan a considéré deux positions. D'une part, un secteur argumentait que la stratégie de Carter avait été naïve en essayant de changer une situation de violence inhérente à l'évolution historique du pays (il fallait tolérer la répression et aider militairement le gouvernement de Lucas García, 1978-1982). D'autre part, un autre groupe admettait que le degré de violence était intolérable, mais que la façon pour introduire les changements n'était pas les pressions diplomatiques (stratégie suivie par Carter) mais plutôt de « dialoguer » et de tenter de convaincre le gouvernement. Dans ce cas, un rapprochement entre les pays (qui incluait l'aide militaire) était prévu (Gleijeses, 1984: 132-134). En fait, les deux alternatives passaient par un soutien du régime guatémaltèque, ce qui ouvrait les portes au financement militaire. Toutefois, l'intervention des États-Unis fut beaucoup plus claire au Salvador qu'au Guatemala.

Le deuxième élément de la stratégie américaine, l'instauration de régimes « démocratiques », visait à augmenter l'appui externe aux mouvements contre-révolutionnaires. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces processus ont justifié l'arrivée d'une grande quantité de ressources militaires provenant des États-Unis, ce qui a permis la poursuite des guerres. Compte tenu de l'absence de la participation de l'opposition, ces processus électoraux ont été incapables de canaliser le conflit vers un contexte pacifique, empêchant ainsi la mise en place des conditions nécessaires au déclenchement du processus de démocratisation (Karl 1988, 187).

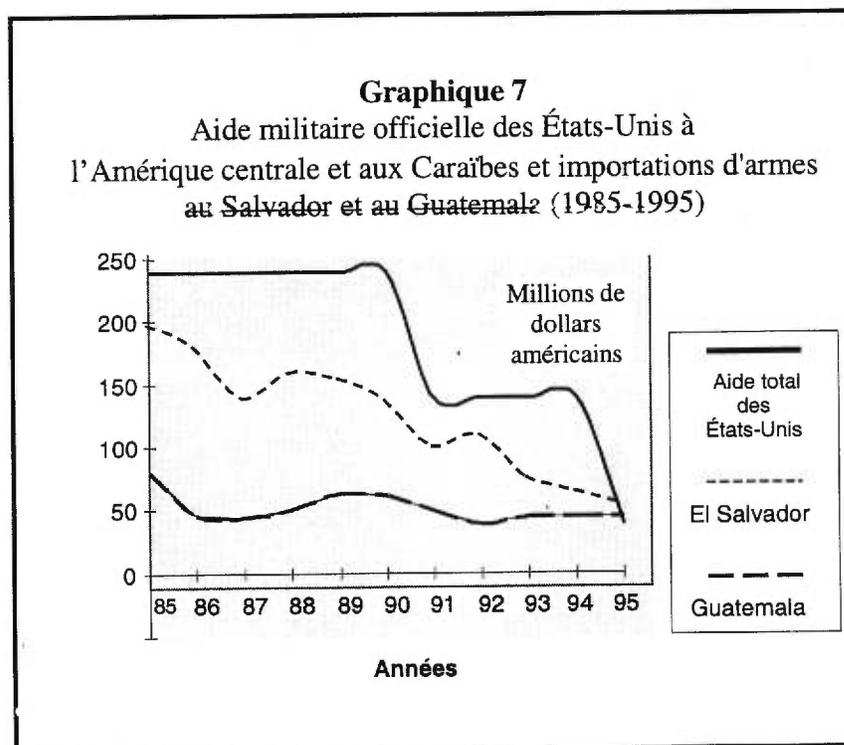
Le premier point d'affaiblissement de la doctrine Reagan arriva en 1986, avec l'affaire « Iran-Contras ». Celle-ci a produit une première remise en question de la politique américaine. Dorénavant, la vision selon laquelle la sécurité nationale des États-Unis devait être conçue en termes d'une victoire politique, idéologique et militaire totale entra dans un processus de révision (Aguilar 1988, 111). Comme résultat immédiat, la croissance de l'aide militaire s'arrêta; à partir de ce moment, elle resta constante.

Néanmoins, le fait qui modifie la position des États-Unis envers la région centraméricaine est l'instauration, en 1988, du nouveau gouvernement de George Bush (1988-1992). Premièrement, le président Bush suspend l'aide militaire au mouvement révolutionnaire du Nicaragua, en autorisant seulement de l'aide « humanitaire ». Deuxièmement, en 1990, il se prononce en faveur d'une approche de « peacekeeping » en Amérique centrale⁶⁹. Celle-ci ne serait pas, selon lui, contraire à la politique de sécurité des États-Unis (Child 1992, 68).

69. Le « peacekeeping » est perçu comme un processus de pacification favorisé par un « troisième partenaire », qui a une position neutre entre les deux adversaires. En Amérique centrale, l'approche a inclut des stratégies pour l'insertion des ex-combattants dans la vie politique de leurs pays, la vérification des processus électoraux, des enquêtes de la violation des droits de l'Homme et autres (Child 1998, 3). Parmi ses tactiques, nous retrouvons la négociation, la médiation, l'amélioration, l'arbitrage et la conciliation (Child 1992, 3). Cette stratégie est utilisée pour arrêter des guerres civiles ou des conflits entre pouvoirs mineurs. Celle-ci peut avoir lieu seulement avec la permission des parties en conflit et elle ne peut pas utiliser la violence (Mearsheimer 1994-1995, 34).

Le graphique 7 est construit à partir des chiffres officiels du gouvernement américain sur l'aide militaire à la région centraméricaine et aux Caraïbes. Les données correspondent au contexte que nous venons d'analyser. Premièrement, nous remarquons un arrêt de la croissance entre 1986 et 1990, puis une diminution à partir de 1991. De plus, les chiffres concordent avec les importations d'armes au Salvador et confirment une relation plus faible dans le cas guatémaltèque, même si les chiffres demeurent cohérents avec la tendance générale (en 1991, les importations d'armes chutent de 100% et elles passent de 23 millions de dollars américains à 11 millions).

Remarquons aussi que, curieusement, les importations d'armes au Guatemala et au Salvador suivent un comportement pratiquement identique pendant la deuxième moitié des années 1980. Premièrement, nous assistons à une diminution jusqu'à 1987. Deuxièmement, une inversion de la tendance entre 1987 et 1988 (pour le Salvador) et entre 1987 et 1989 (pour le Guatemala).



Source: *World Military Expenditures and Arms Transfers* (1996). Les chiffres sont calculés sur la base de dollars constants de 1995. p. 72 et 158.

En 1991, un an avant la signature du pacte de paix au Salvador, les dépenses militaires per capita étaient de 44 dollars américains, c'est-à-dire, 58% de ce qu'elles étaient en 1985 (75 dollars). Également, un an avant l'aboutissement du pacte de paix guatémaltèque, en 1995, ce montant était de 17 dollars ou 80% des 21 dollars per capita dépensés en 1985 (*World Military Expenditures and Arms Transfers* 1996, 72).

Pour les armées des deux pays et surtout pour celle du Salvador, la situation de jeu à somme nulle se présente comme une conséquence de la chute de l'appui des États-Unis dès la fin des années 1980. Au Salvador, l'institution militaire n'a pas réussi à vaincre son adversaire et elle a cessé de recevoir le financement militaire externe indispensable pour acheter l'équipement de guerre. Au Guatemala, l'armée était moins dépendante de l'aide militaire externe, mais cela n'a pas empêché l'accumulation des coûts économiques et humains de la guerre, rendant certainement de plus en plus insoutenable la poursuite de la logique de guerre. Dans les deux cas, l'étroite situation économique interne a empêché la substitution des ressources externes par le financement interne.

3.2 La chute du bloc de l'Est et la crise d'identité des mouvements révolutionnaires

Il a toujours été difficile de déterminer si l'URSS a aidé directement ou non les mouvements révolutionnaires du Salvador et du Guatemala. Certains auteurs affirment que cet argument a surtout servi à justifier l'intervention des États-Unis dans la région centraméricaine. Il est cependant évident qu'une influence indirecte idéologique a existé. En ce sens, l'exemple de la révolution cubaine et le modèle nicaraguayen sont devenus des idéaux types régionaux pour le FMLN et l'URNG. Remarquons que les gouvernements de Fidel Castro (Cuba) et de Daniel Ortega (Nicaragua) ont reçu de l'aide économique et militaire directe de l'URSS. Dans ce dernier cas, l'aide économique provenant du bloc socialiste a atteint l'équivalent à 215 millions de dollars américains entre 1979 et 1986. Ces ressources visaient, entre autres, à contre-

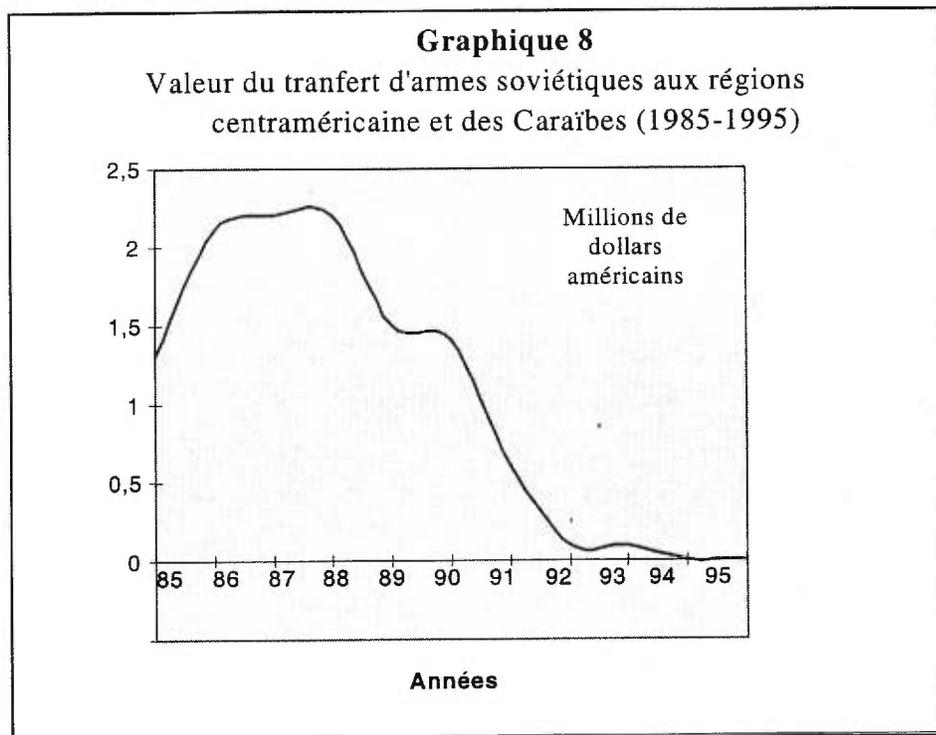
carrer les effets de l'embargo commercial imposé par les États-Unis au Nicaragua en 1985⁷⁰ (Stahler-Sholk 1998, 23).

Dès la fin des années 1980, en raison du climat de détente (dans le cadre de la guerre froide) et des problèmes économiques internes, l'URSS annonce la suspension de l'aide militaire au Nicaragua et l'appui aux négociations pour la paix (Stalher-Sholk 1998, 23). Gorbatchev énonce une politique de support à la création des zones de paix dans plusieurs parties du monde (entre elles, en Amérique centrale) et envoie des signaux univoques indiquant que l'établissement de bonnes relations avec les États-Unis sera un objectif plus important que le soutien de certains gouvernements des pays moins développés (Child 1992, 68-69).

Selon les données des agences militaires américaines, le transfert d'armes soviétiques (et russes) vers l'Amérique centrale et les Caraïbes aurait atteint 11,6 milliards de dollars américains entre 1985 et 1995. Ainsi, la tendance à l'augmentation de l'aide militaire entre 1986 et 1988 et, ensuite, sa diminution à partir de 1989, se confirme. Tel que le graphique 8 de la page suivante le démontre, l'année 1990 marque une chute importante dans les flux de fonds. En ce sens, la tendance est identique à celle du financement des États-Unis.

En 1989, les gouvernements des États-Unis et de l'URSS déclarent à l'ONU la fin de la « guerre froide ». Ils envoient un appel à la protection des droits humains et à la défense de la paix en renforçant les capacités d'intervention de l'ONU. Le représentant soviétique se prononce en faveur de la création de forces de « peacekeeping » qui seraient en mesure de répondre rapidement aux situations de conflit (Child 1992, 69).

70. Par rapport à l'aide militaire, le département de la Défense des États-Unis estime qu'entre 1986 et 1988, années où la guerre nicaraguayenne fut plus intense, le transfert d'armements aurait atteint une valeur de 500 millions de dollars américains par année (Stahler-Sholk, 1998: 24). Selon Aguilera, les



Source: *World Military Expenditures and Arms Transfers*, 1996. p. 158.

Pour le FMLN et l'URNG, la crise globale du marxisme comme théorie sociale, le questionnement du socialisme politique, la chute des « démocraties populaires » et l'effondrement de l'URSS en 1991 se sont traduits par une perte d'identité (Torres-Rivas 1996, 86-87). Au début des années 1990, le gouvernement de Fidel Castro commence à être isolé par rapport à la communauté internationale et le régime sandiniste abandonne le pouvoir, quand Violeta Chamorro emporte les élections nicaraguayennes de 1990.

principaux pays socialistes qui ont dirigé des ressources vers la région centraméricaine étaient l'URSS, la République démocratique allemande et le Cuba (Aguilera 1986, 30).

3.3 L'écroulement de la réputation des régimes autoritaires et l'ascendance du prestige démocratique

Il existe une série d'acteurs internationaux dont l'influence n'a pas été aussi importante que celle des États-Unis et de l'URSS, mais qui, toutefois, restent des pays à considérer.

Le premier cas est celui de l'Argentine. En suivant la « doctrine de sécurité nationale », le gouvernement militaire argentin a appuyé les opérations contre-révolutionnaires au Salvador et au Guatemala au cours de la décennie 1970 et début des années 1980 (Armony 1997). Ce pays, comme Taiwan et Israël, a dirigé de l'aide militaire vers le gouvernement guatémaltèque lorsque les États-Unis ont suspendu les flux en raison des violations des droits de l'Homme. Ainsi, Israël a rendu possible le remplacement de l'équipement militaire de l'armée guatémaltèque en 1980. Quant à Taiwan, il demeure, encore en 1997, une importante source de financement pour le développement du Guatemala, après les États-Unis, le Japon et l'Union européenne (Stahler-Sholk 1998, 30). L'Argentine entra dans une phase de transition vers la démocratie dès 1982. Elle fait partie des pays qui ont amorcé des processus de transformation dans la Troisième vague de démocratisation.

Un des résultats de l'instauration de régimes démocratiquement élus est la légitimation de la démocratie comme meilleure forme de gouvernement⁷¹. En ce sens, même dans un cas comme le Guatemala, où l'armée dépendait beaucoup moins de l'aide militaire internationale, la poursuite de la guerre est devenue impossible. Dans le nouveau contexte régional caractérisé par la chute du général Manuel Antonio Noriega au Panama (1989), par la réalisation d'élections au Nicaragua en 1990 et par la signature d'un pacte de paix au Salvador en 1992, la réduction des choix des acteurs

71. Certains auteurs parlent même de « l'universalisation » du régime démocratique libéral. Voir Francis Fukuyama (1992).

guatémaltèques fut totale. Dans ce pays, le voie démocratique est devenue aussi la seule issue viable. L'exemple le plus clair est l'échec de « l'auto-coup d'État » de Jorge Serrano le 25 mai 1993. Cette tentative a provoqué immédiatement la condamnation des États-Unis et de l'UE et la menace de suspendre toute aide bilatérale et multilatérale (Jonas 1995, 35)⁷². Même le gouvernement d'Alberto Fujimori a maintenu ses distances par rapport à ce cas. Dans un contexte d'isolement internationale, les acteurs guatémaltèques n'eurent d'autre choix que d'avancer vers la signature du pacte de paix.

Donc, le jeu à somme nulle au Salvador et au Guatemala est le résultat d'une combinaison de contraintes historiques internes et externes. Au niveau interne, les coûts économiques et humains des guerres ont atteint un degré insoutenable. Au niveau externe, la fin de la guerre froide, l'écroulement de la réputation des régimes non démocratiques et la croissance du prestige de la démocratie favorisèrent les négociations pour l'obtention de la paix.

Bien entendu, ces variables n'ont pas un poids identique dans les deux cas. Au Salvador, la chute du financement militaire américain a été beaucoup plus importante qu'au Guatemala, où l'armée était économiquement plus autonome. Également, l'écroulement de la réputation des régimes non démocratiques et le nouveau contexte centraméricain se traduisit en une énorme pression pour le gouvernement guatémaltèque. Ce qui est important de faire ressortir, c'est que, dans les deux cas, les mêmes contraintes sont présentes.

72. Cet élément n'est pas la seule cause de l'échec de l'auto-coup d'État guatémaltèque. En plus de la réaction internationale, la tentative autoritaire de Serrano fut repoussée par la société civile, qui a réussi à s'unir pour empêcher la rupture de l'ordre constitutionnel. D'autre part, l'armée s'est divisée (ou les *hard liners* ont changé d'opinion), en affaiblissant de cette façon la base du pouvoir de Serrano (Jonas 1995, 35-36).

Le processus d'élaboration du pacte de paix n'a pas été facile. L'intervention de certaines organisations internationales, principalement de l'ONU, fut fondamentale pour guider le processus de modération des extrêmes⁷³.

Le déplacement idéologique des extrêmes commença en 1989 pour le Salvador et en 1991 pour le Guatemala. Dès 1987, dans le plan « Esquipulas II », les présidents des cinq pays centraméricains s'engageaient à déclencher un processus de pacification⁷⁴. Cependant, en 1989, la radicalisation des acteurs salvadoriens, par exemple, était encore présente. Pendant la réunion des présidents centraméricains à Coronado (Costa Rica), les chefs d'État ont établi un parallélisme entre les « contras » et le FMLN. Ce fait provoqua une violente réaction du FMLN, qui refusait de commencer les négociations pour la paix (Child 1992, 83).

Le véritable rapprochement des armées et des guérillas fut possible grâce à l'intervention de l'ONU. Celle-ci déploya, d'une part, ses programmes habituels, tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'ACNUR,

73. Au niveau théorique, plusieurs approches sont apparues pour essayer de saisir le sujet de la sécurité internationale après la fin de la guerre froide. D'une part, nous trouvons *l'institutionnalisme libéral*, selon lequel les institutions internationales favoriseraient la coopération internationale. Elles ne vont pas seulement se transformer en outils politiques, mais elles seront capables d'influencer et d'imposer des contraintes aux États (Karns et Mingst 1990, 266). D'autre part, la *théorie critique* tend à la conformation d'une « communauté internationale » qui remplacerait « l'ordre anarchique » actuel. Finalement, l'approche de la *sécurité collective* a développé le concept « peacekeeping » et de la « concertation » (la négociation entre puissances pour établir des sphères d'influence) (Mearsheimer 1994, 35). Dans les cas du Salvador et du Guatemala, le « peacekeeping » s'est montré assez efficace par rapport à ses objectifs: l'arrêt de la guerre ou le blocage d'une situation qui pourrait aboutir à la guerre.

74. L'accord inclut 11 points: a) le déclenchement d'un processus de réconciliation nationale, à travers le « dialogue », le décret d'une amnistie et la mise en place d'une « commission de réconciliation; b) un appel à l'arrêt de la guerre; c) une transition vers la démocratie, comme moyen pour protéger les droits de l'Homme; d) la réalisation d'élections libres, d'une forme simultanée dans toute la région centraméricaine; e) l'arrêt de l'aide militaire internationale aux mouvements révolutionnaires ou à d'autres acteurs; f) la défense d'utiliser le territoire d'un pays pour agresser un autre pays; 7) la vérification, le contrôle et la limitation des armements; 8) la déclaration de « priorité régionale » du problème des réfugiés et des « desplazados »; 9) « coopération, démocratie et liberté pour la paix et paix pour le développement »; 10) Vérification et surveillance internationale et 11) l'établissement d'un calendrier pour exécuter les engagements (Procedimiento para el Establecimiento de la Paz Firme y Duradera, 1987).

l'Organisation économique, sociale et culturelle (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). En plus, l'ONU a mis sur place plusieurs programmes spécifiques, soit (Child 1998, 1):

- ONUCA⁷⁵ : Observadores de Naciones Unidas en Centroamérica (« Observateurs des Nations Unies en Amérique centrale »);
- ONUVEN : Misión de Observadores de Naciones Unidas en Verificación de Elecciones en Nicaragua (« Mission d'Observateurs des Nations Unies en vérification des élections au Nicaragua »);
- ONUSAL : Misión de Observadores de Naciones Unidas en El Salvador (« Mission d'Observateurs des Nations Unies au Salvador »);
- MINIGUA : Misión de Naciones Unidas en Guatemala (« Mission des Nations Unies au Guatemala »).

ONUSAL a été créé en 1991, en raison de l'accord sur les droits de l'Homme signé par le gouvernement salvadorien et le FMLN à San José en 1990. Son objectif principal était de surveiller le respect de cet accord. Son mandat fut élargi en 1992, à la suite de la signature du pacte de paix. Dorénavant, sa mission sera aussi de vérifier tous les aspects de « l'arrêt » de la guerre (« cese del fuego ») et d'aider à maintenir l'ordre public. En 1993, un nouvel objectif lui a été confié : la surveillance du processus électoral de 1994. Ainsi, ONUSAL était formé par quatre composants : la division des droits de l'Homme, la division militaire, la division de la police⁷⁶ et la division électorale. ONUSAL a terminé sa mission en 1994 (Site Internet de l'ONU).

75. L'ONUCA fut créé le 7 novembre de 1989. Sa mission était de surveiller l'arrêt de l'aide aux forces « irrégulières » et ou mouvements révolutionnaires, et de surveiller le principe de non-utilisation du territoire d'un pays contre un autre État. Pour une analyse plus spécifique, voir Child (1998, 5-11).

76. Un des principaux éléments du pacte de paix était la création d'une « nouvelle police » qui remplacerait les vieilles structures militaires de sécurité. Nous reviendrons sur ce sujet au troisième chapitre. Pour l'instant, il est important de faire ressortir qu'ONUSAL a supervisé l'instauration de la « Police Transitoire Auxiliaire » qui a fonctionné entre octobre 1992 et juillet 1993 (Site Internet des Nations Unies).

L'intervention de l'ONU, dans le cas du Salvador, a permis au FMLN et à l'armée de s'éloigner de leurs positions extrêmes respectives pour arriver au « centre idéologique » et permettre la signature du pacte de paix;

« Without the United Nations, there would have been no peace process, and perhaps not even any negotiations. They managed to move both sides together, build trust between us and reach an agreement that was complex. And, because of their credibility, they were able to carry out the verification » (Child 1998, 12).

Le point de départ du processus de négociation salvadorien a été le cadre de guerre civile, où les deux acteurs en conflit étaient convaincus d'obtenir la victoire militaire. Cependant, le rapprochement idéologique fut moins difficile que prévu, car le succès d'ONUCA et la fin de la guerre froide ont favorisé les négociations entre l'armée et le FMLN (Child, 1998)

Le pacte de paix salvadorien est la représentation du virage stratégique de ces deux acteurs. D'une part, la guérilla accepte de « disparaître » comme mouvement révolutionnaire et d'institutionnaliser le conflit politique dans un nouveau régime en transition. D'autre part, l'armée convient de devenir une institution de l'État, éliminant ainsi son caractère d'acteur autonome. Ce virage s'exprime ainsi: un processus de démilitarisation et le déclenchement d'une transition démocratique (Córdova, 1996: 71). Le premier élément est une concession de l'armée, tandis que le second permettra au FMLN d'institutionnaliser le conflit. Les deux permettront la matérialisation de la première phase de la transition vers la démocratie, autrement dit, la libéralisation du régime non démocratique. Le but du pacte est de « ... finir le conflit par la voie politique, pour favoriser une démocratisation du pays et garantir le respect des droits de l'Homme » (Accord de Chapultepec 1992, 1).

Au Guatemala, le processus a été plus compliqué parce que la position initiale des acteurs, en plus d'être radicalisée, était aussi inflexible. En 1995 et 1996, l'armée

croyait encore être en mesure d'obtenir une victoire militaire, même si elle acceptait que les coûts humains de la guerre pouvaient s'élever encore plus (Child 1998, 2).

MINIGUA a été créé par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1994. Comme dans le cas du Salvador, le projet s'inscrivait dans une vision de peace-keeping. Mais au Guatemala, la mission a inclus des experts juridiques et des spécialistes en affaires indigènes. Sa mission fut de vérifier, dans un premier temps, les accords de paix partiels signés par le gouvernement et l'URNG (par exemple, l'Accord sur les droits de l'Homme, sur les réfugiés, sur les fonctions d'une armée, etc.) et, à partir de 1997, le respect du pacte de paix signé en décembre 1996 (Site Internet de l'ONU)⁷⁷.

L'obstacle principal dans le processus de négociation pour la paix a été précisément le point central des pactes de paix: l'échange des garanties qui permettraient au guérilla de s'introduire dans le nouveau régime en transition *si* l'armée acceptait un processus de démilitarisation (Child 1998, 19-22). En ce sens, la modération

77. Le pacte de paix signé par le gouvernement du Guatemala et l'URNG est en réalité la ratification de dix accords partiels souscrits par ces acteurs entre le 20 mars 1994 et le 29 décembre 1996. Ceux-ci sont: a) Acuerdo Global sobre Derechos Humanos (Accord global sur les droits de l'Homme), signé le 29 mars 1994 au Mexique; b) Acuerdo para el Reasentamiento de las Poblaciones Desarraigadas por el Conflicto Armado (Accord pour le retour de la population « desarraigada » par le conflit armé), signé le 17 juin 1994, à Oslo; c) Acuerdo sobre el Establecimiento de la Comisión para el Esclarecimiento Histórico de las Violaciones de los Derechos Humanos y los Hechos de Violencia que han Causado Sufrimiento a la Población guatemalteca (Accord sur l'établissement de la commission de clarification historique des violations des droits de l'Homme et des actes violents qui ont causé de la souffrance à la population du Guatemala), signé le 23 juillet 1997 à Oslo; d) Acuerdo sobre la identidad y derechos de los pueblos indígenas (Accord sur l'identité et les droits des peuples indigènes), signé au Mexique, le 31 mars 1995; e) Acuerdo sobre aspectos socioeconómicos y situación agraria (Accord sur les aspects socio-économiques et sur la situation agraire), signé le 6 mai 1996 au Mexique; f) Acuerdo sobre el Fortalecimiento del poder civil y función del Ejército en una sociedad democrática (Accord sur le renforcement du pouvoir civil et sur la fonction de l'armée dans une société démocratique), Mexique, le 19 septembre 1996; g) Acuerdo sobre el definitivo cese del fuego (Accord sur l'arrêt définitif de la guerre), signé le 4 décembre 1996 à Oslo; h) Acuerdo sobre Reformas constitucionales y régimen electoral (Accord sur les réformes constitutionnelles et les réformes électorales), Estocolmo, le 7 décembre 1996; i) Acuerdo sobre Bases para la Incorporación de la URNG a la legalidad (Accord sur l'incorporation de l'URNG à la légalité), signé le 12 décembre 1996 à Madrid et j) Acuerdo sobre el Cronograma para la Implementación, Cumplimiento y Verificación de los Acuerdos de Paz (Accord

idéologique des acteurs, à cause de la présence d'un conflit ethnique dans la guerre civile guatémaltèque, a été beaucoup plus difficile⁷⁸.

En plus de la radicalisation interne, un élément externe tout à fait particulier a fait obstacle à MINIGUA. La République populaire de Chine a apposé son veto au Conseil de Sécurité de l'ONU. Cette action empêcha l'envoi de 155 observateurs militaires au Guatemala qui devaient surveiller le processus de paix⁷⁹.

Néanmoins, malgré les différences entre les deux cas, la relation entre la *transition de la guerre à la paix* et la *transition de l'autoritarisme vers la démocratie* se présente clairement. Celle-ci opère de la même façon au Salvador et au Guatemala.

Premièrement, la transition de la guerre à la paix se divise en deux étapes : la phase des négociations pour la paix et la période de l'exécution des pactes de paix. Le point qui divise les deux étapes est la signature du pacte. La première phase n'est que le processus que nous avons appelé « modération » des extrêmes. Elle permettra la signature du pacte qui, à son tour, « formalisera » la réduction de l'incertitude (qui a été négociée pendant cette période). Cela équivaut à affirmer que le pacte matérialise les conditions de *libéralisation démocratique* des régimes non démocratiques. En effet, le pacte de paix donne à l'opposition, les garanties suffisantes pour permettre leur participation *politique* au nouveau régime en transition. En ce sens, le pacte devient le *point du rupture* qui indique la finalisation de la première phase du processus de négociation pour la paix et le début de la transition vers la démocratie (telle qu'elle est conçue par la littérature classique).

78. Il est reconnu que les conflits contenant des clivages ethniques sont plus difficiles à résoudre (Wood 1998, 30).

79. La République populaire de Chine a sans doute agit de cette façon en représailles au fait que le Guatemala a reconnu Taiwan comme État indépendant (rappelons que ce pays est l'un des États qui aident le plus le Guatemala) (Child 1998, 22).

Deuxièmement, puisque aucun des acteurs n'a été capable de vaincre son adversaire et que la logique de guerre ne faisait plus partie des choix possibles, la voie démocratique a été choisie pour « se sortir de la situation ». Le régime démocratique est le seul système qui puisse tolérer l'existence de deux acteurs idéologiquement différents. Les acteurs en conflit sont arrivés à la conclusion que la seule manière d'assurer la paix à long terme passait par le biais de la démocratisation du régime.

TROISIÈME CHAPITRE

LES PACTES DE PAIX COMME MOYEN DE PACIFICATION

La tentative pour surmonter l'héritage des régimes oligarchico-militaires

Les pactes de paix tentent de résoudre le problème qui a provoqué l'émergence des mouvements révolutionnaires, c'est-à-dire le caractère fermé des régimes oligarchico-militaires, qui ont rejeté toutes les demandes de changement social et politique. Par exemple au Guatemala, où le conflit ethnique est un problème fondamental, « l'Accord sur l'identité et droits des peuples indigènes » constitue un instrument juridique important de pacification. Le gouvernement a accepté l'idée que les ethnies formant le Guatemala ont été victimes de discrimination en raison de leurs origines, leur culture, leur langue et de leurs conditions économiques et sociales. Plus important encore, les protagonistes ont adhéré à l'interdiction de ses pratiques pour favoriser, en théorie, un véritable changement politique (Acuerdo sobre la Identidad y Derechos de los Pueblos Indígenas 1995, 1)⁸⁰.

Concernant la réforme agraire, l'une des principales revendications du FMLN et de la URNG, les deux pactes de paix renferment des accords sur ce sujet. Rappelons qu'au Salvador et au Guatemala, conséquence des programmes économiques mis en place pendant le XIX^e siècle, la réforme agraire est devenue un des principaux buts des mouvements révolutionnaires. Néanmoins, les mesures pour favoriser une « répartition plus juste » de la terre sont différentes dans les deux cas.

80. La Constitution de 1985 accepte que tous les Guatémaltèques ont droit à leurs valeurs, langues et coutumes (article 59). La troisième section du deuxième chapitre (articles 66-70) décrit le Guatemala comme un pays formé par plusieurs ethnies, dont le groupe Maya est le plus important. L'article 66 reconnaît l'existence de ces ethnies et déclare que l'État guatémaltèque doit les protéger et conserver leurs modes de vie (constitution politique, 1985).

Selon Rigoberta Menchú, prix Nobel de la Paix 1992 et dirigeant indigène, le principal changement apporté par le pacte de paix est le compromis du respect de l'autonomie de ces peuples et la reconnaissance de leur droit à élaborer un système éducatif propre (*La Nación*, le 16 février 1997).

Le pacte de paix du Salvador spécifie deux domaines d'action. D'une part, le gouvernement s'engage à appliquer, entre autres, l'article 105 de la Constitution (Acuerdo de Chapultepec 1992, 27). Cette clause interdit de posséder des terrains de plus de 245 hectares. Les propriétés qui dépassent cette taille devraient être transférées aux paysans, aux petits agriculteurs, aux coopératives ou aux associations communautaires (article 105, Constitution de la République du Salvador, 1983)⁸¹. D'autre part, le pacte de paix définit des « zones conflictuelles ». À ce niveau, le gouvernement et le FMLN se sont engagés à respecter le *statu quo*, en attendant une solution juridique qui déciderait du régime définitif de possessions des terres. En ce sens, le FMLN a affirmé que le problème agraire devrait être discuté plus amplement, dans un contexte démocratique (Acuerdos de Chapultepec 1992, 29), ce qui lui donne un rôle fondamental de défense des intérêts paysans dans le nouveau régime en transition.

Au Guatemala, par contre, la réforme agraire est devenue beaucoup plus complexe. Celle-ci n'a pas été conçue comme un simple transfert de la propriété des terres. Au contraire, elle fait partie de « l'Accord sur les aspects socio-économiques et sur la situation agraire » qui inclut aussi la démocratisation et le développement de la participation politique (consensus social, participation des femmes, etc.), le développement social, l'éducation et la formation, la santé, la sécurité sociale, la construction des logements, la réforme du travail et la modernisation de l'administration publique (Acuerdo sobre los Aspectos Socioeconómicos y Situación Agraria, 1996). Ainsi, loin de se limiter à la reconnaissance de l'importance du problème des terres au Guatemala (point 27), les acteurs se sont engagés dans plusieurs domaines précis. Par exemple, la réforme agraire devait être accompagnée d'un programme d'investissements publics entre 1997 et l'an 2000, centré exclusivement sur les chaînes productives agricoles, la sylviculture et la pêche dans les zones les plus pauvres du Guatemala (point *h* du point 34). De plus, l'accord prévoyait un investissement de

81. Remarquons qu'il ne s'agit pas d'une transformation de l'ordre existant, mais de l'application d'un article de la Constitution.

300 millions de quetzales pour le développement de l'infrastructure (chemins, électricité, télécommunications, eau potable, etc.) dans les zones rurales (Acuerdo sobre los Aspectos Socioeconómicos y Situación Agraria, 1996).

Ces engagements particuliers représentent une caractéristique générale des ententes partielles guatémaltèques. L'Accord sur le « Calendrier pour l'exécution, l'accomplissement et la vérification des accords de paix », entente qui synthétise tous les autres accords, est composé de plus de 204 articles (voir annexe 4). Parmi ces compromis, nous retrouvons les engagements suivants: a) augmenter, pour l'an 2000, les dépenses publiques en éducation de 50% par rapport au PIB et au budget autorisé en 1995 (article 144); b) favoriser l'accès de toute la population âgée entre 7 et 12 ans à au moins trois ans d'études avant l'an 2000 (article 145); c) réduire l'analphabétisme à un taux de 30% pour l'an 2000 (article 146); d) appliquer des programmes de formation professionnelle au niveau national à au moins 200 000 travailleurs avant l'an 2000 (article 148); e) augmenter de 50% (par rapport au PIB) l'investissement étatique en santé pour l'an 2000 et, de plus, diriger la moitié du budget vers la prévention des maladies (article 150) et f) augmenter de 50% (par rapport au PIB) le transfert de fonds au Ministère public et de la justice pour l'an 2000 (par rapport au budget approuvé en 1995) (Acuerdo sobre Cronograma para la Implementación, Cumplimiento y Verificación de los Acuerdos de Paz, 1996).

L'exemple de la réforme agraire nous montre une différence fondamentale entre les deux pactes de paix. Tandis qu'au Salvador les efforts ont été concentrés sur le virage stratégique (la réforme de l'armée, les garanties au FMLN pour devenir un parti politique et l'élaboration d'une nouvelle police civile), au Guatemala les aspects touchant la réforme de l'armée et l'incorporation de l'URNG n'ont pas atteint le même degré de précision que d'autres sujets, tels que l'économie et le social⁸².

82. L'Accord sur le calendrier pour l'exécution, l'accomplissement et la vérification des Accords de paix (1996) est divisé en trois étapes: a) une période de 90 jours à partir du 15 janvier 1997; b) une deuxième phase qui s'étend jusqu'à la fin de 1997 et c) l'étape comprise entre 1998 et l'an 2000

Alors que le pacte de paix au Salvador identifie, de façon générale, quelques enjeux sociaux qui devront être discutés *après* la transformation du FMLN en parti politique⁸³, le pacte de paix guatémaltèque, quant à lui, a produit des engagements socio-économiques permettant, à son tour, l'incorporation de l'URNG dans le nouveau régime en transition. Cette « logique inversée » peut se résumer ainsi: au Salvador, le pacte de paix vise à résoudre le problème politique de l'émergence des mouvements révolutionnaires (le caractère fermé du régime oligarchico-militaire). Les réformes économiques et sociales seraient proposées par le FMLN, dans le nouveau régime en transition. Au Guatemala, le pacte de paix vise à produire une série de compromis pour déclencher des transformations économiques et sociales, lesquelles sont considérées par l'URNG comme des garanties permettant le virage stratégique. Bref, en plus de l'institutionnalisation du conflit, le pacte paraît plus comme un plan de développement. Selon Wood, la faiblesse militaire de l'URNG s'est traduite en une déficience pour négocier, qui a limité l'échange de garanties entre les acteurs⁸⁴.

Tel que nous le verrons, cette différence explique les chemins divergents suivis par le Salvador et le Guatemala après la signature des pactes de paix. Nous centrerons notre analyse sur l'héritage des régimes oligarchico-militaire, c'est-à-dire sur la surreprésentation de l'institution militaire et la tendance à la violence.

(clause 3). En ce qui a trait à l'armée, cet accord prévoit la construction d'une police nationale civile et la reformulation de la doctrine de l'armée. Néanmoins, aucune de ces ententes ne spécifie la période pendant laquelle elles seraient exécutées. Cette situation contraste avec les accords sur la réforme agraire qui incluent, comme nous l'avons déjà expliqué, des périodes et des objectifs très précis.

83. Le gouvernement et le FMLN se sont engagés à établir des commissions chargées d'étudier des sujets spécifiques et de produire des recommandations (à l'exception de la réforme agraire et de la transformation de l'armée et du FMLN, le pacte n'élabore pas des directrices précises). Ainsi, le pacte prévoit la création d'un forum représentatif pour discuter des enjeux économiques et sociaux et produire des accords. Également, le gouvernement s'engage à élaborer un plan de « reconstruction nationale » qui devait être présenté 30 jours après la signature du pacte (Acuerdos de Chapultepec, 1992).

84. Par exemple, la « Commission de la Vérité » guatémaltèque avait le mandat de faire enquête sur la violation des droits de l'Homme, mais elle ne pouvait pas porter des accusations publiques. Au Salvador, par contre, l'identification de coupables et les recommandations ont favorisé le processus de pacification (Wood 1998, 29).

1. Le succès salvadorien: consolidation d'une démocratie délégative?

Comme nous l'avons expliqué au premier chapitre, l'autonomie de l'armée sur la scène politique salvadorienne fait partie d'un cercle vicieux apparu dès le XIX^e siècle. Celui-ci a provoqué l'expansion de la militarisation à tous les niveaux de la société. En conséquence, le pacte de paix ne pouvait pas prétendre résoudre globalement ce phénomène à court terme. Toutefois, l'entente pouvait s'attaquer à des problèmes plus formels ayant un impact précis sur certains sujets dans un délai relativement court (Salomón 1996, 63).

En ce sens, certains spécialistes posent trois conditions essentielles pour réussir un processus de démilitarisation (Salomon, 1996: 65-66): a) une réforme de la taille de l'armée (cette institution doit correspondre aux besoins du pays et de la société); b) une réforme du budget de l'armée (qui doit suffire pour atteindre l'objectif de la défense du territoire et c) la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil (l'armée doit être réintroduite dans l'État, en éliminant son caractère d'acteur autonome). Ces trois éléments sont inclus dans le chapitre I du pacte de paix, intitulé « Fuerza Armada ». Ainsi, le gouvernement s'est engagé à réduire de 50% l'armée et, subséquemment, à diminuer le budget militaire. De plus, le pacte a établi les moyens permettant le changement doctrinaire de l'institution militaire à travers l'élaboration d'une nouvelle socialisation et d'un processus d'épuration⁸⁵.

Spécifiquement, dans le pacte de paix, l'armée est définie comme une institution qui fait partie de l'État de droit, étant sous le contrôle des autorités constitutionnelles. De plus, elle est considérée comme un instrument de défense de la nation et non comme un acteur autonome qui prend des décisions. Parallèlement, l'accord pré-

85. La constitution salvadorienne de 1983 accorde à l'armée les fonctions suivantes: a) la défense du territoire et de la souveraineté de l'État; b) le maintien de la paix et la sécurité publique; c) garantir le respect de la constitution; d) veiller à la stabilité du régime démocratique; e) éviter le non-respect du

voyait, dans le deuxième chapitre, la création d'une « Police nationale civile » (PNC), laquelle est conçue comme « ... un nouveau corps, avec une nouvelle organisation, de nouveaux éléments, des nouveaux mécanismes de formation et d'entraînement et avec une nouvelle doctrine ». (Acuerdo de Chapultepec 1992, 12). Alors que l'armée aurait comme but la défense du territoire salvadorien, la PNC serait responsable de la sécurité⁸⁶.

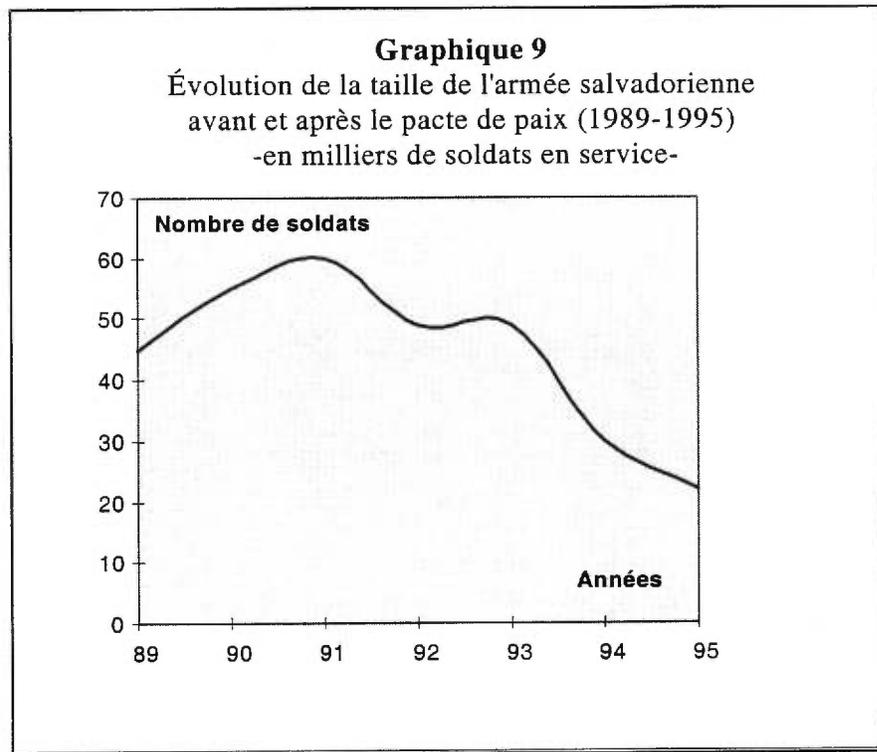
En pratique, nous assistons à un véritable processus de diminution de la taille de l'armée à partir de 1992. Dans les domaines de la consolidation de la nouvelle police et des changements éducatifs dans la formation des soldats, les résultats ne sont pas si clairs (Córdova 1996, 77). Néanmoins, le processus de démilitarisation fut amorcé. Le graphique 9 nous montre l'impact du pacte de paix sur la réduction de la taille (nombres de soldats en service) de l'armée salvadorienne. Tel que nous pouvons le constater, en 1992, la tendance à la croissance s'est inversée et s'est stabilisée à 49 000 soldats. À partir de 1994, ce nombre tombe à 30 000 membres (1994) et, une année plus tard, à 22 000. Cette diminution coïncide avec la chute des dépenses militaires (graphique 5 de la page 43) que nous avons déjà analysée.

Au niveau constitutionnel, le pacte de paix a déclenché un transfert des attributions de l'armée vers le pouvoir exécutif. Ainsi, la PNC, institution sous le contrôle du ministère de la Défense, assume toutes les responsabilités concernant la sécurité publique. De plus, la Direction nationale de renseignements (organisme stratégique de l'armée) est abolie et remplacée par une nouvelle structure sous le contrôle direct du président de la République (Córdova, 1996: 73-78). Cette tendance au renforcement

principe « d'alternance » du pouvoir; f) garantir le respect des droits de l'Homme; g) aider les autres institutions de l'État dans les programmes de développement national, et autres (Córdova 1996, 72).

86. L'Accord fait une différence entre le concept de « défense » et celui de « sécurité ». Celui-ci inclut le premier (la défense est un aspect de la sécurité), mais il est plus ample. On parle ici du respect des droits individuels et sociaux des personnes, du droit de vivre dans un environnement pacifique, etc. Par contre, la notion de « défense » réfère spécifiquement à la protection de la souveraineté de l'État et à la protection du territoire (Acuerdo de Chapultepec, 1992).

du pouvoir exécutif, et en particulier de la figure du président, nous amène à aborder une question fondamentale: quelle forme la démocratie prendra-t-elle au Salvador?



Source: *Military Expenditures, Armed Forces, GNP, Central Government Expenditures and Population 1985-1995*. World Military Expenditures and Arms Transfer, US Government Printing Office, 1996.

L'expérience des transitions vers la démocratie en Amérique du Sud a démontré que, dans la plupart des cas, le point d'arrivée du processus transitionnel est une *démocratie délégative*. Ce type de régime s'éloigne des polyarchies puisque, même si les dirigeants élus ont une « responsabilité verticale » (envers les électeurs), ils ne sont pas contrôlés par d'autres structures du système politique, comme le pouvoir législatif, les institutions de contrôle politique, de défense des citoyens, et autres (système de poids et de contrepoids). Bref, il s'agit de *régimes hybrides*, soit des systèmes qui montrent certaines caractéristiques des polyarchies et des régimes non dé-

mocratiques en même temps⁸⁷. Spécifiquement, dans une démocratie délégative, celui qui remporte les élections présidentielles peut gouverner sans aucune contingence, il est limité uniquement par les relations de pouvoir et par la constitution (O'Donnell 1994, 59-60).

De ce point de vue, la transition du Salvador tend vers la consolidation d'une démocratie délégative. Alors que le contrôle du président sur l'armée s'est renforcé, le pouvoir législatif sur cette institution, avant et après le pacte, demeure semblable. Également, ONUSAL a dénoncé le fait que souvent, les recommandations du procureur ont été ignorées (Córdova 1996, 78 et 82). L'héritage autoritaire du régime oligarchico-militaire, spécifiquement la faiblesse institutionnelle et l'absence de structures solides et consolidées (système de poids et de contrepoids), devient un obstacle difficile à surmonter⁸⁸.

Néanmoins, nous voulons faire ressortir un élément fondamental : le succès du virage stratégique du FMLN. En effet, au Salvador, le mouvement révolutionnaire est parvenu à institutionnaliser le conflit militaire et à transformer sa stratégie en un plan politique. Cette réussite nous amène à élaborer un parallèle intéressant. La conjoncture salvadorienne qui s'étend de 1992 à nos jours présente quelques affinités avec la période de 1948-1958 au Costa Rica⁸⁹.

87. Un régime « hybride » a des caractéristiques démocratiques et autoritaires. Les structures étatiques autoritaires héritées du régime non démocratique continuent à exister et les anciens dirigeants de ces régimes réussissent à maintenir leur présence politique (non-renouvellement de la classe politique) (Wefford 1994, 248).

88. Changer la culture politique autoritaire sera un processus long et complexe. Rappelons que le recours à la violence et à la terreur est présent au Salvador depuis longtemps (Córdova 1996, 79).

89. Cela ne veut pas dire que le processus d'institutionnalisation a été facile. La signature du pacte de paix a eu lieu un an avant la tenue d'élections (les « élections du siècle »). L'inexpérience électorale du FMLN, le manque de ressources et l'absence de temps (pour la consolidation d'alliances) ont eu comme effet une « pauvre performance » du FMLN dans les élections. Celui-ci n'a eu que le contrôle de 16 municipalités sur 206, mais il a cependant obtenu 21 députés à l'Assemblée législative (*Le Monde diplomatique*, juin 1994).

Il faut, cependant, être prudent à cet égard. La guerre civile costaricaine, motivée par des circonstances complètement différentes de celles qui ont permis l'émergence des mouvements révolutionnaires au Salvador et au Guatemala, n'a duré que quelques semaines et n'a pas eu lieu dans des circonstances semblables à celles des pays étudiés ici (absence de la situation de jeu à somme nulle, de la radicalisation des acteurs, d'un régime non démocratie, etc.)⁹⁰.

Malgré cela, nous voulons faire ressortir qu'en 1958, dix ans après le pacte d'Ochomogo (qui a permis l'arrêt des hostilités), les vaincus de la guerre civile ont remporté les élections présidentielles⁹¹. Ainsi, le triomphe de Mario Echandi (1958-1962) a rendu effectif, dans le régime costaricain, le principe de la contestation politique et de la concurrence pour le pouvoir, premier élément de la définition d'une démocratie élaborée par Karl (1990). En réalité, à la suite du pacte et du gouvernement transitoire, le mouvement révolutionnaire de José Figueres s'est transformé en parti politique (le « Partido Liberación Nacional », PLN, fut fondé en 1951). Le groupe perdant a fait de même. Ce dernier a fait valoir sa présence politique pendant les années 1950 et a gagné les élections de 1958, 1966, 1978, 1990 et 1998 (Chalker, 1995)⁹².

90. Le 8 février 1948, le candidat d'opposition Otilio Ulate (Partido Unión Nacional) gagne les élections. Le parti officiel dénonce la fraude. Le 1^{er} mars, les élections sont annulées. En conséquence, 11 jours plus tard, José Figueres commença une lutte révolutionnaire (Mouvement de libération nationale) qui s'imposa le 28 avril et instaura la « Junta Fundadora de la Segunda República ». Cette Junte a gouverné le pays pendant 18 mois et a transféré le pouvoir à Otilio Ulate le 8 novembre 1949. Figueres retourne au pouvoir, comme président élu, en 1953 (*La Nación*, 1998).

91. Le pacte de paix « d'Ochomogo » n'est pas le sujet de recherche de cette étude. Toutefois, il est important de clarifier que celui-ci ne suit pas la même logique que les pactes du Salvador et du Guatemala. Premièrement, il s'agit d'une entente orale entre les acteurs en conflit, qui ont décidé volontairement de finir la guerre. La principale cause de la guerre civile costaricaine fut la fraude électorale de 1948. Il n'était pas question d'un conflit entre extrêmes radicales. Le soutien et l'approfondissement des réformes sociales achevées pendant les années 1940 confirment notre argument.

92. L'opposition au PLN a réussi à s'institutionnaliser au niveau politique, mais elle est demeurée fractionnée en plusieurs groupes. Pendant les années 1960 et 1970 dix, le parti plus fort fut le « Unificación Nacional ». En 1978, le Parti « Renovación Democrática », le « Demócrata Cristiano », la « Unión Popular » et le « Republicano Calderonista » forment la coalition « Unidad », qui remporte les élections

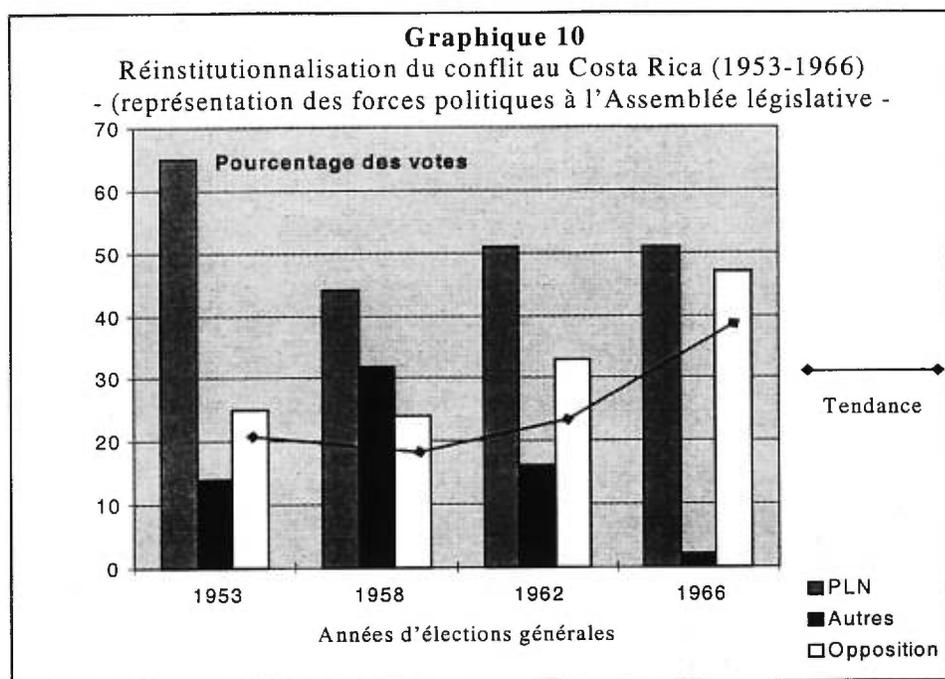
Au Salvador, au niveau du virage stratégique, nous retrouvons, pour l'instant, le même processus. Les deux acteurs en conflit se sont engagés à finir la guerre et à lutter pour le pouvoir par des moyens politiques. La conjoncture actuelle que le FMLN traverse correspond à cette première étape de croissance, en termes électoraux, de l'opposition vaincue dans la guerre civile costaricaine. Remarquons toutefois, qu'il ne s'agit pas d'une réorganisation du FMLN, mais de sa transformation en parti politique légal. Les graphiques 10 et 11 de la page 74 démontrent les similitudes entre les deux cas. Remarquons, dans un premier temps, une diminution graduelle de l'appui à l'acteur le plus fort au moment du pacte (PLN au Costa Rica et l'Alianza Republicana Nacional, ARENA, au Salvador), accompagnée par une augmentation des votes pour le parti d'opposition et un rôle secondaire pour d'autres options politiques. Bref, le système de partis est en train de s'institutionnaliser⁹³.

La transition vers la démocratie salvadorienne tend vers la consolidation d'une démocratie délégative, mais il existe des probabilités réelles que le résultat soit, à long terme une polyarchie, comme ce fut le cas au Costa Rica⁹⁴. Cette éventualité constitue un véritable enjeu pour le Salvador, qui devra trouver les moyens d'abattre les obstacles qui freinent la transition et qui peuvent faire varier les résultats du processus, tel que l'héritage du régime oligarchico-militaires.

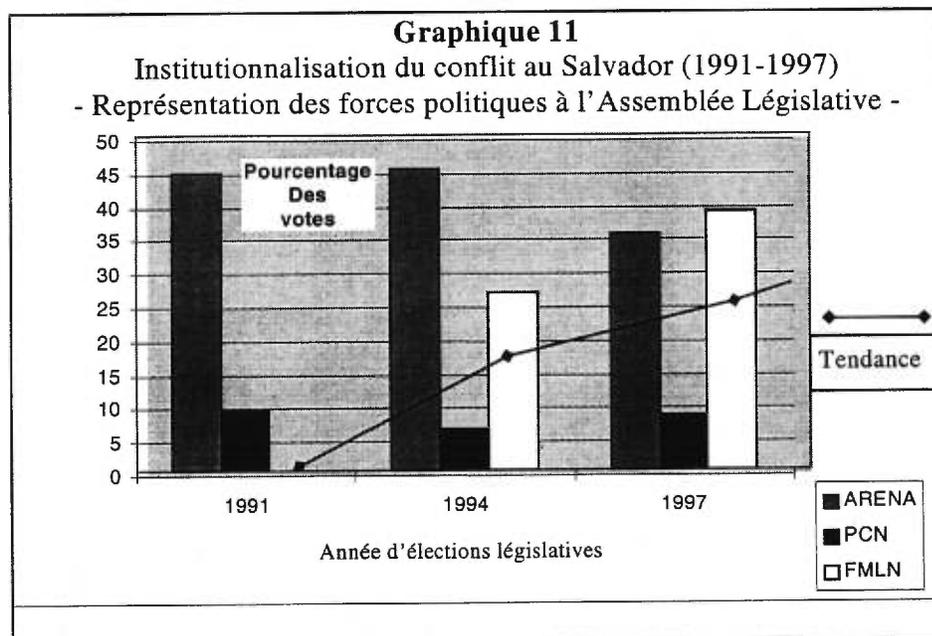
de 1978. En décembre 1983, le « Partido Unidad Socialcristiana (PUSC) fut fondé (Site Internet du PUSC).

93. Mainwaring a identifié quatre critères qui permettent de définir si un système de partis est institutionnalisé ou non. Ceux-ci sont : a) la stabilité de la compétition entre les partis; b) les partis ont des racines stables dans la société; c) les partis acceptent le « jeu démocratique » et légitiment les institutions politiques et d) La structure des partis a un degré « raisonnable » d'organisation (Bird et Williams 1998, 12).

94. L'idée que le régime politique costaricien soit une polyarchie est acceptée. À titre indicatif, voir O'Donnell (1996 et 1998), Chalker (1995) et Huntington (1991). Olivier Dabène développe une analyse spécifique sur la démocratie dans ce pays (1992).



Source: Cynthia Chalker, *Elections and democracy in Costa Rica*, dans Mitchel A. Seligson et John A. Booth (ed), *Elections and Democracy in Central America* (Chapel Hill and London: The University of Carolina Press, 1992), 109.



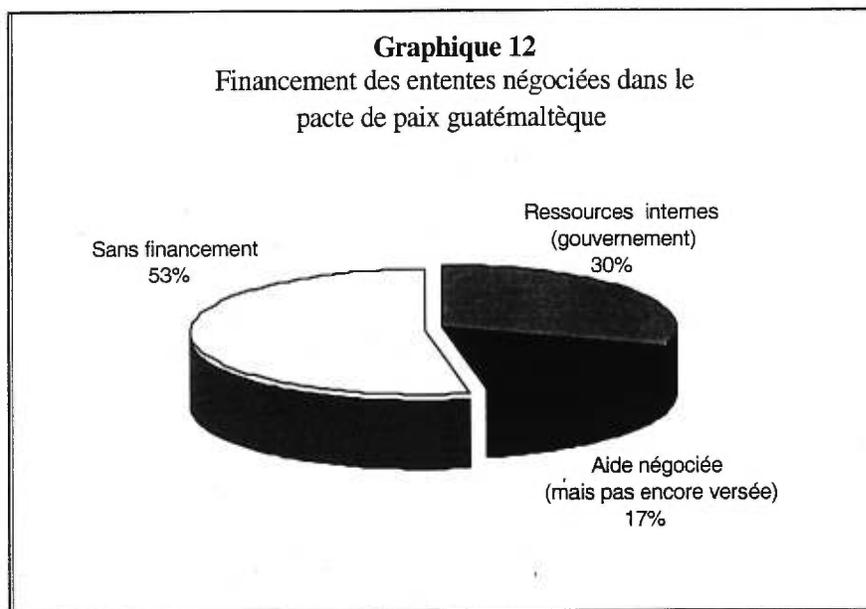
Source: Enrique Baloyra-Herp. 1995. *Elections, Civil War, and Transition in El Salvador, 1982-1994: A preliminary Evaluation*, dans Mitchel A. Seligson et John A. Booth (ed), *Elections and Democracy in Central América* (Chapel Hill and London: The University of Carolina Press, 1992), 54, et World News, *Central America: FMLN Triumph Consolidates Democracy* (<http://www.oneworld.org/ips2/mar/elsalvador2.html>)

En ce qui a trait au cas guatémaltèque, nous étudierons dans la prochaine section pourquoi les caractéristiques du pacte de paix ont causé des ennuis importants au processus transitionnel. Ici, l'enjeu ne se situe pas au niveau du type de démocratie qui émanera du processus transitionnel, mais plutôt au niveau du maintien de la paix.

2. L'impasse guatémaltèque: le prélude d'un échec?

Le coût économique de l'accomplissement de tous les accords sociaux et budgétaires inclus dans le pacte de paix du Guatemala s'élevait à 2620 millions de dollars américains. Au moment de la signature de l'entente, le gouvernement était capable d'apporter 778 millions. Néanmoins, tel que nous le constatons au graphique 12 de la page suivante, 70,31% des ressources nécessaires n'étaient pas disponibles. Alors que la URNG et le gouvernement comptaient sur un appui financier externe, en janvier 1997 l'aide potentielle (promise mais pas versée) ne totalisait que 454 millions de dollars, soit 17% du coût total (*La Nación*, 16 janvier 1997).

À cette considération s'ajoute un problème « d'objectifs économiques contradictoires » de l'État qu'Eduardo Gamarra (1994) a associé à l'ensemble de l'Amérique latine. Pendant les années 1980 et 1990, les gouvernements des pays de cette région ont tenté, d'une part, d'institutionnaliser la compétition politique dans les nouveaux régimes en transition (ce qui entraînait une expectative au niveau de la participation politique) et d'autre part, de respecter les exigences des organismes financiers internationaux (provenant du « Consensus de Washington »). Ces objectifs sont, selon cet auteur, contraires. Tandis que le premier exigerait plus de ressources, le deuxième tend vers la réduction de dépenses publiques.



Source: « URNG confia en apoyo internacional para cumplimiento de acuerdos »
(*La Nación*, 16 janvier 1997). Site Internet:
http://www.nacion.co.cr/CentroAmerica/Archivo/1997/enero/16/el_salvador.html

Nous avons déjà analysé, au deuxième chapitre, comment le contexte de changement économique structurel s'est traduit en contraintes qui ont diminué les alternatives de financement interne des guerres salvadorienne et guatémaltèque. Toutefois, nous n'avons pas étudié quelles sont les possibles conséquences des politiques néolibérales dans les processus transitionnels. En ce sens, le choix de la stratégie économique n'est pas directement lié au type de démocratie qui pourrait s'instaurer, mais il détermine le degré de consolidation et de stabilité que le nouveau régime va atteindre (Acuña et Smith 1994, 51).

Au Guatemala, dès l'élection du président Vinicio Cerezo, onze ans avant la signature du pacte de paix, le gouvernement a déployé une stratégie économique néolibérale (Menjívar et Trejos 1992, 45 et 71). Avec le pacte, le gouvernement s'est retrouvé face aux mêmes objectifs contradictoires des autres pays en transition. La différence c'est que l'accord de paix a introduit un troisième but opposé, soit, l'expansion des politiques sociales. Cet élément, qui ne se retrouve pas ailleurs, agit

comme une contrainte au processus même de transition vers la démocratie au Guatemala. Ainsi, l'État doit suivre une politique économique de maîtrise du déficit fiscal et de réduction de l'État, en créant simultanément les conditions permettant l'institutionnalisation du conflit au niveau politique et, de plus, il doit augmenter les dépenses publiques pour respecter les engagements pris dans le pacte de paix.

Cette triple contradiction affecte certains éléments centraux de la transition, comme le renforcement du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Spécifiquement, le pacte de paix prévoit une diminution de la taille et des fonctions de l'armée. Néanmoins, si la stratégie économique vise à réduire en même temps la taille et les compétences de l'État, le vide laissé par l'armée ne sera pas nécessairement comblé par des institutions civiles consolidées. En ce sens, même si le pacte de paix tente de résoudre l'héritage de faiblesse institutionnelle étatique laissé par le régime oligarchico-militaire, dans le contexte économique actuel (qui complique le respect des engagements), il pourrait produire un effet inattendu, soit la remise en question de tout le processus.

Au niveau politique, la « logique inversée » déjà mentionnée explique aussi une autre différence entre les cas du Salvador et du Guatemala. En s'assurant le succès du virage stratégique à travers le pacte, le FMLN a pris le rôle du parti « défenseur » des intérêts de la population. L'article 3 de sa « Charte de principes » affirme que l'objectif primordial du parti FMLN est de « ... servir les intérêts du peuple ». L'identification du parti avec les aspirations de changement social fut à la base de l'émergence du FMLN et, selon sa Charte, sert de point de repère pour l'action politique et de justification idéologique du parti (Charte de principes du FMLN).

Au Guatemala, par contre, une grande partie des objectifs révolutionnaires a été atteinte, au niveau formel, au moment de la signature du pacte de paix. Par exemple, la reconnaissance des droits des indigènes, la réforme agricole et éducative, le

renforcement des institutions civiles de l'État, et autres, furent, comme nous l'avons déjà remarqué, garantis par le pacte de paix. En conséquence, le rôle de l'URNG après la signature de celui-ci, loin de proposer des « grands changements », s'est limité à surveiller le respect des ententes ou à dénoncer son irrespect, si le cas le justifiait.

De plus, malgré le succès de la première étape du virage stratégique (l'arrêt de la guerre)⁹⁵, la deuxième étape (la transformation en parti politique) fut beaucoup plus complexe que prévu. Les procédures ont été entamées le 18 juin 1997, six mois après la signature du pacte, mais l'URNG n'a présenté une demande d'inscription formelle au Tribunal électoral que le 19 octobre 1998 (Site Internet de l'URNG). Rappelons qu'au Salvador, au lieu d'une inscription, l'institutionnalisation du conflit a été possible grâce à un décret législatif permettant la légalisation du FMLN dans un très court délai⁹⁶.

Entre-temps, au Guatemala, la période 1996-1999, caractérisée par l'absence de l'URNG tant au niveau militaire que politique, équivalait à une absence d'un acteur politique qui aurait pu jouer un rôle de contrepoids. Cela explique, en partie, la stagnation des réformes constitutionnelles accordées dans le pacte et qui restaient encore en juillet 1998 dans l'Assemblée législative. Pendant le premier semestre de cette année, les points qui ralentissent encore la discussion parlementaire étaient : a) la reconnaissance de l'identité et des droits des peuples indigènes; b) la réforme de

95. Le processus de réinsertion du groupe révolutionnaire à la légalité s'est développé sans aucun contretemps. Le calendrier, les zones où l'URNG devait déposer les armes, les étapes à suivre, entre autres, ont été respectés tels qu'elles furent négociés (URNG, Informe sobre el Cumplimiento de los Acuerdos de Paz en los Primeros Noventa Días). Le processus a été dirigé par un groupe multilatéral composé de 146 militaires de 14 nationalités envoyés au Guatemala par l'ONU (Journal Siempre!, juillet 1997).

96. Le chapitre IV du pacte de paix salvadorien, intitulé « Participación Política del FMLN » est composé de 9 articles, parmi lesquels nous retrouvons : a) l'adoption de mesures législatives (ou de tout autre type) pour garantir aux ex-guérilleros le respect de tous leurs droits civiques et politiques; b) l'autorisation de licences de communication sociale pour le FMLN (pour que le FMLN soit capable d'utiliser tous les médias une fois le pacte signé) et c) la légalisation du FMLN à travers un décret législatif (Accords de Chapultepec, 1992).

l'armée (ces fonctions étaient encore les mêmes qu'avant la signature du pacte)⁹⁷; c) la mise sur pied d'une Police nationale civile; d) les changements des activités de renseignement de l'État guatémaltèque; e) la réforme du système judiciaire (URNG, IV informe sobre el cumplimiento de los Acuerdos de Paz, 1998).

Bref, entre 1996 et 1998, les principales ententes de changement social et économique signées dans le cadre du pacte de paix n'ont pas été exécutées. Même au niveau politique, l'URNG n'est pas encore devenue un parti et les fonctions de l'armée n'ont pas été encore approuvées. Bref, la deuxième étape du virage stratégique n'a pas été amorcée.

Enfin, en ce qui a trait à l'investissement social, puisque dès la signature du pacte les acteurs acceptaient que les ressources internes nécessaires pour exécuter les compromis n'existaient pas, il n'est pas surprenant que, pour l'année 1999, le budget public soit insuffisant pour développer tous les programmes sociaux inclus dans le pacte. Les estimations initiales confirment que les dépenses publiques seront insuffisantes pour concrétiser certains compromis, tels que l'instauration d'un Fonds de terres (réforme agricole), l'augmentation du financement du système de justice (renforcement du pouvoir civil et de l'État de droit) et pour la protection des droits de l'Homme (URNG, IV informe sobre el cumplimiento de los Acuerdos de Paz, 1998).

Au niveau constitutionnel, l'année 1999 s'annonce difficile : avant de continuer le processus, les réformes doivent être soumises à un référendum populaire, selon les engagements souscrits dans le pacte de paix (Accord de Paix, 1996). Par ailleurs même si les partis les plus forts sont des *soft liners*, ses programmes politiques ne se centrent pas nécessairement sur l'accomplissement du pacte de paix. En termes

97. L'article 244 de la Constitution de 1985 décrit l'armée comme une institution qui a pour mission la défense de l'indépendance, de la souveraineté et de l'honneur de la République du Guatemala. L'article 245 interdit l'existence des groupes armés (hors des lois et des règlements du pays). Le président est le

de voix, le Parti « de Avanzada Nacional » (PAN) est majoritaire avec 37% des sièges; le « Frente Republicano Guatemalteco » (FRG) contrôle 22% des voix, tandis que « l'Alianza Nacional » (AN) 13% et le « Frente Democrático Nueva Guatemala » (FDNG) a 8% (Nortropic, Site Internet).

Il faudra donc attendre les élections de l'an 2000 pour savoir si l'URNG réussira à se transformer en un parti politique représentatif. Pour l'instant, il est prématuré d'annoncer un échec guatémaltèque. Néanmoins, le contexte décrit auparavant démontre clairement que les réformes ne marchent pas comme prévu. En ce sens, nous pouvons affirmer que si la stagnation persiste et si l'URNG n'achève pas son virage stratégique, le prélude d'échec pourrait se matérialiser en un revirement de la transition vers la démocratie⁹⁸.

À cet égard, il faut faire deux remarques. Premièrement, tout processus transitionnel peut subir une stagnation ou un renversement. En ce sens, notre argument consiste à affirmer qu'au Guatemala, contrairement au Salvador, les conditions actuelles augmentent la possibilité d'obtenir un tel résultat⁹⁹. L'assassinat du monseigneur Juan Gerardi, en avril 1998, témoigne de la fragilité du processus de pacification. Monseigneur Gerardi dirigeait une enquête sur la violations des droits de l'Homme au Guatemala commises pendant les 36 ans de guerre civile. Deux jours après la publication de son rapport (*Guatemala nunca más*), il fut assassiné¹⁰⁰.

commandant et chef de l'armée; il doit exécuter ses ordres à travers le ministre de la Défense, qui doit être un gradé de l'armée.

98. Le processus transitionnel au Guatemala est très contradictoire. Par exemple, le 21 avril 1998, le système judiciaire a entamé une procédure de jugement contre un groupe de soldats qui a assassiné 11 paysans le 5 octobre 1995 (*La Nación*, avril 1998). Un mois plus tard, l'ex-commissaire militaire Cándido Noriega fut blanchi de tous les crimes politiques dont il était soupçonné qu'il avait commis au début de la décennie 1980 (Section de « Human Rights Watch/Americas, ONU).

99. La différence entre le Salvador et le Guatemala est claire. En 1997, le coordonnateur général du FMLN, Salvador Sánchez, affirmait que le pacte de paix était accompli presque totalement. Selon lui, il restait des « faiblesses » au niveau économique et social, mais concernant les aspects politiques, tout s'était déroulé comme prévu (*La Nación*, le janvier 1997).

100. Pour le « Proyecto Interdiocesano de Recuperación de la Memoria Histórica » (REMIH), l'assassinat de Gerardi démontre qu'il existe encore des groupes prêts à utiliser des moyens violents

Ces exemples n'impliquent pas nécessairement l'émergence potentielle d'une nouvelle guerre civile. En fait, des auteurs comme Terry Karl s'entendent pour dire qu'un retour aux mêmes conditions existantes avant la signature du pacte de paix serait très peu probable. La régression à une forme de régime non démocratique, même si minime, varie pour chaque pays. Au Costa Rica et au l'Honduras, où le compromis a une racine historique, la probabilité est inexistante. Au Salvador, étant donné le changement des acteurs (selon notre terminologie, grâce au succès du virage stratégique), elle n'est pas très probable. Au Guatemala, cependant, la situation est différente. L'élément ethnique, qui a compliqué tout le processus de modération des extrêmes, pourrait aussi remettre en question le processus de démocratisation (Karl 1994, 5).

Deuxièmement, malgré l'appréhension d'un d'échec, il faut dire que la situation politique est meilleure aujourd'hui que pendant les années de guerre. Il est certain que le pacte de paix n'a pas déclenché les réformes constitutionnelles prévues, mais toutes les études soulignent que la chute du nombre de violations des droits de l'Homme est une conséquence directe du pacte¹⁰¹.

Le succès de la transition vers la démocratie au Guatemala dépend du respect des engagements du pacte de paix mais surtout, du succès du virage stratégique que l'URNG n'a pas encore terminé. Au Costa Rica, comme nous l'avons vu, les vaincus de la guerre civile ont formé une coalition, ce qui leur a permis de regagner le pouvoir. Au Salvador, le FMLN n'est qu'une coalition des groupes. Au Guatemala,

pour récupérer le pouvoir perdu. Si ces structures de violence ne disparaissent pas, une « paix armée » va se consolider au Guatemala et le « véritable » processus de paix va échouer (*La Nación*, le 5 juillet 1998). Au niveau général, il n'y a pas de consensus sur les réformes à suivre (même si elles font partie du pacte de paix). Par exemple, en mai, le PAN et le MLN se sont opposés à l'élimination du « Estado Mayor Presidencial, EMP », car ils ne considéraient pas convenable de transférer la responsabilité de la sécurité du président aux civils. Le FDGN, le FDR et autres, défendaient la thèse contraire. Finalement, la réforme fut approuvée (*La Prensa Libre*, mai 1998).

101. Le pacte de paix a eu un effet direct sur les cas d'enlèvements. Ceux-ci ont chuté en 1997. D'autres violations des droits de l'Homme continuent à être dénoncées au Guatemala, telles que les détentions arbitraires, les attitudes agressives des policiers, etc. (Site Internet, « Human Rights Watch/Americas »).

l'URNG devra négocier pour former une coalition de centre et de gauche, afin d'augmenter les chances de succès dans l'institutionnalisation du conflit et donc, du système de partis. En ce sens, Elizabeth Wood affirme :

...the insurgency, the broader opposition and the terms of the pact failed to displace traditional elites from power or to transform their interest : the military was little transformed and the conservative agrarian elite remains a powerful political force. While broader competition between political parties and further implementation of the terms of the peace agreement if it occurs may gradually bring further change to Guatemala, the transition to democracy was fragile and incomplete with little prospect for consolidation (Wood 1998, 29).

CONCLUSION

TRANSITIONS À PARTIR D'UN PACTE DE PAIX

Les transitions à partir d'un pacte de paix sont des processus qui commencent dans des sociétés victimes de conflits internes. En Amérique latine, le Salvador et le Guatemala sont deux des derniers pays à rejoindre la Troisième vague de démocratisation.

En général, la logique transitionnelle décrite par O'Donnell et Schmitter (1986) demeure la même : a) la chute du régime non démocratique; b) la libéralisation politique; c) le processus de démocratisation et d) la consolidation du régime en transition. La différence est que la chute du régime oligarchico-militaire au Salvador et au Guatemala ne s'est pas traduite immédiatement en une libéralisation politique. Le déroulement d'une guerre civile explique cette situation. Ainsi, elle a produit un double effet :

- a) elle est devenue un obstacle à la signature des pactes démocratiques. L'extrémisme inhérent à une guerre civile, où les *hard liners* et les *radicaux* se battent pour atteindre leurs objectifs (la défense du *statu quo* et le changement révolutionnaire, respectivement), empêche le renforcement du centre idéologique. En conséquence, la signature d'un pacte démocratique, capable de réduire l'incertitude, est impossible;
- b) elle s'est constituée en un obstacle pour le déclenchement d'une transition démocratique. Il est impossible d'amorcer un tel processus dans un contexte où aucun droit politique, social et humain n'est garanti pour les acteurs politiques et sociaux¹⁰².

102. Comme Jonas (1998) a remarqué, la période qui s'étend entre l'élection des présidents civils et l'achèvement des pactes de paix, peut être qualifiée de démocraties de « basse intensité », des « democraduras », des « pseudo-démocraties », des « démocraties restrictives », etc., mais pas comme

Contrairement à O'Donnell et Schmitter (1986), qui prévoient une augmentation de l'incertitude pendant le processus transitionnel (par rapport à la situation « d'ordre » vécue pendant le régime non démocratique), les transitions à partir d'un pacte de paix impliquent une réduction de cette incertitude, par rapport au contexte de guerre civile et de violence extrême (de « désordre ») des années précédentes.

Nous sommes donc devant des *transitions négociées*, dont la logique ne correspond pas toujours aux pactes démocratiques. Nous sommes devant des transitions déclenchées à partir des pactes de paix. Même si les deux types de pacte visent à réduire l'incertitude, les accords de paix sont des ententes entre deux acteurs, extrémistes à l'origine, qui se sont éloignés de leur radicalisme.

Au Salvador et au Guatemala, les armées et les mouvements révolutionnaires ont subi un processus de « modération », c'est-à-dire des négociations visant la fin des guerres, à travers un échange des garanties (réduction de l'incertitude). Pour cette raison, les pactes de paix sont beaucoup plus explicites et spécifiques que les pactes démocratiques. L'incertitude provoquée par la guerre civile était beaucoup plus forte que celle résultant des régimes non démocratiques où une guerre civile ne s'est pas déroulée. En conséquence, les acteurs ont dû s'engager formellement pour s'assurer que le pacte serait respecté. Bref, au Salvador, il ne s'agit pas d'une transition imposée (Karl 1988), mais d'une « réforme » (Wood 1998, 3). Au Guatemala nous sommes devant le même contexte.

Dans notre étude de cas, le processus de modération des extrêmes a été dirigé par des acteurs externes. Ceux-ci ont favorisé un « rapprochement idéologique » dans un contexte où aucun des acteurs ne pouvait imposer une solution (Wood 1998, 5). La relation entre paix, guerre et transition vers la démocratie apparaît donc clairement.

une transition vers la démocratie, telle que la littérature classique le définit (par exemple, O'Donnell et Schmitter, 1986) (Jonas 1998, 6).

Premièrement, pour déclencher un véritable processus transitionnel, il fallait arrêter la guerre (en rapprochant les extrêmes pour favoriser une entente). Deuxièmement, une fois le pacte achevé, la transition devient le moyen pour atteindre le but fondamental de cette entente, c'est-à-dire la paix stable à long terme (la démocratie est le seul régime qui accepte l'existence de deux acteurs idéologiquement différents qui se battent au niveau politique pour gagner le pouvoir).

En fait, le pacte de paix implique un compromis des combattants pour arrêter la guerre et institutionnaliser la lutte au niveau politique. Or il y a plusieurs façons de réaliser ce virage. Au Salvador, la guérilla a mis l'accent sur les garanties qui lui permettraient d'agir comme un parti politique démocratique dans le nouveau régime en transition. Les objectifs révolutionnaires de la « guérilla FMLN » se sont transformés dans le programme réformiste du « Parti FMLN ». Au Guatemala, l'URNG a mis l'accent sur les objectifs de changement. Une fois qu'elle a obtenu des engagements lui garantissant une transformation du *statu quo*, elle a accepté le virage stratégique.

Le cas du FMLN représente une vision « minimaliste » du pacte, tandis que l'URNG est un exemple d'une vision « maximaliste ». Ces conceptions sont étroitement liées à la définition de paix que les acteurs en conflit ont adopté : soit une définition de paix comme l'absence de guerre (minimaliste), ou une notion de paix équivalente à une paix sociale et même économique (maximaliste).

Dans les deux cas, les variables qui ont poussé les acteurs à chercher la paix sont une série de contraintes historiques et structurelles, à savoir :

- a) les coûts internes des guerres, divisés en coûts économiques directs, indirects et d'opportunité, d'une part, et les coûts humains, d'autre part. Les premiers ont provoqué une situation de jeu à somme nulle. En effet, vers 1989-1990, ni les armées ni les guérillas n'étaient en mesure d'emporter la guerre ni de continuer à se

battre. En ce qui a trait aux coûts humains (violations des droits de l'Homme), ils n'ont pas eu un impact direct sur la poursuite de la guerre, mais ils ont justifié l'intervention des organismes internationaux.

- b) La variable du changement des acteurs internationaux est composée par la diminution de l'aide militaire internationale après la fin de la guerre froide, par l'intervention de l'ONU dans ces pays et par l'écroulement de la réputation des régimes non démocratiques.

En combinaison, ces facteurs ont fait de la démocratie, au début des années 1990, la seule voie viable pour se sortir de la situation de jeu à somme nulle. La seule tentative pour essayer un autre chemin (autoritaire) a échoué (l'auto-coup d'État de Serrano, en 1993).

Tant au Salvador qu'au Guatemala, l'élément qui déterminera la réussite du pacte est le succès de l'institutionnalisation du conflit. Or, le cas du Salvador démontre que ce virage stratégique a plus de probabilités de succès quand il n'est pas lié à d'autres réformes (notion minimaliste du pacte de paix). Au Guatemala, en raison des transformations économiques et sociales que l'élite conservatrice devrait accepter pour favoriser l'institutionnalisation du conflit, l'Accord risque d'échouer (conception maximaliste du pacte). Cela ne veut pas dire que la menace d'une nouvelle guerre civile est présente. Néanmoins, la probabilité de la consolidation d'une forme de démocratie n'est pas la même qu'au Salvador.

Dans le cas salvadorien, il reste à voir si la transition vers la démocratie aboutira à la consolidation d'une démocratie délégative. Néanmoins, remarquons que le processus présente une tendance à l'institutionnalisation du système électoral semblable à celui du Costa Rica après la guerre civile de 1948. En ce sens, malgré toutes ces difficultés et tous les obstacles, le processus salvadorien pourrait, potentiellement,

résulter en une consolidation de polyarchie. D'importants changements devront être amorcés pour favoriser un tel résultat¹⁰³.

Au Guatemala, les élections présidentielles et législatives de l'an 2000 indiqueront si le processus de modération des extrêmes a vraiment produit un rapprochement idéologique des acteurs en conflit. Cependant, en analysant les difficultés de transformation de l'URNG en parti politique et l'impasse des réformes négociées dans le pacte, la transition vers la démocratie se montre beaucoup plus complexe et incertaine.

Dans les deux cas, l'enjeu à surmonter est l'héritage des régimes oligarchico-militaires. Au niveau de la surreprésentation de l'armée, en plus des réformes constitutionnelles, le changement de la culture politique autoritaire, à long terme, est nécessaire. Le rôle de l'armée (et les fonctions que la population lui concède), héritage direct des régimes oligarchico-militaires, est un important obstacle à la démocratisation de ces pays (Mahoney 1998, 2). Concernant la tendance à la violence sociale, une des caractéristiques des régimes non démocratiques, elle s'est transformée en une vague de criminalité qui affecte actuellement le Salvador et le Guatemala. Dans ce cas, elle constitue aussi une véritable menace aux processus transitionnels (Stahler-Sholk 1998, 10; Córdova 1996, 80).

103. Par exemple, une réforme au système électoral est indispensable. Celle-ci devrait inclure, entre autres : a) l'élaboration d'un nouveau registre d'électeurs; b) la mise en place de nouvelles cartes d'identité, et c) la redistribution des lieux de scrutin (Bird 1998, 11). Le fait que la transition vers la démocratie soit plus avancée au Salvador ne signifie pas qu'elle n'a pas été difficile. La création de la PNC, par exemple, a traversé par beaucoup d'obstacles (Bird 1998, 15).

BIBLIOGRAPHIE

- Acuña, Carlos et William Smith. 1994. « The Political Economy of Structural Adjustment : The Logic of Support and Opposition to Neoliberal Reform ». Dans *Latin American Political Economy in the Age of Neoliberalism Reform. Theoretical and Comparative Perspectives for the 1990s*. William Smith, Carlos Acuña et Eduardo Gamarra, dir. New Brunswick: Transaction Publishers. p. 17-66.
- Aguilar Zinser, Adolfo. 1988. « Negotiation in Conflicts: Central America and Contadora », Dans *Crisis in Central America*. Nora Hamilton, Jeffrey A. Frieden, Linda Fuller, and Manuel Pastor, Jr., dir. Boulder and London: Westview Press. p. 97-115.
- Aguilera, Gabriel. 1986. « La dimensión militar en la crisis centroamericana » (La dimension militaire dans la crise centraméricaine). Dans *Anuario de Estudios Centroamericanos* 12 (1) : 25-40.
- Anuario Interamericano de Derechos Humanos* (Annuaire Interaméricaine de droits de l'Homme), Vol I. 1993. Boston : Martinus Nighaff Publishers.
- Armony, Ariel. 1997. « Argentina, the United States, and the Anti-Communist Crusade in Central America, 1977-1984 ». *Latin America Series*, n. 26. Ohio University Center for International Studies. Ohio : Ohio University Press.
- Asamblea Constitutiva de las Poblaciones Desarraigadas. 1996. *Acuerdos entre el Gobierno de Guatemala y la URNG* (Accords entre le Gouvernement du Guatemala et l'URNG). Guatemala: Artgrafic de Guatemala.
- Asamblea Legislativa, República du Salvador. 1982. *Constitución Política de la República del Salvador* (Constitution Politique de la République du Salvador). Latin American Data Base. Site Internet de Georgetown University. <http://www.georgetown.edu/pdba/Constitutions/ElSa/elsavador.html>
- Asamblea Legislativa, República du Guatemala. 1985. *Constitución Política de la República de Guatemala* (Constitution Politique de la République du Guatemala). Latin American Data Base. Site Internet de Georgetown University. <http://www.georgetown.edu/pdba/Constitutions/Guate/guate85.html>

- Barry, Deborah, Raul Vergara et José Rodolfo Castro. 1988. « Low Intensity Warfare: The Counterinsurgency Strategy for Central America ». Dans *Crisis in Central America*. Nora Hamilton, Jeffrey A. Frieden, Linda Fuller, and Manuel Pastor, Jr., dir. Boulder and London: Westview Press. p. 77-96.
- Basombrio Iglesias, Carlos. 1998. « Temas para la Agenda Pendiente de la Paz en el Perú » (Thèmes pour l'Agenda en attente de Paix au Pérou). Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 « texte photocopié ».
- Baloyra-Herp, Enrique A. 1995. « Elections, Civil War, and Transition in El Salvador, 1982-1994: A Preliminary Evaluation ». Dans *Elections and Democracy in Central America*. (New and Enlarged Edition) Mitchell A. Selligson et John A. Booth., dir. Chapel Hill and London: The University of North Carolina Press. p. 45-65.
- Beaud, Michel et Gilles Dostaler. 1993. *La pensée économique depuis Keynes*. Paris : Seuil.
- Beetham, David. 19XX. « Liberal Democracy and the Limits of Democratization ». Dans *Political Studies*, Vol 1,XL. n.5. p. 55-73.
- Bird, Shawn L. et Philip J. Williams. 1998. « El Salvador: Revolt and Negotiated Transition ». Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 (texte photocopié).
- Bobbio, Norberto et Mateucci. 1988. *Diccionario de Ciencia Política* (Vol. I et II). México D.F.: Editorial Technos.
- Booth, John A. 1995. « Introduction. Elections and Democracy in Central America: A Framework for Analysis. Dans *Elections and Democracy in Central America*. (New and Enlarged Edition) Mitchell A. Selligson et John A. Booth., dir. Chapel Hill and London: The University of North Carolina Press. p. 1- 21.
- Caballero, Maria Esther. 1996. « Militarismo en Guatemala: tejido a deshilar ». (Le militarise au Guatemala : un tissu à effiloche) Dans *El ocaso de los militares: Contenidos del seminario de CODEHUCA sobre desmilitarización en Centroamérica* (Le déclin des militaires: mémoire du séminaire de CODEHUCA sur la démilitarisation en Amérique centrale). San José (Costa Rica): Taller de Impresión de CODEHUCA. p. 123- 129.

- Cerdas, Rodolfo. 1984. « Nicaragua: One Step Forward, Two Steps Back ». Dans *The Central American Impasse*. Giuseppe Di Palma et Laurence Whitehead, dir. New York: St. Martin's Press. p. 175- 194.
- Cerdas, Rodolfo. 1992a. *El Desencanto Democrático: Crisis de Partidos y Transición Democrática en Centroamérica y Panama*. (Le Désenchantement Démocratique: Crise des Partis Politiques et Transition Démocratique en Amérique Centrale et Panama) San José (Costa Rica): Red Editorial Iberoamericana Centroamérica S.A.
- Cerdas, Rodolfo. 1992b. « Colonial Heritage, External Domination and Political Systems in Central America ». Dans Louis W. Goodman, William LeoGrande, Johanna Medelson, dir. Colorado: Westview Press Publication.
- Cerdas, Rodolfo. 1996. *El Precio de una Herencia: Democracia, Seguridad y Derechos Humanos en Centroamérica*. (Le prix d'un Héritage: Démocratie, Sécurité et Droits de l'Homme en Amérique centrale). San José (Costa Rica): Instituto Interamericano de Derechos Humanos.
- Chalker, Cynthia H. 1995. « Elections and Democracy in Costa Rica ». Dans *Elections and Democracy in Central America*. (New and Enlarged Edition) Mitchell A. Selligson et John A. Booth., dir. Chapel Hill and London: The University of North Carolina Press. p. 103-122.
- Child, Jack. 1992. *The Central American Peace Process, 1983-1991: Sheathing Swords, Building Confidence*. Boulder and London: Lynne Rienner Publishers.
- Child, Jack. 1998. « External Actors in the Central American Peace Process: the United Nations and the Organization of American States ». Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 (texte photocopié).
- Collier, David. 1979. « Overview of the Bureaucratic-Authoritarian Model » dans *New Authoritarianism in Latin America*, David Collier, dir. New Jersey: Princeton University Press. p. 19-32.
- Córdova, Ricardo. 1996. « Los Acuerdos de Paz y el proceso de desmilitarización en El Salvador » (Les Accords de Paix et le Processus de démilitarisation au Salvador). Dans *El ocaso de los militares: Contenidos del seminario de CODEHUCA sobre desmilitarización en Centroamérica* (Le déclin des militaires : mémoire du séminaire de CODEHUCA sur la démilitarisation en Amérique centrale).. San José (Costa Rica): Taller de Impresión de CODEHUCA. p. 69-84.

- Dabène, Olivier. 1992. *Costa Rica : juicio a la democracia* (Costa Rica : Jugement à la démocratie). San José (Costa Rica) : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO).
- Diamond, Larry et Juan Linz. 1989. « Introduction. Politics, Society and Democracy in Latin America ». Dans *Democracy in Developing Areas : Latin America* (vol. 4). Larry Diamond, Juan Linz et Seymour Martin Lipset, dir. Boulder (Colorado) : Lynne Reinner Publishers. P. 1-58.
- Easton, David. 1979. *A Framework for Political Analysis*. Chicago : University of Chicago Press.
- Esping-Andersen, Gøsta. 1985. *Politics Against Markets : The Social Democratic Road to Power*. New Jersey : Princeton University Press.
- Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN). *Carta de Principios y Objetivos* (Charte de Principes et d'Objectifs) San Salvador: Site Internet, <http://www.userwww.sfsu.edu/-map3973/principios.html>
- Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN). *Estatutos del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (Statuts du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale). San Salvador: Site Internet, <http://www.userwww.sfsu.edu/-map3973/estatutos.html>
- Fucuyama, Francis. 1992. *The End of History and the Last Man*. New York: The Free Press.
- Fuentes, Claudio. 1998. « Military and Politics: Weaknesses in Chilean Democracy ». Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 (texte photocopié).
- Gamarra, Eduardo. 1994. « Market-Oriented Reforms and Democratization in Latin America: Challenges of the 1990's ». Dans *Latin American Political Economy in the Age of Neoliberalism Reform. Theoretical and Comparative Perspectives for the 1990s*. William Smith, Carlos Acuña et Eduardo Gamarra, dir. New Brunswick: Transaction Publishers.
- Gleijedes, Piero. 1984. « Perspectives of a Regime Transformation in Guatemala » Dans *Political Change in Central America : Internal and External Dimensions*. Wolf Irabendruff, Heimich W. Krumwiede et Jörg Todt, dir. Colorado : Westview Press. p. 127-138.

- Gilpin, Robert. 1987. *The Political Economy of International Relations*. New Jersey : Princeton University Press.
- Gorostiaga, Xabier et Peter Marchetti. 1988. « The Central America ». Dans . Nora Hamilton, Jeffry A. Frieden, Linda Fuller, and Manuel Pastor, Jr., dir. Boulder and London: Westview Press. p. 119-135.
- Gouvernement du Salvador. 1992. *Acuerdos de Chapultepec* (Accords de Chapultepec)
- Hamilton, Nora et Manuel Pastor, Jr. 1998. « Introduction ». Dans *Crisis in Central America*. Nora Hamilton, Jeffry A. Frieden, Linda Fuller, and Manuel Pastor, Jr., dir. Boulder and London: Westview Press. p. 1-11.
- Human Rights Watch. 1998. *Informe anual sobre la situación de los Derechos Humanos en el mundo 1998* (Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde 1998). Site Internet : <http://www.hrw.org/spanish/reports/W...atemala98.htm>
- Huntington, Samuel. 1991. *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman and London: University of Oklahoma Press.
- Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. 1985. *Accumulation et développement*. Paris : l'Harmattan.
- Jonas, Susanne. 1995. « Electoral Problems and the Democratic Project in Guatemala ». Dans *Elections and Democracy in Central America*. (New and Enlarged Edition) Mitchell A. Selligson et John A. Booth., dir. Chapel Hill and London: The University of North Carolina Press. p. 25-44.
- Jonas, Susanne. 1998. « Democratization of Guatemala through the peace process ». Draft/Borrador. Santa Cruz: University of California. Site Internet. <http://www.jhu.edu/-soc/.ladark/guatconf/jonas.htm>
- Karl, Terry. 1984. « Democracy by Design: the Christian Democratic Party in El Salvador ». Dans *The Central American Impasse*. Giuseppe Di Palma et Laurence Whitehead, dir. New York: St. Martin's Press. p. 195-217.
- Karl, Terry. 1988. « Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador ». Dans *Crisis in Central America*. Nora Hamilton, Jeffry A. Frieden, Linda Fuller, and Manuel Pastor, Jr., dir. Boulder and London: Westview Press. p. 173-191.

- Karl, Terry. 1990. « Dilemmas of Democratization in Latin America ». Dans *Comparative Politics*, 23:1. p. 1-8.
- Karl, Terry et Philippe C. Schmitter. 1991a. « What Democracy is... and is not ». Dans *Journal of Democracy*, 2 :3. p. 75-88.
- Karl, Terry et Philippe C. Schmitter. 1991b. « Modes of transition in Latin America, Southern and Eastern Europe ». Dans *International Social Science Journal*, mai. p. 269-284.
- Karl, Terry et Philippe C. Schmitter. 1992. « The Types of Democracy Emerging in Southern and Western Europe and South and Central America ». Dans *Bound to Change : Consolidation Democracy in East Central Europe*. Volten P., dir. New York : Institute for East/West Studies.
- Karl, Terry. 1994. « Central America in the Twenty-First Century: The Prospects for a Democratic Region ». Communication, Helen Kellogg Institute for International Studies of the University of Notre Dame, Indiana, 20 avril au 1 may (texte photocopié).
- Karns, M. et K. Mingts. 1990. « Multilateral Institutions and International Security ». Dans *World Security Trends and Challenges at Century's End*. M.Klarte et D. Thomas, dir. New York : St. Martin's Press.
- Lechner, Norbert. 1977. *La crisis del Estado en América Latina* (La crise de l'État en Amérique latine). Caracas: El Cid Editor.
- Linz, Juan. 1990. « Transitions to Democracy ». Dans *The Washington Quaterly*, été. p. 143-163.
- Liphart, Arend. 1971. « Comparative Politics and the Comparative Method ». Dans *American Political Science Review*, Vol. LXV,3 (septembre). P. 682-693.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. « Some Social Prerequisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy ». Dans *American Political Science Review*, 53:1, 69-105.
- Mahoney, James. 1998. « Radical, Reformist, and Aborted Liberalism: A Theory of Central American Political Development ». Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 « texte photocopié ».

- Mainwaring, Scott. 1992. « Transitions to Democracy and Democratic Consolidation : Theoretical and Comparative Issues ». Dans *Issues in Democratic Consolidation*. Scott Mainwaring, Guillermo O'Donnell et J. Valenzuela, dir. Indiana: University of Notre Dame Press. P. 294-341.
- Mearsheimer, John. 1994-1995. « The False Promise of International Institutions ». Dans *International Security* 19 :3 (hiver), p. 5-49.
- Menjívar, Rafael et Juan Diego Trejos. 1992. *La pobreza en América Central (La pauvreté en Amérique centrale)*. San José (Costa Rica): Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO).
- Nelson, Joan. 199X. « Introduction : The Politics of Economic Adjustment in Developing Nations ». Dans *Economic Crisis and Policy Choice : The Politics of Adjustments in the Third World*. New Jersey : Princeton University Press.
- O'Donnell, Guillermo et Philippe C. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*. Baltimore and London: The John Hopkins University Press.
- O'Donnell, Guillermo. 1994. « Delegative Democracy ». Dans *Journal of Democracy*, 5:1, janvier. p. 55-69.
- O'Donnell, Guillermo. 1996. « Illusions about Consolidation ». Dans *Journal of Democracy*, 7:2, avril. p. 34-51.
- O'Donnell, Guillermo. 1998. « Polyarchies and the (un)rule of Law in Latin America ». Communication, Latin America Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 (texte photocopié).
- ONU. 1996. *El Salvador-ONUSAL : United Nations Peace-Keeping*. Site Internet : http://www.un.org/Depts/DPKO/Missions/onusal_b.htm
- ONU. 1997. *Guatemala-Minigua : United Nations Verification Mission in Guatemala*. Site Internet : <http://www.un.org:80/Depts/DPKO/Missions/minigua.htm>
- Oppeinheim, Félix. 1981. *Political Concepts: A Reconstruction*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Partido Liberación Nacional. « La Historia liberacionista » (L'histoire « liberacionista ») (San José, Costa Rica). Site Internet : <http://www.pln.org/histori1.htm>

- Passmore, John. 1981. *Cien Años de Filosofía*. (Cent ans de Philosophie) Madrid: Alianza Universidad.
- Plano, Jack C. 1988. *The International Relation Dictionary* (2^{ème} édition). California : Western Michigan University
- PNUD. 1995. *Análisis de los efectos de PRODERE sobre la exclusión social en el área de Ixil en Guatemala*. (Analyse des effets de PRODERE sur l'exclusion sociale dans l'aire d'Ixil au Guatemala). Guatemala : Programa para desplazados, refugiados y repatriados en centroamérica.
- Popper, Karl. 1972. *Objective Knowledge; an Evolutionary Approach*. Oxford : Clarendon Press.
- Popper, Karl. 1979. *Truth, Rationality, and the Growth of Scientific Knowledge*. Frankfurt and Main : Vittorio Klostermann.
- Procedure for the Establishment of the Firm and Lasting Peace in Central America*. Document signé par Oscar Arias, président du Costa Rica, José Azcona, président de le Honduras, José Napoleón Duarte, président du Salvador, Daniel Ortega, président du Nicaragua et Vinicio Cerezo, président du Guatemala.
- Przeworski, Adam. 1992. « The Games of Transitions ». Dans *Issues in Democratic Consolidation*. Scott Mainwaring, Guillermo O'Donnell et J. Valenzuela, dir. Indiana: University of Notre Dame Press.
- PUSC. « Los partidos políticos en Costa Rica » (Les partis politiques au Costa Rica) (San José, Costa Rica). Site Internet : <http://www.pusc.org.cr/historia/lospartidos.htm>
- Roitmann, Marcos. 1996. « Militares y política en América Latina, con especial énfasis en centroamérica » (Militaires et politique en Amérique Latine, avec emphase en Amérique centrale). Dans *El ocaso de los militares: Contenidos del seminario de CODEHUCA sobre desmilitarización en Centroamérica* (Le déclin des militaires : mémoire du séminaire de CODEHUCA sur la démilitarisation en Amérique centrale). San José (Costa Rica): Taller de Impresión de CODEHUCA. p. 35-57.
- Rustow, Dankwart. 1970. « Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model ». Dans *Comparative Politics*, 2:3, avril. p. 337-363.

- Salomon, Leticia. 1996. « La sociedad civil y los desafíos de la desmilitarización en centroamérica » (La société civile et les défis de la démilitarisation en Amérique centrale). Dans *El ocaso de los militares: Contenidos del seminario de CODEHUCA sobre desmilitarización en Centroamérica* (Le déclin des militaires : mémoire du séminaire de CODEHUCA sur la démilitarisation en Amérique centrale). San José (Costa Rica): Taller de Impresión de CODEHUCA. p. 59- 67.
- Santiso, Javier. 1996. « De la consolidation historique des transitologues en Amérique latine et Europe centrale et orientale », *Revue internationale de politique comparée*, 3:1, avril. p. 41-68.
- Sartori, Geovanny et Leonardo Morlino. 1994. *La comparación en las Ciencias Sociales* (La comparaison dans les sciences sociales). Traduction de Juan Russo et Miguel A. de Astúa (1^{ère} édition en italien, 1991). Madrid : Alianza Editorial.
- Schmitter, Philippe C. 1993. « Some propositions about Civil Society and the Consolidation of Democracy ». Communication, Reconfiguring State and Society (Conférence). Berkeley : University of California, 22 au 23 avril 1993 (texte photocopié).
- Selligson, Mitchell A., Annabelle Conroy, Ricardo Córdova Macías, Orlando J. Pérez et Andrew J. Stein. 1995. « Who Votes in Central America ». Dans *Elections and Democracy in Central America*. (New and Enlarged Edition) Mitchell A. Selligson et John A. Booth., dir. Chapel Hill and London: The University of North Carolina Press. p. 151-182.
- Shalter-Sholk, Richard. 1998. « External State Actors in the Central American Transitions of the 1980s and 90s ». Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 (texte photocopié).
- Shin, Doh Chull. 1994. « On the Third Wave of Democratization: A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research » dans *World Politics* vol 47, 135-170.
- Sojo, Carlos. 1994. « Defensa y crisis fiscal : gasto militar en Centroamérica » (défense et crise fiscale : dépenses militaires en Amérique centrale). Dans *Reconversión militar en América Latina* (Reconversion militaire en Amérique latine) Gabriel Aguilera, dir. Guatemala : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO).

- Sojo, Carlos. 1996. « Los sujetos de la transición : notas sobre la dinámica de los actores y transición democrática en Centroamérica » (Les sujets de la transition : notes sur la dynamique de la transition démocratique en Amérique centrale). Paper 49, 1996. San José (Costa Rica) : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO).
- Stein, Ricardo. 1988. « Civil War, Reform, and Reaction in El Salvador ». Dans *Crisis in Central America*. Nora Hamilton, Jeffrey A. Frieden, Linda Fuller, and Manuel Pastor, Jr., dir. Boulder and London: Westview Press. p. 193-205.
- Tacarena, Luis Pedro. 1990. « Guatemala 1990 : Retroceso o avance de la transición? » (Guatemala 1990 : recul ou avancement de la transition?). Dans *Estudios Sociales Centroamericanos* n. 54. P. 137-153.
- Torres-Rivas, Edelberto. 1984. « Problems of Democracy and Counterrevolution in Guatemala ». Dans *Political Change in Central America : Internal and External Dimensions*. Wolf Irabendruff, Heimich W. Krumwiede et Jörg Todt, dir. Colorado : Westview Press. p. 114-126.
- Torres-Rivas, Edelberto. 1989. « Authoritarian Transition to Democracy in Central America ». Dans *Central America*. Jan Flora et Edelberto Torres-Rivas, dir. New York : Monthly Review Press. p. 193-209.
- Torres-Rivas, Edelberto. 1990. *El sistema político y la transición a la democracia en centroamérica* (Le système politique et la transition vers la démocratie en Amérique centrale). San José (Costa Rica) : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), cahier N. 35 (deuxième édition).
- Torres-Rivas, Edelberto. 1996. *Encrucijadas de la izquierda centroamericana (ensayo preliminar de interpretación)* (Carrefours de la gauche centraméricaine – essai préliminaire d'interprétation). Guatemala : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO).
- Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG). Site Internet. <http://www.urng.com>
- U.S. Arms Control and Disarmament Agency. *World Military Expenditures and Arm Transfers 1996*. Washington D.C. : U.S. Government Printing Office.
- Valenzuela, J. Samuel et Arturo Valenzuela. 1986. « Modernization and Dependency ». Dans *Comparative Politics* (6^{ème} édition). Roy Macridis et Bernard Brown, dir. Également disponible dans *Comparative Politics* (juillet 1978).

- Vilas, Carlos M. 1994. *Mercado, Estados y Revoluciones; Centroamérica 1950-1990*. (Marché, États et révolutions : l'Amérique centrale 1950-1990) Mexique: Universidad Nacional Autónoma de Mexico.
- White, Richard Allan. 1984. *The Morass. US Intervention in Central America*. New York : Harper and Colophon Books.
- Wood, Elizabeth. 1998. «Forging Democracy from Below: The Structural Foundations for Pacted Transitions in El Salvador, South Africa and Guatemala». Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 (texte photocopie).

Articles de journaux non spécialisés

- ACAN-EFE. « Disuelven antigua guerrilla para fortalecer partido », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 10 décembre 1995, site Internet :
http://www.nacion.co.cr/ln_ee/1995/diciembre/10/cablesal.html
- ACAN-EFE. « URNG confía en apoyo internacional para cumplimiento de acuerdos », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 16 janvier 1997, site Internet :
http://www.nacion.co.cr/CentroAmerica/Archivo/1997/enero/16/el_salvador.htm
- ACAN-EFE. « Conmoción en Guatemala por asesinato de obispo », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 27 avril 1998, site Internet :
http://www.nacion.co.cr/ln_ee/1998/abril/27/ultima2.html
- Herrera Ulloa, Mauricio. « La Agonía de las Armas », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 29 novembre 1998. Site Internet :
<http://www.nacion.co.cr/dominical/1998/noviembre/29/dominical0.html>
- Inter Press Service (IPS). 1998. *Central America : FMLN Triumph Consolidates Democracy*. Site Internet : <http://www.oneworld.org/ips2/mar/elsalvador2.html>
- Jiménez, Lorena. « Bitácora del Horror », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 5 juillet 1998. Site Internet :
<http://www.nacion.co.cr/dominical/julio/05/dominical0.html>
- Julien, Erika. « Divisions chez les anciens guérilleros salvadoriens », *Le Monde Diplomatique*, juin 1994. Site Internet :
<http://www.monde-diplomatique.fr/1994/06/JULIEN/535.html>
- Reuters Agency. « Inició juicio a soldados guatemaltecos » (début du jugement aux soldats guatémaltèques », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 21 avril 1998, site Internet : http://www.nacion.co.cr/ln_ee/1998/ultima7.html
- Reuters Agency. « Magnicidio en Guatemala », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 28 avril 1998, site Internet :
http://www.nacion.co.cr/ln_ee/1998/abril/28/mundo1.html
- Ross, Yazmín. « Amnesia, requisito para la paz », *La Nación* (San José, Costa Rica), le 16 février 1997, site Internet :
http://www.nacion.co.cr/dominical/1997/febrero/16/dom_pagina06.html

BIBLIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE

- Aguilar Bulgarelli, Oscar. 1969. *Costa Rica y los hechos políticos de 1948: problemática de una época* (Costa Rica et les événements politiques de 1948: la problématique d'une époque). San José (Costa Rica): Editorial Porvenir S.A.
- Aguilera, Gabriel. 1989. *El fusil y el olivo: La cuestión militar en Centroamérica* (Le fusil et l'olivier: la question militaire en Amérique centrale). San José (Costa Rica): Departamento Ecuménico de Investigaciones.
- Alcantara, Manuel. 1992. *Una comparación entre los modelos de transición hacia la democracia* (Une comparaison des modèles de transition vers la démocratie). San José (Costa Rica): Instituto Interamericano de Derechos Humanos.
- Berstein, Einar. 1993. « Democratic Consolidation in Central America : A qualitative comparative Approach ». Dans *The World Quarterly* 14 :3. p. 589-603.
- Dabène, Oliver. 1994. *L'Amérique latine au XX^e siècle*. Paris : Armand Colin Éditeur.
- Hahn, Walter F. dir. 1987. *Central America and the Reagan Doctrine*. Washington D.C. : The Center for International Relations at Boston University (in association with the United States Strategic Institute). University Press of America.
- Kowalchuk, Lisa. 1998. « Peasant Mobilization, Political Opportunities, and the Unfinished Agrarian Reform in El Salvador ». Communication, Latin American Studies Association, Chicago, 24 au 26 septembre 1998 « texte photocopie ».
- O'Donnell, Guillermo. 1994. « Estado, Democracia y Ciudadanía » (État, Démocratie et Citoyenneté). Dans *Revista Nueva Sociedad* n. 128 (Caracas). p. 62-87.
- Palencia Prado, Tania et David Holiday. 1996. *Hacia un nuevo rol ciudadano para democratizar Guatemala* (Vers un nouveau rôle citoyen pour démocratiser le Guatemala). Montréal: Centro Internacional de Derechos Humanos y Desarrollo Democrático.
- Rojas, Manuel. 1979. *Conflicto social y guerra Civil en Costa Rica 1940-1948*. (Conflit Social et Guerre Civile au Costa Rica 1940-1948). San José (Costa Rica): Editorial Porvenir.
- Rojas, Manuel. 1995. « Consolidar la democracia : una tarea ardua ». Dans *Ilusiones y Dilemas : la Democracia en Centroamérica* Klaus Tangermann, dir. San José (Costa Rica) : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO).

Ropp, Steve C. et James A. Morris. 1984. *Central America : Crisis and Adaptation*. Albuquerque : University of New Mexico Press.

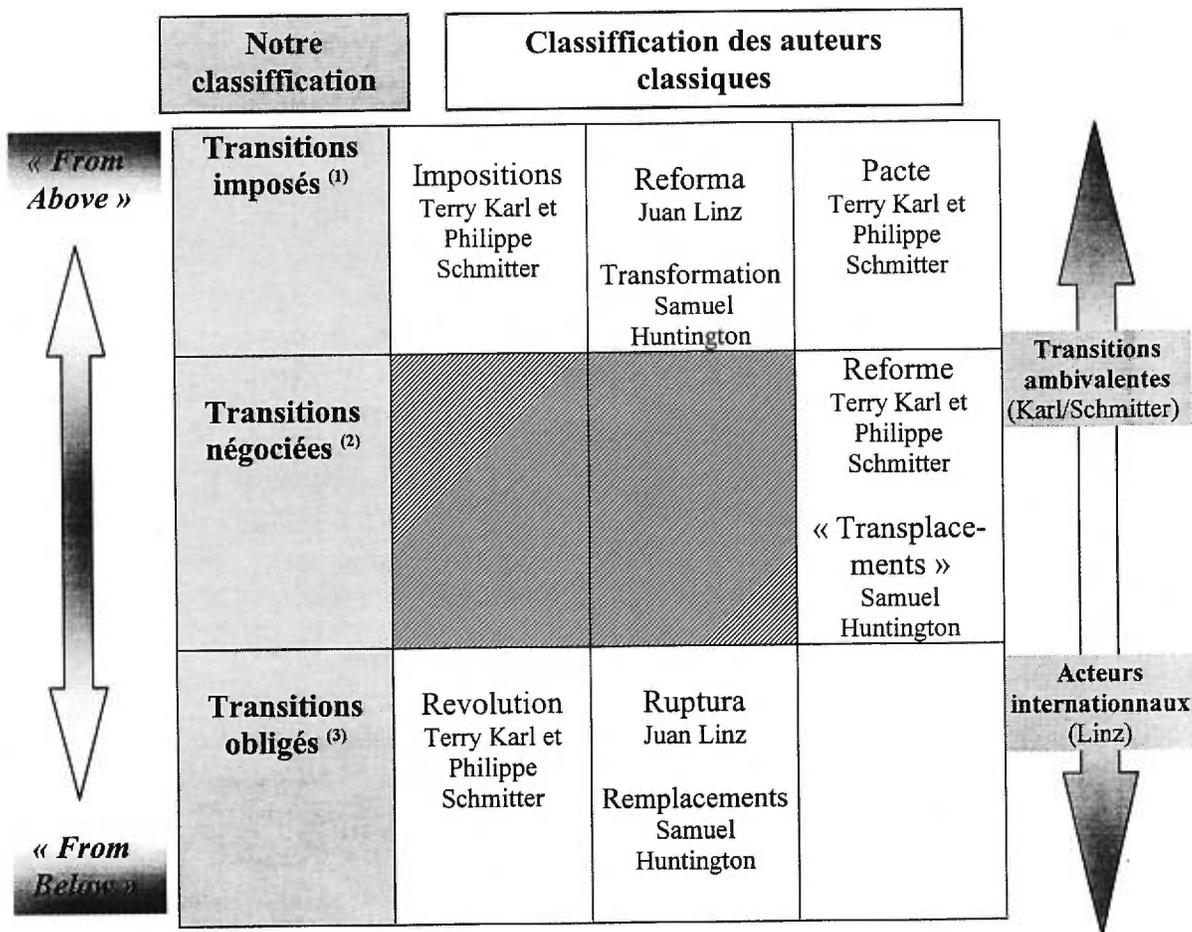
Salazar, Jorge Mario. 1980. *Calderón Guardia*. San José (Costa Rica): Editorial Universidad Estatal a Distancia (EUNED).

Schmitter, Philippe C. 1994. « Dangers and Dilemmas in Democracy ». Dans *Journal of Democracy*, 5:2. p. 57-74.

ANNEXES

ANNEXE 1

DIFFÉRENTES CLASSIFICATIONS DES FORMES DE TRANSITION DÉMOCRATIQUE



1. Transitions dirigées par l'élite au pouvoir.
2. Transitions dirigées par le(s) groupe(s) au pouvoir et à l'opposition.
3. Transitions dirigés par l'opposition au régime non démocratique.

ANNEXE II

CLASSIFICATIONS DES RÉGIMENS NON DÉMOCRATIQUES
(Samuel Huntington, Juan Linz et David Collier)

Classification de Samuel Huntington	Classification de Juan Linz	Classification De David Collier ⁽¹⁾
Dictatures personnelles	Régimes sultanistiques	Régimes populistes
<ul style="list-style-type: none"> • La source d'autorité est un dirigeant individuel, qui donne accès au pouvoir et légitimise le régime. 	<ul style="list-style-type: none"> • La source d'autorité est un dirigeant individuel, qui donne accès au pouvoir et légitimise le régime. 	<ul style="list-style-type: none"> • Alliance entre la bourgeoisie industrielle et le secteur populaire urbain.
Systèmes de parti unique		Régimes oligarchiques
<ul style="list-style-type: none"> • Le parti monopolise et donne accès au pouvoir. Il légitimise idéologiquement le régime (ex: le communisme, le nazisme, le fascisme...) 		<ul style="list-style-type: none"> • La compétition est limitée, l'élite traditionnelle contrôle l'État. • Le régime n'est ni exclusif ni inclusif.
Régimes militaires	Régimes autoritaires	Régimes BureaucratICO-autoritaires
<ul style="list-style-type: none"> • Créés par des Coups d'État. Ils remplacent souvent des démocraties ou des régimes dirigés par des autorités civiles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au début ils étaient des régimes totalitaires (ex: nazisme, stalinisme). • Ils ont un degré d'institutionnalisation mais dépendent de l'efficacité pour demeurer stable 	<ul style="list-style-type: none"> • Régime avec un degré d'institutionnalisation mais qui dépend de son efficacité pour demeurer stable.

↔ : Similitudes entre les catégories des différentes classifications.

(1): Cette classification est basée sur l'approche de Guillermo O'Donnell.